

PAUL FERDONNET

**LA GUERRE  
JUIVE**

Paris  
Éditions Baudinière  
1939

Paris, Éditions Baudinière, 1939

"Dans ce libelle besogneux, Ferdonnet cite notamment le premier des pamphlets antijuifs de Louis-Ferdinand Céline, *Bagatelles pour un massacre* — mis en vente le 28 décembre 1937 —, dont le thème central est précisément la dénonciation du « bellicisme juif » et de la préparation d'une « guerre juive ». Pierre-Dédé Taguieff (*L'Arche*, mai 2003)

Le "traître de Stuttgart" est un fils d'instituteur né à Niort en 1901. C'est dans *L'Action française* qu'il signe ses premiers articles. Nommé correspondant à Berlin, il collabore à différents quotidiens français durant les années 30. Il publie alors des livres vantant les mérites du IIIe Reich et crée à Paris, puis à Berlin, l'agence de presse Prima et Prima Dienst. En septembre 1939, il choisit de rester à Berlin où il travaille pour le service des langues étrangères de la Reichsrundfunk. (radiodiffusion du Reich) En octobre 1939, le patronyme de celui qui est devenu le "traître de Stuttgart" est divulgué par la presse française. Si son influence réelle a été beaucoup exagérée, durant la drôle de guerre ses émissions étaient suivies par les soldats, surtout par les mobilisés dans la ligne Maginot au point que le gouvernement dut lancer une contre-propagande afin de limiter l'effet des rumeurs et mensonges diffusés par le poste nazi. Arrêté à la fin de la guerre, Ferdonnet est jugé, condamné à mort et fusillé en juillet 1945 pour trahison.

<http://www.livresdeguerre.net/glossaire/index.php?lettre=F>

## RÉÉDITION DE L'AAARGH 2006

Ceux qui veulent lutter contre l'antisémitisme ne peuvent le faire en cachant les livres antisémites. Il convient par conséquent de les mettre à la disposition des curieux, qui exerceront au mieux leur jugement personnel.

## DEDICACE

Au jour décisif de la crise tchèque, le leader d'un journal hebdomadaire portait ce jugement définitif :

« Quant à nous, il n'y a plus, à nos yeux, que deux partis : ceux qui sont pour la France et ceux qui sont pour la guerre.<sup>1</sup> »

Et M. Pierre Gaxotte ajoutait : « Rien d'autre ne compte et ne comptera plus jamais. »

Ainsi, c'est à *Je suis partout* que je dois l'idée de cette étude objective de « ceux qui sont pour la guerre ».

Je la dédie cordialement à « ceux qui sont pour la France ».

---

<sup>1</sup> Pierre Gaxotte dans *Je suis partout* du 30 septembre 1938.

## AVANT-PROPOS

Je vais vous parler d'une race maudite, de celle qui porte la haine du monde et qui trouve, dans l'horreur de la guerre, la joie sauvage de détruire la civilisation chrétienne. Oui ! Il y a des parasites qui se repaissent de leurs victimes. Il y a des étrangers qui sont des ennemis. Il y a, dans nos malheurs publics, des responsables anonymes, que chacun voit ou devine, et que personne encore n'ose affronter. Il y a nos Maîtres qui disposent, directement ou indirectement, du Capital et du Travail, et que leurs assujettis ont peur de regarder en face. Il y a les spéculateurs de l'Argent qui nous ruinent, et les spéculateurs de la Pensée, qui nous excitent contre nos voisins. Il y a tout un peuple dispersé, dont les tentacules s'efforcent d'étouffer un à un nos espoirs ardents de renaissance nationale.

Eh bien ! ces parasites, ces étrangers, ces ennemis intérieurs, ces Maîtres tyranniques et ces spéculateurs impudents, qui ont misé, en septembre 1938, sur la guerre, sur leur guerre de vengeance et de profit, sur la guerre d'enfer de leur rêve messianique, ces bellicistes furieux, il faut avoir l'audace de se dresser sur leur passage pour les démasquer ; et, lorsqu'on les a enfin reconnus, il faut avoir le courage de les désigner par leurs noms : ce sont les Juifs.

Leur chef de file, le petit agitateur Lekah, dit Lecache, dont on vante l'instinct bagarreur, cherche la bataille.

La voici.

Mais je le préviens, le terrain est miné de textes juifs, de centaines de documents juifs, de preuves signées par des Juifs. Il lui faudra lutter contre ses propres armes ; et s'il veut avancer, ce sera sur le corps de ses complices.

Je lui ferai cependant une concession dont il ne tiendra sans doute aucun compte : ce livre n'est ni un pamphlet, ni un bottin de la diffamation, mais, plus simplement, le bottin de la presse juive. Dans sa partie principale, comme dans sa conclusion, je ne me suis pas intéressé aux personnalités, comme telles, mais j'ai pris soin, n'ayant pas ici d'autre but, de mettre en cause uniquement les partisans de la guerre.

Le Juif Bernard Lecache n'y trouvera pas une thèse raciste, mais le public français y verra une œuvre de défense nationale.

Il n'y en a pas de plus nécessaire en 1939.

C'est M. Henri Béraud, qui écrit dans Gringoire, en parlant de mes accusés les bellicistes : « Le pays saura les prendre à la gorge. Le compte, l'impitoyable compte est ouvert. Un pays entier le jure, qui ne trahira pas ses morts.<sup>2</sup> »

---

<sup>2</sup> Gringoire du 23 septembre 1938.

C'est M. Léon Daudet, qui l'indique dans l'Action Française : « Ce qui importe actuellement, c'est de poursuivre à fond la bande de la guerre, par la plume et par la parole. Je compte que tous les patriotes français vont s'y employer. Cette terrible alerte doit nous servir de leçon.<sup>3</sup> »

C'est M. Jacques Delebecque, qui nous avertit dans le même journal : « Ceux qui parlent de la « guerre juive » ne dénoncent pas une pure chimère. Les Français - surtout les gens réputés « sérieux » qui ont tendance à hausser les épaules quand on cherche à leur découvrir l'action souterraine et les fils cachés - feraient bien d'y réfléchir.<sup>4</sup> »

« Quoi qu'il en soit, écrit M. Charles Maurras, sous le règne direct ou indirect des Juifs maîtres de tous les abords de l'Etat, de la carence politique de cet Etat qui meurt de sa propre faiblesse, les citoyens français ont à remplir une tâche dure.

« Dure, mais une, cette tâche ! Et claire, terrible, urgente : il leur faut empêcher la guerre.<sup>5</sup> »

A cette tâche civique, je me suis consacré des premiers en apportant ma modeste contribution en juillet, sous la forme d'une étude, vécue sur place, pendant la crise tchèque.<sup>6</sup>

A ce moment, j'ai dû combattre la politique alors intransigeante du président Daladier, interprétant dangereusement des pactes caducs. Je m'appuyais sur une thèse, publiée en 1908, sous le titre : « L'Etat autrichien et la question tchèque », où l'auteur, le futur président Edouard Bénès, écrivait, à la page 182 : « Pour les Tchèques... cela doit être naturellement l'Etat tchèque formé des trois parties de la couronne de saint Venceslas : Bohême, Moravie et Silésie. C'est ainsi qu'ils ont formé leur programme national en 1848...

« Ce programme correspond aux désirs et aux espérances des Tchèques. Mais si on l'examine dans ses détails, on ne lui découvre aucun sens pratique : il est inexécutable. On ne peut pas envisager sérieusement la création d'un Etat tchèque, si un tiers de la population habitant son territoire est décidé à le combattre à tout prix et à ne pas le reconnaître comme légitime... Une entente entre les deux races en Bohême n'est possible que si les deux peuples sont pleinement autonomes. Ils doivent être séparés l'un de l'autre. »

Essayer d'expliquer, par des exemples actuels, ce point de vue capital de M. Bénès, ce serait pratiquer, selon *d'Artagnan*, « une politique machiavélique incitant Hitler à émettre des prétentions de plus en plus exorbitantes ». <sup>7</sup>

Notre confrère ultra-tchéophile a-t-il songé que, précisément, en négociant alors sur les données de mon étude et en prenant au mot les Sudistes (Allemands des Sudètes), on évitait les revendications allemandes, qui sont nées, à la fin de

<sup>3</sup> *L'Action Française*, du 29 septembre 1938.

<sup>4</sup> idem. du 12 novembre 1938.

<sup>5</sup> idem. du 4 septembre 1938.

<sup>6</sup> Paul Ferdonnet. *La Crise Tchèque* Edition Baudinière.

<sup>7</sup> *D'Artagnan* du 10 septembre 1938.

septembre, de la mauvaise volonté, comme du manque de parole du même président Bénès.

J'ai eu la satisfaction profonde de voir le président Daladier se rallier à ma manière de voir, mais cette joie était voilée d'une tristesse infinie, parce qu'au jour de septembre où ses yeux s'ouvrirent, il était déjà trop tard : les événements brûlaient les étapes ; les esprits s'enflammaient ; et, roulant de résistances en concessions et de concessions en abdications, on avait tout perdu pour avoir voulu tout sauver.<sup>8</sup>

« Tout ne dure qu'un temps, Dieu seul est éternel. » Ce proverbe consolant est un proverbe tchèque.

La première erreur - *La Tribune des Nations* tombe d'accord sur ce point - était hélas ! à Trianon et à Saint-Germain.<sup>9</sup>

La seconde a été d'imiter l'autruche sous prétexte que le problème tchèque « déjà complexe en soi, selon *Les Nouvelles littéraires*, est d'une actualité trop brûlante pour qu'il soit possible d'en discuter librement ».<sup>10</sup>

La troisième est d'ordre politique. Elle pèse encore sur nos destinées. Elle paralyse notre activité diplomatique vis-à-vis de Mussolini et de Franco. Et elle s'est pourtant avérée impuissante : c'est notre alliance monstrueuse avec les Soviétiques.

Malgré le « Mauvais Traité », nos péchés d'ignorance et le lourd héritage politique de M. Edouard Herriot, qui a signé, le 29 septembre 1932, notre premier accord avec Moscou, la situation internationale n'aurait pas atteint ce degré cuisant de tension dramatique où nous avons côtoyé la guerre, si dans les conseils du gouvernement, dans les comités des partis, et dans les rédactions de la presse, il ne s'était pas trouvé une équipe d'incendiaires fomentant une campagne absurde, impie et horrible pour précipiter la France vers un geste irréparable.

La sinistre bande belliciste, à laquelle nous devons les plus graves émotions de notre vie, en ces jours électrisés de fin septembre 1938, où la guerre mobilisait déjà ses réserves, la bande juive, puisqu'il faut l'appeler par son nom, s'est démasquée dans l'ivresse de sa vengeance raciste.

La guerre pour les Tchèques ? Allons donc ! N'est-ce pas le rédacteur de *l'Humanité*, Gabriel Péri, qui proclamait naguère, à la tribune de la Chambre : « Notre sympathie va tout entière aux masses laborieuses de Tchécoslovaquie, aux

<sup>8</sup> En suite de l'accord de Munich, la Tchécoslovaquie a perdu, au profit de l'Allemagne 28.250 kilomètres carrés et 3.655.000 habitants ; au profit de la Pologne, 1000 kilomètres carrés et 230.000 habitants, et, au profit de la Hongrie, 12.000 kilomètres carrés et 980.000 habitants.

Sa superficie se trouve réduite de 30 %, et sa population de 33,5 %. Le nouvel Etat comprend : 6.745.000 Tchèques, 2.200.000 Slovaques, 640.000 Ruthènes (Ukrainiens), 470.000 Allemands et 200.000 Hongrois. Les Juifs sont en voie d'expulsion.

<sup>9</sup> *La Tribune des Nations*, du 15 septembre 1938.

<sup>10</sup> *Les Nouvelles Littéraires*, du 15 octobre 1938.

minorités nationales slovaque, allemande, juive, hongroise, opprimées par le pouvoir central de Prague.<sup>11</sup> »

Et n'est-ce pas le même Juif Péri, qui se fait, en septembre 1938, le plus bouillant défenseur de ce même pouvoir central ?

Je comprends parfaitement l'amertume des Juifs - surtout des banquiers et des politiciens - devant la portion congrue laissée par leur ennemi hitlérien ; mais je ne la ressens pas. Je m'explique leur désir naturel de vengeance ; mais je ne le partage pas. Je leur concède toutes les armes de la légitime défense ; mais je suis neutre dans ce conflit allemand qui ne me regarde pas, pour la bonne raison que je ne suis pas Juif.

Sinon, il me faudrait passer la vie à guerroyer pour les Espagnols ou pour les Chinois, pour les Arabes ou pour les Juifs, pour la Société des Nations ou pour la « Poldévie »...

Wickham Steed estime qu'aucun homme « écrivain, politique ou diplomate, ne peut être considéré comme mûr, tant qu'il n'a pas abordé carrément le problème juif ».

Je l'aborde le plus simplement du monde en écrivant d'abord qu'il ne vaut pas les os du plus petit paysan de chez nous.

La question juive, la vengeance juive, la guerre juive : que messieurs les Juifs s'en arrangent ! Nous ne sommes pas nés au hasard d'une génération errante, changeant de nom jusqu'à devenir anonyme. Mon père était instituteur : son père et son grand-père avaient été instituteurs dans la même commune du Poitou. Une longue tradition nous avait appris à manier de pair la plume et la charrue ; et si le journalisme m'entraîne à parcourir le monde, j'ai la fierté de pouvoir dire que mes souliers emportent un peu de la terre de France. Nous sommes ainsi trente-huit millions de Français qui avons la France dans le sang.

Voilà pourquoi nous répondons tranquillement aux Juifs chauvins : « Votre guerre sainte ne nous intéresse pas, car nous ne sommes pas de la famille.

« Les vôtres refusent notre consanguinité nous vous refusons notre sang. »

Et nous avons le devoir sacré de mettre nos foyers en éveil et nos fils en garde. C'est le sens de ces pages révélatrices, écrites sans haine et sans crainte, avec une seule passion patriotique et humaine.

Une femme au grand cœur, Séverine, l'a proclamé dans cette pensée : « Qui-conque, orateur, écrivain, ne fait pas servir son influence au maintien ou au retour de la Paix, est un malfaiteur public. »

Paul FERDONNET.

Paris, Noël 1938.

---

<sup>11</sup> Journal Officiel. Séance de la Chambre des Députés du 14 novembre 1923, page 4.120, col. 1

## CHAPITRE PREMIER

### LA RACE JUIVE

« Il s'agit de savoir s'il y a un vrai et un faux en soi, s'il y a des faits et des principes vrais qui doivent être seuls considérés et admis, fussent-ils pensés par quelques esprits seulement et même par un seul, et des faits et des principes faux qui doivent être rejetés et méprisés, auraient-ils pour eux les plus hautes autorités et l'assentiment du nombre. »

Cet enseignement réaliste, proposé aux étudiants de 1927 par M. Maurice Pujol, ne cessera de guider cette étude objective ; et, comme il n'est pas possible de parler de race sans citer son théoricien, Gobineau, j'aborde son *Essai sur l'Inégalité des Races humaines*, paru en 1855.

Il écrit à la page 35 : « L'idée d'une inégalité native, originelle, tranchée et permanente entre les diverses races est, dans le monde, une des opinions les plus anciennement répandues et adoptées ; et, vu l'isolement primitif des tribus, des peuplades, et ce retirement vers elles-mêmes que toutes ont pratiqué à une époque plus ou moins lointaine, et d'où un grand nombre n'est jamais sorti, on n'a pas lieu d'en être étonné. »

Après le comte de Gobineau, tout le monde s'est mis à parler du racisme ; mais qui pourrait donner une définition exacte de la race ?

Ce mot dériverait, selon Littré, de « reiza », qui signifie *ligne* en haut-allemand d'autrefois. Le latin dit « radix », racine ; et l'italien « razza ».

Pour l'anthropologue, la race est définie par les mensurations communes à une série de squelettes entiers ou partiels, trouvés dans un même lieu, de même nature et de même âge.

Pour l'historien, la race est constituée par la population ayant longtemps vécu dans un territoire déterminé.

Pour le démographe, la race s'exprime par sa situation géographique et par le résultat des métissages de l'histoire.

Pour le psychologue, la race est une ethnie, c'est-à-dire l'unité morale, intellectuelle et affective d'un peuple considéré dans sa forme présente.

Le professeur français Georges Montandon, le célèbre ethnologue de l'École d'anthropologie, écrit dans son étude sur *La Race, les Races* (Paris 1933), page 262 : « Aujourd'hui, les Juifs forment avant tout une ethnie, une raison sociale,



et non pas une race uniforme. Mais, là où ils se trouvent, ils constituent des groupes somatiques, dont les individus sont fréquemment discernables. »

En tout cas, il ne s'agit pas d'une race sémitique, comme on l'a cru. Dans *l'Ethnie française*, le professeur Montandon déclare que « le terme de *sémitique* a une valeur strictement linguistico-culturelle » (page 140). Le mot *antisémitisme* employé souvent contre les Juifs est donc impropre.

Lisons donc aux pages 142 et 143 de ce savant ouvrage, l'histoire de l'ethnie juive. Elle est connue pour une période d'environ trois mille ans, dont deux mille vécus dans la dispersion. « Depuis la dispersion, les Juifs suivirent deux voies principales. La grande majorité émigrèrent peu à peu en Europe orientale, en passant de part et d'autre de la mer Noire ; ce sont les Juifs dits Achkénazim (qui sont censés représenter plus spécialement les descendants de la tribu de Benjamin), or, ce courant traversa des territoires où étaient surtout établis des rameaux de la race alp-arménienne, les caractères de cette race, qu'une partie des Juifs possédaient déjà, en furent accentués. Certains groupes d'Achkénazim englobèrent même, plus tard, des éléments de la race blonde. Quoique la majorité des Achkénazim soient restés en Orient de l'Europe (Russie, Roumanie, Pologne), de nombreux groupes continuèrent jusqu'en Allemagne et en France c'est-à-dire jusqu'en Europe occidentale, et on peut dire qu'en France, les ressortissants au groupe des Achkénazim dominant numériquement ceux de l'autre groupe.

« Cet autre groupe est formé par ceux qui se dirigèrent vers l'Ouest, le long des deux rives de la Méditerranée, ils trouvèrent des Méditerranéens - au sens anthropologique - et, naturellement, accentuèrent ainsi les caractères de cette race qui étaient déjà ceux d'une partie de leur ethnie. »

Ici, une remarque s'impose : les Séphardim, qui sont beaucoup moins nombreux chez nous que les Achkénazim, sont des marchands dont l'émigration, accélérée par la diaspora, l'avait précédée depuis des siècles sur les côtes de la Méditerranée, où elle avait installé ses premiers comptoirs.

Mais, dira-t-on, comment est-il possible que les individus de l'ethnie juive ne se soient pas - question sociologique mise à part - complètement fondus physiquement dans les races européennes ? Le professeur Montandon y répond : « C'est ici qu'il faut se rendre compte que les diverses races ne sont pas, à une même époque, douées de la même vitalité, certains complexes raciaux sont vivaces, progressifs, d'autres torpides, régressifs. Or, le complexe judaïque est encore aujourd'hui physiquement vivace, et cette vitalité, combattant les causes d'anéantissement par submersion que comportait la dispersion au milieu d'autres types, maintenait le complexe caractéristique tel qu'il se révèle par la face. »

Ces observations confirment avec éclat la théorie incomplète de Gobineau sur l'inégalité des races.

Les Juifs offrent donc un *type racial juif* (page 144) et « les *Juifs sont une nationalité* », ajoute le Juif Bernard Lazare, à la page 271 de son livre sur *l'Antisémitisme*, où nous lisons : « Ils sont de types variés, cela est vrai, mais quelle est

la nation qui n'est pas diverse ? Ce qui fait un peuple, ce n'est pas l'unité d'origine, c'est l'unité de sentiment, de pensée, d'éthique.

« Les Juifs, bien que dispersés, pensaient de la même façon à Séville et à York... ils regardaient avec les mêmes lunettes ; ils jugeaient d'après des principes semblables, dans un moule uniforme. (Page 283.)

« En une certaine mesure, ils sont une nation qui s'unit à sa nationalité et, depuis des siècles, ils résistent à la mort. Pourquoi ? Parce que tout a contribué à maintenir leur caractère de peuple ; parce qu'ils ont possédé une religion nationale qui eut sa parfaite raison d'être lorsqu'ils formaient un peuple, cessa d'être satisfaisante après la dispersion, mais les maintint à l'écart ; parce qu'ils ont formé dans toute l'Europe des colonies jalouses de leurs prérogatives, attachées à leurs coutumes, à leurs rites, à leurs moeurs, parce qu'ils ont vécu durant des années sous la domination d'un code théologique qui les a immobilisés ; parce que les lois des pays multiples où ils ont planté leurs tentes, les préjugés et les persécutions les empêchèrent de se mêler ; parce que, depuis le deuxième exode, depuis leur départ de la terre palestinienne, ils ont élevé autour d'eux, et on a élevé d'infranchissables et rigides barrières. » (Page 396.)

Voilà les raisons qui expliquent, selon les Juifs, la persistance de la race juive parmi les peuples, où l'on ne distingue plus que deux autres races à peu près pures : les Esquimaux et les Peaux-Rouges.

Dans sa conférence de Pleyel sur la question juive, M. Léon Daudet trouvait évidente l'existence de la race juive. Il nous citait le témoignage du professeur Charcot, dont les leçons du mardi à la Salpêtrière signalaient les troubles nerveux et oculaires qui, selon lui, appartenaient en propre à Israël. « *Race si originale !* » disait-il.

« Non seulement, il y a une race juive, *poursuivait M. Léon Daudet*, une race gratifiée de caractéristiques physiques, intellectuelles et morales particulières, mais cette race ne s'est point fondue dans celle chez laquelle elle a vécu en subsistance. Naquet, que j'ai beaucoup connu, auteur du divorce, se déclarait Judéo-Latin. Or, bien qu'originaire du Midi, il n'avait rien du Provençal, ni du Languedocien, ayant gardé l'aspect d'un vieux rabbi et son oeil méfiant. Quel que soit le croisement, du reste, le sang juif demeure prépondérant. »

Je concède aux professeurs Almeida (Rio de Janeiro), Hirschfeld et Lakhovsky que le milieu modifie les caractères secondaires de la race ; mais cela ne permet pas d'affirmer qu'il n'y a pas de race juive.

Celle-ci a des traits permanents quand les différenciations sont superficielles. Un autre savant juif, Kadmi Cohen, à la page 130 de son livre *Nomades*, paru en 1929, a établi les distinctions nécessaires, et il a conclu : « Qu'on veuille bien le remarquer : l'état nomade, à l'encontre de ce qui s'est passé chez d'autres peuples, n'a jamais eu chez le sémite un caractère de transition, un caractère de stade passager qui précède et prépare à la vie sédentaire : il a sa source au fond du cœur sémite (page 19).

« Que le nomadisme soit, par lui seul, conservateur de la race, de la pureté ethnique, cela se conçoit. Qui dit errance d'un groupe humain dit également isolement de ce groupe et, malgré ses déplacements, à raison même de ses déplacements, la tribu demeure identique à elle-même. (Page 25.)

« Le souci de préserver la race de toute adultération s'observe chez les Juifs... L'histoire de ce peuple, telle qu'elle est consignée clans la Bible, insiste, à chaque instant, sur la défense de s'allier avec des étrangers. C'est au commencement de leurs destinées, à l'époque des Patriarches, l'obligation, pour les Hébreux, de chercher femme dans leur propre tribu. C'est, sous Salomon, la transgression de cette règle, la présence d'épouses étrangères dans le lit du roi, qui assombrit la fin de son règne glorieux, c'est, au retour de la captivité de Babylone, ordonné par Esra et Nehémie, le renvoi brutal, urgent, immédiat de toutes les femmes de race étrangère, épuration violente du sang ancestral. Et, de nos jours, comme il y a trente siècles, la vivacité de ce particularisme de race se fortifie et se mesure à la rareté des mariages mixtes entre Juifs et non-Juifs. » (Page 27.)

Arnold Zweig, autre auteur juif, caractérise ce qu'il appelle « la substance juive » dans son livre *Caliban*, paru en 1927, page 290.

« Comme le Juif souffre et réagit devant le monde juif étranger, c'est là un élément fondamental intérieur dont la Juiverie ne peut se défaire », écrit le Juif Martin Buber dans ses *Trois Discours sur la Juiverie*. Il dit encore : « Le sang est la force la plus profonde des Juifs. » Il parle de « la découverte du sang comme la puissance nourrissante enracinée dans la vie de chacun », et il déclare en terminant que « la race ne nous abandonne jamais et que le sang est le plus profond ressort de l'âme ».<sup>12</sup>

La même idée a été exprimée par Disraëli dans *Endymion*, en 1880 : « Une seule chose fait une race, et c'est le sang » (tome 11, page 205) et « la race est la clé de l'histoire. » « Si l'histoire est si souvent confuse, c'est parce qu'elle a été écrite par des hommes qui ignorent ce principe et tout ce qu'il renferme. » (Page 202.)

Disraëli se répète dans les Archives israélites : « L'homme ne peut manquer d'échouer quand il tente de violer l'immuable loi naturelle, qui veut qu'une race supérieure ne soit jamais détruite ou absorbée par une race inférieure. » (Tome XIII, p. 32.)

Et le premier ministre juif de la Grande-Bretagne écrivait, en 1849, dans *Coiningsby* : « Ni les lois pénales, ni les tortures physiques ne peuvent avoir pour conséquence qu'une race supérieure soit détruite ou absorbée par une race inférieure. Les races mélangées des persécuteurs disparaissent, mais la race pure des persécutés reste. En ce moment, en dépit des siècles, des dizaines de siècles de dégradation, l'esprit juif exerce une influence énorme sur les affaires d'Europe. » (P. 250.)

<sup>12</sup> Martin Buber, *Drei Reden über das Judentum*, pages 14-19.

Les difficultés millénaires du Judaïsme proviennent de son double état religieux et social. Moïse n'a pas seulement codifié une religion exclusive, mais il a, en même temps, constitué une société politique formant un tout avec la religion et exclusive comme elle.

La nation juive, en se posant, s'est déclarée l'ennemie de toutes les autres sociétés. Le Dieu des Juifs ne peut pas être aussi le nôtre, parce que nous sommes des goys, des non-Juifs, des étrangers et, de fait, des ennemis.

L'assimilation serait le miracle : « La rupture dans la chaîne éternelle de la causalité », écrit le Juif Ludwig Lewisohn dans *Israël*. « Notre Juif assimilé, dans le caractère essentiel de toutes ses passions aussi bien que de toutes ses actions, reste Juif. » (Page 36.)

« Non, poursuit l'auteur, l'assimilation est impossible. Elle est impossible parce que le Juif ne peut pas changer son caractère national : il ne peut pas, même s'il le désire, s'abandonner lui-même, pas plus qu'aucun autre peuple ne peut le faire. » (page 38.) Quoi qu'il fasse, il est Juif. Il reste Juif. La majorité a découvert ce fait comme elle le fait tôt ou tard. Il le découvre aussi. Les Gentils et les Juifs s'aperçoivent qu'il n'y a pas d'issue. Tous les deux crurent en une issue. Il n'y en a aucune. Aucune... » (Page 41.)

Le Juif Fleg conclut ainsi sa profession de foi *Pourquoi je suis Juif* : « Les Juifs sont Juifs, ils veulent rester Juifs, toujours, partout, même malgré eux, ils restent Juifs. » (P. 63.)

Lewisohn en donne quelques exemples convaincants : « Les derniers Marranes subsistant en Espagne, ouvertement Espagnols et catholiques pendant plus de quatre siècles, ont fait une demande auprès du grand Rabbinat de Jérusalem, en vue d'une réintégration officielle au sein du peuple juif.

« Une tribu bédouine de Transjordanie n'oublie pas ses origines hébraïques. Les Yéménites, noirs et petits, de la lointaine Arabie, les somptueux habitants de Bokhara, les restes éparpillés de Perse, de Tunisie, de Babylone, du Caucase se sont tous souvenus, ont tous persisté... Nous avons été un peuple : nous le sommes.<sup>13</sup> »

Le Juif Gérard Saman l'assure dans le *Jewish World* : « Assez de subterfuges ! Affirmons clairement que nous sommes Juifs internationaux. Organisons une corporation judaïque mondiale, destinée à exercer une pression vigoureuse sur la Société des Nations, qui manque à sa mission fondamentale... Nous, Juifs, nous appartenons à une race différente. Notre mentalité est israélite et diffère absolument des autres. »

« Reconnaissons que nous, les Juifs, disait le Juif Louis D. Brandeis, membre de la Cour suprême des Etats-Unis, nous sommes une nation distincte, dont chaque Juif est membre nécessairement, quelles que soient sa contrée d'origine, sa position ou sa croyance. »

---

<sup>13</sup> Ludwig Lewisohn. *Israël*. (Berlin 1926) page 35.

Le Juif Félix Allouche reconnaît également dans son journal le *Réveil juif de Tunis*, n° 374, du 27 novembre 1931, que « le peuple juif ne fait qu'un, quels qu'en soient le nombre de morceaux éparpillés à travers le monde et la distance qui les sépare ».

Le Juif Max Nordau disait « Nous ne sommes ni Allemands, ni Anglais, ni Français. Nous sommes Juifs. Votre mentalité de chrétiens n'est pas la nôtre. »

Le Juif Blumenthal écrit, dans le *Judish Tidskriff*, no 57, en 1929 : « Notre race a donné au monde un nouveau prophète, mais il a deux visages et porte deux noms : d'un côté, son nom est Rothschild, chef des grands capitalistes ; de l'autre, Karl Marx, l'apôtre des ennemis de Rothschild. »

Le *Jewish Chronicle* écrit : « Les Juifs qui prétendent être à la fois des Anglais (ou des Français, ou des Américains) patriotes et de bons Juifs sont simplement des mensonges vivants. Le patriotisme anglais ou français ou américain du Juif n'est qu'un travesti qu'il adopte pour plaire aux gens du pays. » (8 décembre 1911.) Personne ne s'aviserait de prétendre que l'enfant d'un Japonais ou d'un Indien est un Anglais, sous prétexte qu'il est né en Angleterre ; et le même raisonnement s'applique aux Juifs. (22 septembre 1915.) Le Juif reste Juif, même quand il change de religion ; un chrétien qui adopterait la religion juive ne deviendrait pas pour cela Juif, parce que la qualité de Juif ne tient pas à la religion, mais à la race, et qu'un Juif libre penseur, athée, demeure aussi Juif que n'importe quel rabbin. » (14 décembre 1922.)

Cette année, dans *l'Univers israélite* du 1<sup>er</sup> avril, le Juif Maurice Messeca « défie le théologien le plus subtil d'oser affirmer que le Juif irréligieux cesse d'être Juif. Un Juif peut être croyant ou mécréant, Juif il demeure. »

Le 6 novembre 1938, la *Ligue de la Jeunesse juive territorialiste* a lancé un *Appel au peuple juif* pour prendre « des décisions qui engagent tout l'avenir de la race juive », c'est-à-dire afin d' « obtenir, pour les dix millions de Juifs qui ne peuvent ou ne veulent demeurer dans les pays où ils se trouvent actuellement, un des territoires d'outre-mer, à population indigène infime, pouvant recevoir une émigration massive ».

Les ennemis des Juifs ne les enferment donc pas dans le dilemme de la nation ou de la race : les Israélites eux-mêmes n'invoquent pas la communauté de leur religion, mais ils proclament appartenir à la race juive et au peuple juif.

Pour fêter les vingt années du *Congrès juif américain*, son président, le grand rabbin Wise, a déclaré : « Je ne suis pas un citoyen américain de religion juive ; mais je suis un Juif. Certes, j'ai été Américain pendant, soixante-quatre ans de ma vie, mais j'ai été aussi Juif pendant quatre mille ans. »

Terminons cette revue juive sur cette pensée du Juif Kadmi-Cohen, à la page 14 de ses *Nomades* (1929) :

« Je suis ce que je suis, dit l'Eternel. L'Eternel - l'Eternelle - c'est la race.

« Une dans sa substance, non différenciée. Une dans le temps, stable, éternelle, »

Cette race a son gouvernement secret le Kahal, et ses associations internationales : l'Alliance israélite universelle, l'Ordre universel des Bnai-Britli, la L. I. C. A. (Ligue internationale contre l'Antisémitisme), etc.

Enfin, la race juive s'est appliquée à développer sa langue yiddish. Deux cents journaux, dont une quarantaine de quotidiens, avec un tirage total évalué à un million d'exemplaires, une importante librairie, des théâtres et des cinématographes dans toutes les capitales ne connaissent d'autre langue que le yiddish.

La question juive a été « vue par vingt-six éminentes personnalités » dans *l'Ame juive*. Voici le jugement de l'une d'entre elles : « C'est le Juif qui nous montre comment on peut en même temps jouir des avantages matériels que dispense la patrie, et des avantages spirituels que révèle sa négation. En somme, il a trouvé moyen d'utiliser du même coup la patrie extérieure des autres, et sa patrie intérieure à lui. » (Elie Faure.)

La démonstration de l'existence de la race juive est assez complète pour faire le point. Je ne saurais mieux dire que M. Charles Maurras, dans *l'Action française* du 4 septembre 1938 :

« S'il y a sentiment, culture, obsession séculaire de la race, ce n'est point chez la plupart des adversaires des Juifs, mais chez les Juifs eux-mêmes. Le fait n'est pas contestable. Nous sommes les contemporains du mouvement sioniste. Ou nous n'avons ni yeux pour voir, ni mains pour toucher, ni tête pour penser, ou nous savons ce que la solidarité de race, et de race physique, et de race morale (ou tradition) a fait, pour et par les Juifs, aux bords palestiniens. Les XI<sup>e</sup>, XII<sup>e</sup>, XIII<sup>e</sup> siècles ont vu, en Orient, des croisades de chevaliers. Nos yeux ont vu aux mêmes bords la croisade de l'or juif, précédant les armées juives de perturbateurs et de travailleurs, de trafiquants et de colons. Bien avant qu'Hitler eût dit et écrit le mot, les Juifs avaient vécu la doctrine de la Race.

« Israël est un peuple. S'il y a d'autres peuples, des peuples dignes de leur liberté et de leur souveraineté, ils ne pourront jamais tolérer les impudentes usurpations de cet étranger sur leur territoire, sur leurs autels, leurs foyers, leurs tombeaux. »

## CHAPITRE II

### LA QUESTION JUIVE

Si l'on demandait à un Anglais ou à un Allemand : « *Etes-vous Blumiste ou bien Daladiériste ?* »... il ouvrirait sans doute les yeux tout grands, et ne comprendrait pas.

Pour s'intéresser outre mesure à la fortune politique d'un Roosevelt ou d'un Hitler, il faut avoir la manie de prendre parti dans les affaires d'autrui. Cette exubérance de certains Français s'oppose au flegme anglo-germanique.

Lorsque j'entends dire qu'il y a dans notre pays des « *hitlériens* », je pense à cette explication, avant de hausser les épaules.

Est-ce un mythe ? Pour ma part, je n'en connais point. Mais je consens volontiers à en imaginer quelques-uns : ceux-ci sont de purs crétins, et je n'userai pas ma plume à en traiter ; ceux-là sont de braves gens, à qui, dans la démocratie anonyme, il manque quelqu'un à aimer ; et c'est à leur intention que j'écris ce chapitre.

Il y aurait une troisième catégorie stipendiée par Berlin, que je serais plus sceptique : comme l'a dit le docteur Goebbels à la presse étrangère, il ne serait assurément guère habile de la part de la propagande allemande d'essayer d'introduire, dans une République « *décadente* », un régime totalitaire, qui a fait, en Allemagne comme en Italie, la preuve de sa puissance créatrice.

Je crois que la propagande allemande s'occupe davantage du Cameroun que d'un « *national-socialisme* » français, et qu'elle reprend le vœu de Bismarck souhaitant, au contraire, à la III<sup>e</sup> République française, une longue vie d'affaiblissement national. Ce n'est pas moi qui le lui fait dire : c'est le chancelier de Fer qui l'écrit au prince de Hohenlohe.

Ayant montré la stupidité des « *hitlériens français* », - égale à l'ineptie de leurs dénonciateurs - je vais tenter de convaincre le dernier carré : celui des égarés.

Non ! Il n'est pas nécessaire d'être hitlérien pour être Antijuif. Non, Hitler, s'il a suivi cette voie, ne l'a pas ouverte. Non, l'antisémitisme, c'est-à-dire le mouvement défensif contre l'invasion d'Israël, n'est pas une invention de la conception du monde national-socialiste.

Seule, l'ignorance de quelques-uns a pu les plonger dans l'erreur. La vérité se rit des prétentions pro-hitiériennes. Elle est assez solidement établie pour ne craindre aucune contradiction.

Les agents de Hitler sont dans leur rôle en identifiant leur national-socialisme avec la lutte antijuive.

Nous sommes dans le nôtre, en démontrant le contraire.

Le Führer du III<sup>e</sup> Reich n'était pas encore né, quand Drumont publia la *France Juive*.

Le national-socialisme n'était pas posé en vingt-cinq thèses, quand l'empereur Valentinien III fut obligé, pour défendre le peuple contre l'usure des Juifs, de confisquer leurs biens et de les expulser.

Ce n'est pas Rosenberg, mais un savant archevêque de Lyon, Mgr Agebard, qui a écrit, le premier, un traité *De Insolentia Judeorum*, au IX<sup>e</sup> siècle.

Les papes et les rois eurent à protéger la chrétienté contre le parasitisme rapace des Juifs. On ferait un volume de leurs bulles et de leurs édits contre la juiverie. Les philosophes, les libres penseurs et les anticléricaux français, de Voltaire à Zola, et de l'athée Proudhon au communard Tridon<sup>14</sup> réservèrent leurs traits les plus acérés aux fils d'Israël, à ceux que le socialiste Fourier appelait « *les patriarchaux improductifs* ».

« *Les Juifs, rois de l'époque* » étaient dénoncés par Toussenel. Un blanquiste, le docteur Regnard écrivait *Aryens et Sémites*, tandis que Chiriac, socialiste révolutionnaire, publiait ses pamphlets contre *Les Juiveries et les Rois de la République*.

On comprend maintenant pourquoi l'émancipation des Juifs fut aussi tardive : elle attendit la Constitution américaine de 1787, le décret de l'Assemblée nationale constituante du 27 septembre 1791, et l'édit du roi de Prusse du 11 mars 1812.

Lors de la mise en discussion de la Constitution des Etats-Unis, Benjamin Franklin tint ce discours :

« Dans tous les pays où les Juifs se sont établis en grand nombre, ils ont abaissé son niveau moral, avili son intégrité... Ils ont tourné en dérision et cherché à miner la religion chrétienne, ils ont établi un Etat dans l'Etat.

« Si vous ne les excluez pas, dans deux cents ans vos descendants travailleront dans les champs pour leur fournir leur subsistance, pendant que les Juifs se frotteront les mains dans des maisons de change.

« Je vous préviens, messieurs, que si vous n'excluez pas les Juifs, vos enfants vous maudiront dans vos tombeaux.

« Les Juifs, messieurs, sont des Asiatiques ils ne seront jamais autrement. Leurs idées ne sont pas conformes à celles des Américains, et elles ne le seront jamais, même s'ils vivent parmi nous pendant dix générations.

---

<sup>14</sup> Tridon. *Le Molochisme Juif*.



« Un léopard ne saurait changer ses taches. Les Juifs sont des Asiatiques. Ils sont une menace pour le pays qui les admet, et ils devraient être exclus par la Constitution. »

Franklin obtint alors l'inclusion du paragraphe 3 ainsi conçu : « Aucun nouvel Etat ne sera formé ou érigé dans la juridiction d'aucun autre Etat. ».

En vertu de cet article, les nationalistes américains réclament aujourd'hui l'expulsion des Juifs, parce qu'ils ont établi un Etat dans l'Etat.

La question juive s'est donc posée juridiquement lors de l'émancipation. Un siècle avant Drumont, Benjamin Franklin la constatait. Elle est si peu hitlérienne, qu'il faut remonter à l'antiquité pour déceler ses origines. Le *Lexique juif* le reconnaît (*Judische Lexikon*, tome III, page 421) : « Elle est, en fin de compte, un produit de l'énigme du monde juif lui-même, de son existence, de sa volonté de vivre, de sa spiritualité plusieurs fois séculaire. » ... En un mot : un produit de la race juive, c'est-à-dire du, racisme.

Car le racisme est une réalité juive, et il est inouï de voir le « *Rassemblement contre le Racisme* » prendre uniquement la défense des Juifs qui pratiquent le racisme le plus exclusif depuis les origines bibliques.

« La question juive, dit le Juif Théodore Herzl dans son livre *l'Etat juif*, paru en 1926, existe partout où les Juifs vivent en nombre tant soit peu considérable. Là où elle n'existait pas, elle est importée par les immigrants juifs. Nous allons naturellement là où l'on ne nous persécute pas, et là encore la persécution est la conséquence de notre apparition. Cela est vrai et demeurera vrai partout, même dans les pays de civilisation avancée, - la France en est la preuve - aussi longtemps que la question juive ne sera pas résolue politiquement. » (Page 49.)

Sera-t-elle jamais résolue ? A cette question désespérée, Théodore Herzl répond désespérément : « L'antisémitisme grandit de jour en jour, d'heure en heure, et doit continuer à grandir, parce que les causes continuent à exister et ne sauraient être supprimées. » (Page 84.)

Il y a dans ce grave problème, problème national et problème mondial, quelque chose de terrible à la charge des Juifs : la diaspora les a répandus parmi tous les peuples de toutes langues et de toutes religions. Or, en deux mille ans, ils n'ont pu s'acclimater nulle part ; ils n'ont pu nulle part se faire aimer, trouver un allié, un gîte sûr, une patrie nouvelle. Tous les peuples, toutes les familles spirituelles de tous les continents, les mahométans comme les chrétiens, les protestants comme les libres penseurs, le monde unanime les a vomis.

« Il faut donc, écrit le Juif Bernard Lazare, puisque les ennemis des Juifs appartenaient aux races les plus diverses, qu'ils vivaient dans des contrées fort éloignées les unes des autres, qu'ils étaient régis par des lois différentes, gouvernés par des principes opposés, qu'ils n'avaient ni les mêmes moeurs, ni les mêmes coutumes, qu'ils étaient animés d'esprits dissemblables ne leur permettant pas de juger également de toutes choses, il faut donc que les causes générales de

l'antisémitisme aient toujours résidé en Israël même et non chez ceux qui le combattirent.<sup>15</sup> »

Dans *l'Ordre* du 13 février 1938, le Juif Pierre Loewel écrit que l'antisémitisme n'a pas de fondement, bref, qu'il est absurde. Malheureusement, ses propres arguments ruinent sa thèse audacieuse. Il est ainsi amené à reconnaître que « le judaïsme comprend des catégories d'individus évidemment reliés les uns aux autres par un fond commun de souffrances et d'instincts ».

Ce fond commun de souffrances n'est guère soutenable, si l'on compare le baron de Rothschild avec un pouilleux du ghetto. Mais la question essentielle n'en demeure pas moins posée par le Juif Loewel, lorsqu'il établit la communauté des instincts, mère de la communauté des passions, si l'on en croit Diderot.<sup>16</sup>

Le collaborateur de *l'Ordre* va plus loin dans la voie des aveux. Par « le miracle », causé par l'antijudaïsme, « de maintenir sur la terre, au cours des siècles, en état de rébellion extérieure et de cohésion intérieure une race à l'état pur », il « explique la persistance d'une âme juive et du terrible complexe dont elle a été imprégnée ».

Là-dessus, Pierre Loewel se replie sur cette question subsidiaire : « Je voudrais bien savoir ce que c'est que « penser juif » ? M. Mandel ne pense certainement pas comme M. Léon Blum ; ni M. de Rothschild comme M. Rappoport ; ni M. Edmond Bloch comme M. Bernard Lecache ; ni M. Henri Bernstein comme M. Jean-Richard Bloch, etc. »

Eh bien ! Loewel s'est trompé. Il ne s'agit pas de savoir si tous les Juifs appartiennent à un même parti, pas plus que les Français, dont le caractère national ne souffre pas des variétés de leurs conceptions politiques ou philosophiques ; mais de définir les caractéristiques du « *penser juif* », et d'en voir les applications dans la vie courante. Là, dans ce domaine judaïque, dans ce cadre précis où tout ce qui se rapporte à Israël, et cela seulement, constitue la pensée juive, là les situations de fortune ou les tempéraments révolutionnaires ne jouent plus le rôle dominant ; là où il n'est plus question que des Juifs, comme l'a dit Crémieux, le 12 mai 1872, à l'Assemblée générale de l'Alliance israélite universelle, « *Entre Juifs, il n'y a pas d'étrangers !* ». Et lorsque Hitler prend des mesures antijuives, Mandel-Rothschild réagit comme Léon Blum et Rappoport. Et lorsque le président Goga prend les mêmes mesures contre les Juifs de Roumanie, Bloch comme Lecache et l'Association fédérale juive de France protestent auprès de la Société des Nations. Et lorsque, enfin, à son tour, l'Italie fasciste entre en scène dans la lutte antijuive, à côté de la colère de Jean Richard Bloch, nous avons vu M. Bernstein renvoyer ses décorations à Mussolini.

Voilà, Loewel, ce que c'est que penser juif.

<sup>15</sup> Bernard Lazare. *L'Antisémitisme*, tome I, page 42.

<sup>16</sup> Diderot : « Les passions sont la production de l'instinct », cité par Littré, qui définit l'instinct par l'impulsion intérieure et volontaire qui meut l'âme humaine.

Contre cette unanimité de la race, en tant que race juive, les civilisations les plus lointaines et les religions les plus hétérogènes se sont toujours dressées, dans un mouvement non concerté, mais spontané, non agressif, mais défensif.

Le cri : « *A bas les Juifs !* » poussé par la Rome fasciste a retenti dans la Rome païenne. Les Maures de Grenade l'ont proféré au VI<sup>e</sup> siècle, avant les Espagnols. Les Allemands luthériens comme les Autrichiens catholiques, les Grecs orthodoxes comme les Arabes mahométans : tous ont crié : « *A bas les Juifs !* »

Ce cri de préservation nationale a jailli de toutes les poitrines humaines, dans tous les temps, dans tous les pays où les Juifs s'introduisaient en mendiant pour devenir des maîtres. J'insiste à dessein sur ce fait, car il est formidable. Il domine la question juive en la révélant ; et il est indiscutable, car il repose sur des documents dignes de foi. Tacite a traité les Juifs de « peuple abominable ». Dans son plaidoyer *Pro Flacco*, Cicéron, avocat des chevaliers, incriminait les Juifs : « Vous savez quel est leur nombre, leur union, leur pouvoir dans nos assemblées... Il y avait de la sagesse à rompre le cours d'une superstition barbare, de la fermeté à braver, pour le bien de la République, cette multitude de Juifs qui troublent parfois nos assemblées... »

Sous la pression de l'opinion publique, l'empereur Titus dut répudier Bérénice, princesse juive. Et Claudius Rutilius Numatius, poète gaulois de l'an 350, gémissait : « Ah ! si seulement Titus n'avait pas détruit Jérusalem, nous aurions été préservés de cette peste juive et les vainqueurs n'auraient pas gémi sous le joug des vaincus. »

L'historien suisse Félix Staehelin, dans son livre *L'Antijudaïsme dans l'Antiquité* (Leudroff, 1905), rapporte qu' « un papyrus, datant du I<sup>er</sup> siècle avant notre ère, que le hasard nous a conservé, nous rend familier avec l'escroquerie d'un maquignon juif, Dannoulos (Daniel) ». Staehelin met à jour d'autres reliques et ajoute : « Il est clair que cette forte participation d'affaires financières, rapportant d'autant plus qu'elles étaient d'un caractère vexatoire et vampirique, n'était point de nature à diminuer l'aversion qu'avaient les masses pour les Juifs. Au contraire, en Egypte surtout, dans la communauté d'Alexandrie, une haine ardente s'accumulait et, au sens le plus strict du mot, Alexandrie fut le berceau de l'antijudaïsme théorique et pratique, » (Page 36.)

Le théologien Wallhausen, dans *Médine avant l'Islam*, écrit en 1889 : « Déjà, avant l'apparition de l'Islam, les Juifs avaient chez les Arabes, auxquels ils prêtaient avec intérêt, réputation que l'usure et le trafic sordide leur avait passé dans le sang.<sup>17</sup> »

J. Mendes los Remedios, dans *Os Judeos em Portugal* (Coimbra, 1895), cite le pape Clément VIII, qui disait en 1593 : « La malveillance mal éclairée et acharnée des Juifs, qui récompensent la charité publique par le mal, ne cesse de commettre journellement tant d'excès énormes, tant de méfaits haïssables au désavantage des chrétiens pieux, que les graves plaintes qui ont trouvé leur chemin chez nous en cette matière nous obligent d'appliquer un remède au mal. »

<sup>17</sup> Cité par le professeur Sombart dans *Les Juifs et la Vie Economique* (Munich. 1918, page 72).

L'opinion de saint Louis nous est donnée par Joinville à son dixième chapitre : « Il ne faut pas discuter avec les Juifs. » « Aussi, vous dis-je, fit li roys, que nuls, s'il n'est très bons clerks, ne doit despueter à aus (*discuter avec eux*) ; mais li hom lays (*mais l'homme laïc*), quand il ot (*entend*) mesdire dela loy crestienne, ne doit pas défendre la loy crestienne, ne mais de l'épée (*mais prendre l'épée*), de quoy il doit donner parmi le ventre dedens, tant comme elle y puet entrer... » (*dont il fera donner dans le ventre (des Juifs), si loin qu'elle puisse entrer*).

Un grand écrivain libre penseur et franc-maçon ne pense pas autrement ; et c'est Voltaire. Dans son *Essai sur les Mœurs et l'Esprit des Nations* (éditions Hachette), il écrit :

« Vous êtes frappés de cette haine et de ce mépris que toutes les nations ont toujours eu pour les Juifs : c'est la suite inévitable de leur législation, il fallait ou qu'ils subjuguassent tout, ou qu'ils fussent écrasés. Il leur fut ordonné d'avoir les nations en horreur, et de se croire souillés s'ils avaient mangé dans un plat qui eût appartenu à un homme d'une autre loi. Ils appelaient les nations, vingt à trente bourgades, leurs voisines, qu'ils voulaient exterminer, et ils crurent qu'il fallait n'avoir rien de commun avec elles. Quand leurs yeux furent un peu ouverts par d'autres nations victorieuses, qui leur apprirent que le monde était plus grand qu'ils ne croyaient, ils se trouvèrent, par leur esprit même, ennemis naturels de ces nations, et enfin du genre humain.

« Leur politique absurde subsista quand elle devait changer ; leur superstition augmenta avec leurs malheurs ; leurs vainqueurs étaient incirconcis ; il ne parut pas plus permis à un Juif de manger dans un plat qui avait servi à un Romain que dans le plat d'un Amorrhéen. Ils gardèrent tous leurs usages, qui sont précisément le contraire des usages sociables ; ils furent donc, avec raison, traités comme une nation opposée en tout aux autres ; les servant par avarice, les détestant par fanatisme, se faisant de l'usure un devoir sacré. » (Page 52.)

Rapprochons de ce document *La Requête des six Corps de Marchands de Paris*, à Louis XV, en 1767 : « Les lois ont pour objet le bien du commerce ; or, les Juifs ne peuvent que le déshonorer et le ruiner... Ce sont des gens qui regardent tous les Etats où ils vivent comme un lieu d'exil, et qui se croient autorisés par leur religion à tromper tous ceux qui n'en sont pas.

« Le négociant chrétien fait seul son commerce ; chaque maison est en quelque sorte isolée ; tandis que les Juifs, ce sont des particules de vif-argent qui courent, qui s'égarerent et qui, à la moindre pente, se réunissent en un bloc principal. »

« Il est de notoriété publique que les Juifs sont pour la communauté une source de grands dommages et de grande corruption », rapportait aussi *l'Adresse* des habitants d'Ettenheim au prince évêque, en 1740.

Parmi les activités spéciales des Juifs, Wernert Sombart cite, dans son ouvrage sur *Les Juifs et la Vie économique*, la contrebande, le commerce des marchandises interdites, le commerce des marchandises reçues en gage, le commerce de marchandises confisquées, le commerce de marchandises acquises « *pour un morceau de pain* » à des gens traqués par des créanciers, ou achetées à vil prix à

des gens ayant besoin d'argent, ou acquises aux ventes publiques et aux enchères judiciaires, ou encore rachetées à bas prix à des banqueroutiers en favorisant les banqueroutiers qui leur vendent ces marchandises à moitié perte, le commerce fait avec l'arrière-pensée de faire banqueroute soi-même, le commerce de marchandises fabriquées en contravention des règlements, etc. (sans oublier le commerce de la librairie pornographique et la traite des blanches...).

L'écrivain juif Léon Kahn, dans son livre « *Les Juifs à Paris au XII<sup>e</sup> siècle* », paru en 1892, reproduit les rapports suivants des organes administratifs et des lieutenants de police :

Le comte d'Argenson insiste en disant que « les maisons des Juifs servent de retraites aux fripons, et que tous les effets volés s'y apportent, s'y achètent et s'y déguisent ». Hérault demande à être régulièrement instruit de leur arrivée et des motifs de leur séjour à Paris, afin de veiller à leur conduite, « les gens de cette religion étant très suspects ». Marville prétend que « nombre de Juifs font continuellement des friponneries de toute espèce ».

Buhot écrit que « tous ces Hébreux sont des suspects, des rouleurs, des ambulants, des brocanteurs ou des escrocs ».

Pour le sire de Heusse des Côtes, « les Juifs ne sont pas des gens qu'on doive ménager. Ils ne méritent aucun égard. Ils ne sont pas citoyens dans l'Etat... et, pour tout dire, en un mot, ce sont des usuriers par état, par système, par religion ».

Les méthodes cambistes des boursiers juifs d'aujourd'hui, ces fameux « spéculateurs » que les gouvernements dénoncent régulièrement, mais n'arrêtent jamais, ne datent pas d'hier. L'abrégé d'un procès fait aux Juifs de Metz, en 1670, les montre faisant « un trafic continuel de monnoyes de France, qu'ils transportent hors du royaume, et les changent contre des monnoyes étrangères, lesquelles ils débitent de Metz et dans les lieux voisins pour plus qu'elles ne valent. Par là, ces insatiables trompent encore le général et les particuliers, et violent ce que les ordonnances de nos roys ont le plus expressément défendu pour le bien de leurs sujets et pour la conservation de l'Etat. »

Il faut dire que beaucoup de Juifs s'étaient installés en Lorraine, puis, en plus grand nombre, en Alsace, au lendemain de la Révolution française, qui fut, selon le Juif Raymond A. Dior, « un événement historique dans l'histoire du peuple juif ».<sup>18</sup>

Napoléon reçut les plaintes des populations alsaciennes, aussitôt victimes des exactions juives. Dans une lettre, datée de Colmar, le 26 juillet 1806, Kellermann écrivait à l'empereur : « La masse des créances pour lesquelles ils ont obtenu des inscriptions est effrayante. Les usures des Juifs sont si énormes qu'elles ont donné lieu à un délit qui ne s'était pas encore présenté dans les Cours criminelles de l'Alsace. Ces Cours ont eu à juger, depuis quelque temps, des causes pour de fausses quittances qu'on opposait aux Juifs, dont la mauvaise foi seule a inspiré l'idée. »

<sup>18</sup> Raymond A. Dior, dans *Le Crapouillot* de septembre 1936 (p. 16).

Le Juif Mordachai, dit Karl Marx, exprime ainsi le génie de sa race : « Observons le Juif de tous les jours, le Juif ordinaire et non celui du sabbat. Ne cherchons point le mystère du Juif dans sa religion, mais le mystère de sa religion dans le Juif réel. Quelle est donc la base mondaine du judaïsme ? C'est le besoin pratique, l'égoïsme. Quel est le culte mondain du Juif ? C'est le trafic. Quelle est la divinité mondaine du Juif ? C'est l'argent. »

Ecoutez Napoléon, au Conseil d'Etat, le 6 avril 1806 : « Nous devons considérer les Juifs non seulement comme une race distincte, mais comme un peuple étranger : ce serait une humiliation trop grande pour la nation française d'être gouvernée par la race la plus basse du monde.

« Je fais remarquer de nouveau qu'on ne se plaint point des protestants, ni des catholiques, comme on se plaint des Juifs ; c'est que le mal que font les Juifs ne vient pas des individus, mais de la constitution même de ce peuple ; ce sont des chenilles, des sauterelles qui ravagent la France...

« C'est en vain qu'on dirait qu'ils ne sont avilis que parce qu'ils sont vexés : en Pologne, où ils sont nécessaires pour remplir la classe intermédiaire de la société, où ils sont considérés et puissants, ils n'en sont pas moins vils, malpropres et portés à toutes les pratiques de la plus basse impropreté. »

Napoléon disait encore : « Je dois la protection à tous les Français, et je ne puis regarder comme des Français ces Juifs qui sucent le sang des véritables Français. Si je ne faisais rien, ce résultat ici serait la spoliation d'une multitude de familles par des usuriers rapaces et sans pitié... Le mal vient surtout de cette compilation indigeste appelée le Talmud, et où se trouve, à côté de leur véritable tradition biblique, la morale la plus corrompue dès qu'il s'agit de leurs rapports avec les chrétiens.<sup>19</sup> »

Au parler des poètes, glanons ces vers en 1789 :

Très ort juif de faulx desroy  
 Pour quoy venez en ce pays ?  
 Ne savez-vous pas que jadiz  
 Par usures, par vos péchiez,  
 On vous guetta hors du royaume ?  
 On vous trouva sus tant de blasme  
 Que l'on vous deust avoir tous ars  
 Car vous n'usez de nulz bons ars  
 Ne piuffiz, ne utilisez  
 Ne vendrons là ou demourrez  
 Par vous n'est terre labourée  
 Ne la mer n'en est honorée,  
 En paradis n'avez-vous part  
 Oyez dittes, truant, paillart

<sup>19</sup> Cité par *Les Mémoires du marquis de Noailles* (édition Champion) et par le comte Molé (1781-1855) dans *Sa Vie*, tome 1, page 99.

Pour quoy estes vous venus cy ?<sup>20</sup>

Et ces vers ironiques de Béranger, intitulés : « L'échelle de Jacob », dans ses *Œuvres*, tome II :

Lorsqu'un patriarche, en dormant,  
Vit la plus longue des échelles  
Où, de crainte d'user leurs ailes,  
Les anges montaient lestement  
Jusqu'aux portes du firmament, Il vit ses fils, quelqu'un l'assure,  
Sur l'échelle aussi se hisser  
Croyant qu'au ciel on fait l'usure,  
Grand Dieu, le pied va leur glisser.

De ce cri du fils d'Isaac,  
Sa race ne tient aucun compte.  
A l'échelle, chaque Hébreu monte  
Fraudant eau-de-vie et tabac,  
Des écus rognés dans un sac,  
Chargés de bijoux et de traites,  
Ils vont d'abord, pour commencer,  
Aux anges vendre des lorgnettes.  
Grand Dieu, le pied va leur glisser.

Devant Rothschild, entendons Victor Hugo :

Vieillard, chapeau bas ! Ce passant  
Fit sa fortune à l'heure où tu versais ton sang ;  
Il jouait à la baisse et montait à mesure  
Que notre chute était plus profonde et plus sûre.  
Il fallait un vautour à nos morts ; il le fut.  
Il fit, travailleur âpre et toujours à l'affût,  
Suer à nos malheurs des châteaux et des rentes.

En France, disait Henri Rochefort, « on n'a jamais aimé le Juif qui vit, non de son travail, mais de l'exploitation du travail des autres ».

Jules Guesde le reconnaissait : « La vraie, la seule maison de France aujourd'hui est la maison de la rue Laffitte. La République française a un roi, qui a nom : Rothschild. »

« Les Juifs ! écrivait Edmond de Goncourt, oui, j'ai la haine de leur race, qui a incontestablement des aptitudes supérieures pour conquérir le capital, qui, en ce

<sup>20</sup> Cités par Maignal dans *La Question Juive en 1789*. Paris, 1903.

XIX<sup>e</sup> siècle, a fait de l'argent le facteur du gouvernement, de la guerre, de tout... en a fait *le pouvoir tout-puissant* ».

Citons aussi Elisée Reclus : « Les Juifs algériens ont été naturalisés en bloc, par décret, pendant que nous luttons contre les hordes disciplinées du peuple évangélique. Ils ne l'avaient pas, certes, mérité, occupés qu'ils étaient uniquement de banque, de commerce, de courtage, de colportage et d'usure. Nul d'entre eux ne tient la charrue, n'arrose les jardins ou ne taille la vigne... Aucun n'avait péri dans nos rangs. »

« Insociables, *les qualifiait Ernest Renan*, étrangers partout où ils sont, sans patrie, sans autres intérêts que ceux de leur secte, les Juifs talmudistes ont toujours été un fléau pour le pays où le sort les a portés. »

« Ils sont maintenant libres, ces Juifs, *constatait Michelet* : ils sont maîtres ! De soufflets en soufflets, les voilà au trône du monde. »

« Le Juif est la plaie de l'humanité », disait Charles Fourier, et « l'ennemi de toutes les nations ».

Le Juif Mirès nous avait avertis brutalement : « Si dans cinquante ans, vous ne nous avez pas tous pendus, vous les chrétiens, il ne vous restera même pas de quoi acheter la corde pour le faire.<sup>21</sup> »

Dans son ouvrage réputé sur *La Monarchie des Habsbourg*, Wickham Steed, ancien directeur du *Times*, cite une lettre écrite à Budapest, en 1905, par le fils d'un Juif autrichien et d'une mère chrétienne. On y lit entre autres : « Est-il vrai que toute la banque, toute l'organisation distributive, presque tout le commerce de détail et la plus grande partie de la terre sont aux mains des Juifs ; que le noble bourgeois laisse sa terre aux Juifs et que les paysans leur appartiennent corps et âme ; que, par l'usure, ils parviennent à arracher aux petits tenanciers tout leur avoir, et qu'ayant exploité de fond en comble la nation qui les abrite, ils se font alors les pourvoyeurs des faiblesses physiques et morales en exploitant, pour finir, la taverne et la maison publique ? Si telle est, ou à peu près, la vérité, il n'y a pas, au sens propre, de question hongroise : il y a une question juive... » (Pages 262-263.)

L'auteur de cette lettre révélatrice porte témoignage que « le Juif, par sa nature, est le Mal, tandis que l'Aryen est de sa nature le Bien. »

A ce document écrasant joignons le roman de Gyp (la comtesse de Martel) *Le Baron Sinai* : « Moi, dit un vieux Français, je ne juge pas du tout les Juifs dans le passé... et je trouverais fort injuste de les rendre tous responsables de la trahison de Judas ou de la veulerie de Pilate, qui d'ailleurs était Romain. C'est contre les Juifs d'aujourd'hui, et contre leur puissance que je m'insurge... Ça m'exaspère de voir la France aux mains d'une poignée d'individus qui la pillent, qui l'abaissent et l'enlaidissent moralement et matériellement. Pour moi, toute race d'envahisseurs, qu'elle tire ses origines du Portugal ou d'ailleurs, est une race néfaste. » (page 239)

<sup>21</sup> cité par L. F. Céline, dans *Bagatelles pour un Massacre*, 1938.



Dans *Bel Ami*, Guy de Maupassant fait dire au banquier juif Walter : « C'est l'instant d'acheter des tableaux ; les peintres crèvent de faim et n'ont pas le sou. »

A propos de *L'Autriche Juive*, Trocase écrit : « Sous prétexte de lutter pour le progrès de l'humanité, et sous le couvert du progrès des sciences techniques, les Juifs poursuivent avec leur ténacité habituelle l'œuvre de destruction qu'ils ont entreprise. Ils sont constitués vis-à-vis des chrétiens à l'état d'ennemis irréconciliables et acharnés, qui ne songent qu'à détruire leur foi, à corrompre leurs mœurs, à sucer le sang des peuples, afin de pouvoir les réduire à la misère, les dominer plus aisément ensuite, et en faire des légions d'ilotes. Ils s'engagent dans cette voie sous le couvert socialiste.<sup>22</sup> »

L'écrivain philosémite M., Hilaire Belloc écrit dans *The Jew* : « L'opposition absolue de culture, de tradition, de race et de religion de l'Europe fait de l'Europe un adversaire permanent d'Israël. » (page 3)

Dans son *Journal d'un écrivain*, Dostoïevski nous a laissé cette page inoubliable : « Et maintenant que tout le judaïsme incorporé, que le Kahal entier ont fomenté un complot contre la Russie et qu'ils boivent le sang du paysan russe – oh ! nous ne protesterons pas, nous ne dirons pas un mot, pas un seul. Autrement, nous risquerions de mériter le reproche d'antilibéralisme : on penserait de nous que nous considérons notre foi comme supérieure à celle des Juifs, que nous poursuivons les Juifs par intolérance religieuse. Oh ! Seigneur ! Qu'advient-il alors ?

« ...Leur royaume est proche, leur royaume complet. Il vient, le triomphe des idées devant lesquelles ne soufflent mot les sentiments d'humanité, la soif de vérité, les sentiments chrétiens, nationaux et même les sentiments de fierté populaire des peuples de l'Europe. Ce qui vient, au contraire, c'est le matérialisme, la soif aveugle et rapace du bien-être matériel personnel, la soif de l'accumulation de l'argent par tous les moyens, voilà tout ce qui est considéré comme un but supérieur comme la raison, comme la liberté.

« Il adviendra une chose que personne ne peut même encore concevoir. Tous ces parlementarismes, ces théories civiles auxquelles on croit aujourd'hui, ces accumulations de richesses, les langues, les sciences, les Juifs, tout cela s'effondrera en un clin d'oeil et sans laisser de traces, sauf les Juifs pourtant, qui sauveront alors ce qu'ils auront à faire, de sorte que cela se fera même à leur profit. Tout cela est proche, près de la porte.

« Et si de cela rien ne sort, sinon l'anarchie, alors à la tête de tous se trouvera le Juif, car bien que prêchant le socialisme, il restera néanmoins, en sa qualité de Juif, avec ses frères de race, hors du socialisme, et quand tout l'avoir de l'Europe sera pillé, seule la banque juive restera. »

Dostoïevski l'avait prévu : « Les Juifs mèneront la Russie à sa perte. » C'est fait. Le vingtième siècle sera sans doute celui de sa succession...

<sup>22</sup> F. Trocase. *L'Autriche Juive*. Paris, 1899. Edition A. Pierret, 37, rue Etienne-Marcel.

Dans *Les Morts qui parlent*, le vicomte de Vogüé, membre de l'Académie Française, fait dire à son héros juif, en parlant de la société : « Je compte bien en jouir comme on jouit d'une catin qu'on jetera dans l'escalier un quart d'heure après, comme un conquérant savoure le bon repas qu'il a trouvé tout servi dans la maison conquise avant de renverser la table dans la salle à manger, où il fera camper ses soldats. » (page 56)

A la tribune de la Chambre, notre Juif expansif et véhément s'écrit : « Je suis le Juif dont la main a gravé sur vos murs les trois mots fatidiques, les trois mots que vous faites mentir depuis cent ans et où vous n'avez pas su lire, insensés, l'arrêt de mort de votre Babylone. » (page 374)

« Cette race maudite qui n'a plus de patrie, *écrivait Emile Zola*, plus de prince, qui vit en parasite chez les nations, feignant de reconnaître les lois, mais en réalité n'obéissant qu'à son Dieu de Vol, de Sang et de Colère, remplissant partout la mission de féroce conquête que ce Dieu lui a donnée, s'établissant chez chaque peuple comme l'araignée au centre de sa toile, pour guetter sa proie, sucer le sang de tous, s'engraisser de la vie des autres. Est-ce qu'on a jamais vu un Juif faisant œuvre de ses doigts ? Non. Le travail déshonore, leur religion le défend presque, n'exalte que l'exploitation du travail d'autrui. Ah ! les gueux !... »

Et ce réquisitoire :

« Les Juifs sont accusés d'être une nation dans la nation, de mener à l'écart une vie de caste religieuse et d'être ainsi, par dessus les frontières, une sorte de secte internationale, sans patrie réelle, capable un jour, si elle triomphait, de mettre la main sur le monde. Les Juifs se marient entre eux, gardent un lien de famille très étroit au milieu du relâchement moderne, se soutiennent et s'encouragent, montrent, dans leur isolement, une force de résistance et de lente conquête extraordinaire. Mais surtout ils sont de race pratique et avisée ; ils apportent avec leur sang un besoin de lucre, un amour de l'argent, un esprit prodigieux des affaires qui, en moins de cent ans, ont accumulé entre leurs mains des fortunes énormes et qui semblent leur assurer la royauté, en un temps où l'argent est roi. Et tout cela est vrai.<sup>23</sup> »

Le député Rouanet disait que depuis l'électorat des Juifs en Algérie, « ce pays est livré à toutes les turpitudes. »

Alfred Rambaud concluait : « Les Juifs sont comme une colonie asiatique établie en France. Ils sont chez nous comme en terre étrangère, triplement étrangère, car ils ne sont ni des Français, ni des chrétiens, ni même des Européens. »

« En Algérie, *écrit Hugues Le Roux*, on s'accorde sur un seul point : pour détester le Juif. Les motifs particuliers de cette haine ne sont pas religieux, mais économiques. Dans un milieu où le numéraire est rare, le Juif a certainement abusé de la puissance qu'il a dans le maniement de l'argent. Ici et là, il a dépossédé le cultivateur, colon ou indigène. Son action fâcheuse s'est exercée jusque dans les tribus. »

<sup>23</sup> Emile Zola. *Nouvelle Campagne*. Paris, 1896. Edition Fasquelle. Bibliothèque Charpentier, 11, rue de Grenelle.

« Oui, il y a une question juive, il serait puéril de le nier, *s'écriait le duc d'Orléans, en 1899, dans son fameux discours de San Remo*. Les causes en remontent au jour où la fortune immobilière fut dépassée, dans des proportions fantastiques, par la fortune mobilière. Des gouvernements sans vigilance ne s'aperçurent pas que cette révolution économique, dont tout le monde eût dû se réjouir, - puisque l'accroissement de la fortune mobilière est sans limites, - leur créait l'obligation de défendre, par des lois appropriées aux circonstances et sans acception de race, celui qui, ayant la passion de son sol, incorpore en quelque sorte sa personnalité à la terre de la patrie contre son écrasement par la fortune anonyme et vagabonde.

« Qui donc devait profiter de cet état de choses, si ce n'est ceux qui, non seulement n'aiment pas la terre, mais sont réfractaires à ses attaches ?...

« ... Mais serait-ce une persécution que de s'opposer à l'oppression, de l'argent, que de protéger la fortune naissante contre la tyrannie de la fortune acquise ? Serait-ce persécution que d'empêcher l'accaparement par quelques-uns de la puissance financière d'un pays ? »

En tête de son livre : *Drumont, la France juive et la Libre parole*, Jean Drault a écrit ces lignes

« Le 14 avril 1886, Edouard Drumont, écrivain de quarante-quatre ans, inconnu du grand public, chroniqueur à *La Liberté*, rédacteur au *Monde*, quotidien catholique à petit tirage, accomplit un vrai tour de force. Il publia chez Marpon et Flammarion un ouvrage en deux volumes énormes, d'un total de 1.200 pages sur les Juifs. Ce fut un coup de tonnerre en librairie. »

Voici quelques extraits du premier chapitre de *La France Juive* : « Dès les premiers jours de notre histoire, nous voyons l'Aryen en lutte avec le Sémite.<sup>24</sup> Ilion était une ville toute sémitique et le duel entre deux races explique le retentissement particulier qu'eut la guerre de Troie. Le conflit se perpétua à travers les âges et presque toujours c'est le Sémite qui a été le provocateur avant d'être le vaincu.

« Par leurs qualités comme par leurs défauts, les deux races sont condamnées à se heurter.

« Le Sémite est mercantile, cupide, intrigant, subtil, rusé ; l'Aryen est enthousiaste, héroïque, chevaleresque, désintéressé, franc, confiant jusqu'à la naïveté. Le Sémite est un terrien ne voyant guère rien au delà de la vie présente, l'Aryen est un fils du ciel sans cesse préoccupé d'aspirations supérieures, l'un vit dans la réalité, l'autre dans l'idéal.

« Le Sémite est négociant d'instinct, il a la vocation du trafic, le génie de tout ce qui est échange, de tout ce qui est une occasion de mettre dedans son semblable. L'Aryen est agriculteur, poète, moine et surtout soldat, la guerre est son véritable élément, il va joyeusement au devant du péril, il brave la mort.

« Le Sémite n'a aucune faculté créatrice, au contraire l'Aryen invente, pas la moindre invention n'a été faite par un Sémite. Celui-ci par contre exploite, orga-

<sup>24</sup> J'ai déjà montré l'impropriété de ce terme admis au temps de Drumont. La race juive se suffit à elle-même.

nise, fait produire à l'invention de l'Aryen créateur des bénéfices qu'il garde naturellement pour lui.

« L'Aryen exécute les voyages d'aventure et découvre l'Amérique, le Sémite, qui aurait eu une si belle occasion de s'arracher fièrement à l'Europe, à la persécution et de montrer qu'il était susceptible de faire quelque chose par lui-même, attend qu'on ait tout exploré, tout défriché, pour aller s'enrichir aux dépens des autres.

« En un mot, tout ce qui est une excursion de l'homme dans des régions ignorées, un effort pour agrandir le domaine terrestre, est absolument en dehors du Sémite et surtout du Sémite juif ; il ne peut vivre que sur le commun, au milieu d'une civilisation qu'il n'a pas faite.

« L'antisémitisme n'est point un syndicat d'hommes politiques cherchant à s'emparer du pouvoir pour les jouissances qu'il procure. C'est le groupement naturel et logique de toutes les forces nationales unies contre l'ennemi commun : le Juif, le parasite, l'agioteur et le traître. »

Parmi les traîtres juifs, mentionnons le plus hideux depuis Judas : le Juif Deutz qui livra, en février 1832, contre cinq cent mille francs, la mère du comte de Chambord, l'héroïque princesse qu'était la duchesse de Berry.

Dans une lettre datée du 13 mars 1883, Dumas fils a raconté qu'il avait eu pour ami Henri Didier, fils du secrétaire général, qui fut chargé de payer le Juif Deutz.

« Son père, le jour du paiement, l'avait fait cacher, lui, enfant âgé de dix ans à cette époque, derrière une tapisserie de son cabinet, et lui avait dit : « Regarde bien ce qui va se passer et ne l'oublie jamais ; il faut que tu saches de bonne heure ce que c'est qu'un lâche et comment on le paie ! » Henri se cacha, Deutz fut introduit. M. Didier était debout devant son bureau sur lequel se trouvaient les 500.000 francs en deux paquets de 250.000 francs chacun. Au moment où Deutz s'approchait, M. Didier lui fit signe de la main de s'arrêter, puis, prenant les pincettes, il s'en servit pour tendre les deux paquets l'un après l'autre à Deutz ; après quoi, il lui indiqua la porte. Pas un mot ne fut prononcé pendant cette scène que je vous raconte telle qu'elle m'a été racontée par mon ami, le plus honnête homme de la terre. »

En 1911, le directeur de *L'Action Française* écrivait ce petit Manuel du statut juif :

« Qu'est-ce que les Juifs ? - Un peuple. - Le Juif est-il Français ? - Le Juif n'est pas Français. - Pourquoi ? - Il est Juif. - Le Juif peut-il faire acte de citoyen français ? - Cela serait absurde : le Juif ne vote pas, ne fait pas son service militaire, n'est pas admis aux fonctions publiques. - Quelle est la condition politique du Juif ? - Le Juif est sujet de la France. »

J'arrête ici ma citation pour redonner la parole à M. Charles Maurras, vingt-sept ans plus tard : « Il faut rendre au Juif sa nationalité, ainsi disait La Tour du Pin. Il faut le traiter comme un étranger, qui n'est pas incapable d'être naturalisé, mais dont il faut peser avec attention et justice les titres à la naturalisation. Ainsi peut et doit en juger un empirisme politique sain. »

Est-il besoin de souligner que ma démonstration est faite : à savoir que nous ne devons rien à Hitler et que notre attitude antijuive ne saurait être taxée d'hitlérisme, sinon par nos ennemis juifs ou enjuivés, qui sont aussi les ennemis de la grandeur française.

Je me permettrai donc d'emprunter, au maître de notre nationalisme pondéré, sa conclusion et sa solution de la question juive :

« Il y a les Juifs bien nés, et la fiction juridique de l'adoption peut fort bien leur être appliquée par les gens du pays. Quant à l'égalité des droits, elle n'est possible que moyennant des précautions et des défenses dont les Juifs (c'est un fait) ne veulent pas. Dès lors, n'importe quel Etat qui fait son devoir doit à la Nation et à la société dont il est le serviteur et proviseur, de se mettre en garde contre ce peuple que l'un de ses fils les plus fameux, Bernard Lazare, a défini simultanément « agent révolutionnaire » et « conservateur de lui-même » ; contre un peuple qui n'est qu'un prolétariat surmonté d'une bourgeoisie très nombreuse et très riche ; un peuple qui, dès lors, ne peut jouir nulle part de la liberté sans faire de l'autorité, une autorité qui, de moeurs comme d'esprit, restera étrangère.

« Ces précautions et ces défenses constituent notre antisémitisme d'Etat : il n'a rien de commun avec l'antisémitisme de peau qui existe d'autre part et provient de traditions saines et de souvenirs d'ailleurs douloureux... Ces affaires de peau, ces plait ou plait pas tout physiques ne peuvent être érigés en ligne de conduite, ni en règle de la loi.

« Discutons du discutable. Mais l'indiscutable est ceci : La France a le droit de se défendre contre des agents révolutionnaires, conservateurs d'eux-mêmes, par là même ses destructeurs.<sup>25</sup> »

---

<sup>25</sup> Charles Maurras, dans *l'Action Française* du 4 septembre 1938.

### CHAPITRE III

#### LES JUIFS AUX ARMÉES

Lorsque les décorations et les insignes de guerre furent rétablis en Allemagne par Hitler, on vit les Juifs arborer fièrement à la boutonnière la rosette des anciens combattants non pas avec l'émouvante discrétion des vieux poilus français, mais ostensiblement, avec un ruban large comme le doigt.

Les Juifs promènent ainsi dans le bon public leur suprême argument : ils ont une mémoire extraordinaire, prodigieuse, fantastique ; et ils vous racontent avec un luxe de détails grand-guignolesques les combats fabuleux auxquels ils ont eu la chance de n'être pas blessés. Ce ne sont pourtant pas des histoires marseillaises ; elles n'ont - hélas ! - rien de gai : malgré tout, ce sont, pour la plupart, des histoires juives...

Je vais rapporter seulement des faits authentiques et contrôlables pour mettre au point les vertus militaires des Juifs.

Cet été, le Juif Lévy-Michon écrivit à M. Boissière, vice-président du Conseil municipal de Paris, et grand mutilé de guerre, pour lui demander d'appuyer sa demande de naturalisation. La réponse du ministère de la Justice parvint au début de la crise de fin septembre 1938, quand la guerre menaçait. Quelle ne fut pas la surprise du conseiller municipal de se voir retourner la convocation du Juif Lévy-Michon, avec la mention : « Parti sans laisser d'adresse. ».

Notre Lévy ne pensait pas s'engager si loin. Réflexion faite, il préférait la vie civile à New York ou à Jérusalem.

*L'Action Française* du 8 octobre publiait l'écho suivant : « On fait l'appel dans une section de 38 hommes à la caserne de Courbevoie : deux sont absents sans motif. Et ils se nomment : René Blum et Hermann ! Et tous les jours on fait l'appel et c'est le même silence, qui provoque les commentaires qu'on devine sur le peuple élu et son empressement à répondre à l'appel aux armes ! Quel est ce René Blum ? Quel est cet Hermann ? Ce dernier serait-il le fiancé de Dorothee ou de la Vierge rouge ? »

Dans les *Cahiers Juifs* de 1935, le Juif Jacob Klatzkin écrit : « Le judaïsme n'a aucune raison d'être fier de ses héros de guerre. D'abord ils ne se sont pas battus pour la cause d'Israël : ils se sont battus pour l'Allemagne, pour la France, etc... Ils n'ont pas combattu les ennemis d'Israël mais les ennemis des Français, etc... Il faut aussi admettre que beaucoup de ces héros sont des traîtres à la cause juive, qu'ils nous ont lâchement abandonnés dans la lutte si difficile pour notre existence nationale, qu'ils ont fui leur drapeau, qu'ils ont été des transfuges, des déserteurs juifs : des *assimilés* ! (pages 158-159)

Un autre Juif, Kurt Tucholski ne reconnaît aucun devoir envers le pays où il vit. Il fait cette recommandation catégorique : « Soustrayez-vous à la guerre, autant que vous le pourrez, comme je l'ai fait moi-même et comme l'ont fait des centaines de mes amis. Le pays que, soi-disant, je trahis, n'est pas mon pays. Cet Etat n'est pas mon Etat. »

« *Vous tombez dans le travers de la généralisation !* », va me répondre la critique. Toute règle a ses exceptions. A ces exemples, on peut opposer d'autres exemples. En effet, il y a des exceptions ; mais elles sont si peu nombreuses qu'en fin de compte, pour en citer une, celle-là très pure et très belle, je dois m'adresser à une révélation de M. Charles Maurras.

A la page 306 de son œuvre héroïque, l'auteur de *La Dentelle du Rempart* (Paris 1937) cite la lettre trouvée sur le corps du sergent juif Pierre David, tombé au champ d'honneur. Le jeune héros écrivait : « Je suis venu à vous de bien loin. Né d'une famille juive, je me suis senti complètement détaché de la tradition juive, complètement Français... A l'heure où vous lirez ces lignes, qui ne doivent vous parvenir que si je meurs, j'aurai définitivement acquis, en mêlant mon sang à celui des plus vieilles familles de France, la nationalité que je revendique. »

Ce document psychologique en dit plus long qu'un long discours sur la question juive.

Un Juif devient un héros. Comme tous les Juifs, il vient de loin, au propre comme au figuré. Pour devenir un héros, il a dû d'abord épouser l'âme française. Plus encore, il a dû se détacher complètement de la tradition juive ; c'est-à-dire qu'il a dû renier sa race. Ce témoignage n'est donc pas, sur ce point capital, en contradiction avec les documents juifs précédents ; au contraire, il leur apporte une force probante pathétique : c'est devant le feu, devant la Mort, devant Dieu, qu'un Juif écrit la vérité de sa pensée profonde.

Pierre David - on peut maintenant supprimer pour lui la qualification juive - dans l'élévation de ses sentiments intimes, sacrifie le parchemin de sa naturalisation pour rechercher sa nationalité nouvelle dans la fraternité de l'holocauste ; il réalise encore la différence qui le sépare des plus vieilles familles de chez nous ; et, comme il aime la France, il ira chercher dans la mort la nationalité française, il mêlera son sang à celui de nos soldats pour lui donner le baptême de la France.

Qu'un tel héros, digne de la tragédie antique, ait été suscité par le rayonnement intellectuel de M. Charles Maurras, on ne sait plus lequel est le plus grand, de l'élève ou du maître...

L'un et l'autre ont fait la preuve par neuf du caractère différent du Juif et du Français - celui-là rebelle, celui-ci loyal - l'un et l'autre ont aussi fait la preuve qu'un héroïsme égal pouvait surgir de la renonciation du Juif à sa tradition raciale.

Il y a aussi un héroïsme moins idéaliste et beaucoup plus matérialiste, un héroïsme strictement juif, celui, par exemple, de ce brave Juif Olchanski, dont le nom est également écrit au palmarès de nos morts.

Dans une pieuse intention, son père a publié, en 1921, les lettres de son fils. Elles brillent d'une perle magnifique, irréalisable pour un non-juif. Le combattant Jack Olchanski écrit comme argument consolateur : « Et si nous regagnons notre territoire (l'Alsace), j'y file immédiatement, car il y aura gros à gagner dans la banque de ce côté, constitutions d'affaires, etc... »

Cette différence de tempérament n'altère en rien la qualité du sacrifice ; tous ceux qui se sont battus pour la France ont droit à notre infini respect, car ils ont tous acquis, sans distinction d'origine, des droits de cité : nous ne leur demanderons jamais leur passeport, parce qu'ils portent, selon la noble image de M. Jean-Charles Legrand « gravé dans leur chair meurtrie, un acte de naissance française. »

Malheureusement, les héros sont toujours des exceptions. En face du renoncement sublime de Pierre David et du matérialisme héroïque d'Olchansky, combien de milliers de Juifs talmudiques ne se sont-ils pas embusqués ? Les statistiques juives officielles vont nous le dire.

Sur 9.950.000 Français mobilisés, il y a eu, de 1914 à 1918, 1.756.000 tués : soit une proportion de 1 à 3. Les Juifs de la métropole ont eu 45.000 mobilisés et 1.689 tués, d'après le livre documentaire du Consistoire Israélite intitulé : *Les Israélites dans l'armée française*.<sup>26</sup>

Publier d'autres chiffres, forcément fantaisistes, serait vouloir se montrer plus Juif que les plus Juifs des Juifs. La vérité est donc que la proportion des Juifs tués est de 1 à 33 contre 1 à 3 pour les non-Juifs français.

Cette disproportion énorme signifie que, sur mille soldats juifs, il y a eu trois morts, et que, sur mille soldats non-Juifs, il y a eu quarante-deux morts français !...

Ces chiffres ne sont-ils pas plus éloquentes que la plus habile des dissertations ? Leur valeur arithmétique n'est-elle pas propre à ouvrir les esprits les plus prévenus ? Ne parlent-ils pas un langage émouvant d'outre-tombe où se distingue le caractère indélébile de la race ?

Ces trois victimes symboliques, parmi les croix de bois, à côté de nos quarante-deux cercueils, dans une égale proportion de soldats juifs et de soldats

<sup>26</sup> A. Manuel, secrétaire général du Consistoire Israélite. *Les Israélites dans l'Armée française* (2e édition). Le nombre des Juifs étrangers tués est de 237 et celui des Nord-Africains de 1.379.



français mobilisés, témoignent autre chose que la grâce céleste étendue sur le « Peuple élu » : elles marquent la part exacte prise par les Juifs dans la défense nationale, la part exacte de leurs droits civiques, matériels et moraux sur notre sol ligure et gaulois, la part exacte enfin qu'une France réveillée leur accorderait strictement, pour que la patrie demeure française.

Comme le remarque M. Georges Gaudy, « en soulignant qu'il s'agit de l'armée française, les Israélites font entendre, peut-être à leur insu, que certains d'entre eux ont appartenu à une armée étrangère, dans laquelle plusieurs auront voulu servir la patrie d'adoption, et où le plus grand nombre aura pensé servir les véritables intérêts juifs.

« Il est à noter que les Juifs ont trouvé affreuse leur condition de combattants dans notre armée, puisque, à propos des opérations de l'Artois en 1915, où ils ont subi leurs plus lourdes pertes, ils ont qualifié de pogroms les combats de Carency.<sup>27</sup> »

Dans *l'Univers Israélite* du 30 novembre 1934, le Juif Roukhomovski explique pourquoi la Légion juive combattait avec les Alliés : c'était « pour libérer la Palestine ».

Soumis aux obligations du service militaire, les Juifs ont été mobilisés comme les autres ; le fait est qu'ils ont bénéficié d'une répartition moins périlleuse : nous le savons d'abord par le petit nombre de leurs victimes, puis par la circulaire ministérielle de 1915, qui retirait les rabbins du front, sous prétexte que leurs coreligionnaires abondaient dans les garnisons de l'arrière. C'était l'aveu officiel de l'insignifiance du contingent des Juifs dans la zone des armées.

Nous allons en avoir l'explication en consultant le tableau de la direction de l'armée : le colonel directeur du recrutement de la Seine s'appelait Rheims. Le sous-secrétaire d'Etat aux effectifs s'appelait Abrahami, dit Abrami. Le sous-secrétaire d'Etat à la Justice militaire s'appelait Isaac Israël. Le chef de cabinet du ministre de la Guerre s'appelait Jéroboam Mandel. Le chef du Grand Quartier général était un général bien né, français de cœur et de courage, qui fut l'excellent second du Père la Victoire et qui s'appelait quand même Mordacq.

Entre parenthèses, le ministre de la Justice s'appelait Ignace et le ministre des Finances Klotz.

Eh bien ! Rheims, Abrami, Israël, Mandel, Mordacq, Ignace et Klotz, ce sont des noms juifs, les noms des Juifs qui tenaient tous les leviers de commande de l'Etat pendant la guerre.

Oui, rien que des Juifs : voilà le secret d'Etat qui donne la clef des énigmes de la politique de guerre et d'après-guerre ; voilà, réduit à ses causes et à ses effets, le rôle militaire des Juifs : ils ont le meilleur intérêt à n'en plus parler.

---

<sup>27</sup> *L'Action française* du 4 juillet 1938.

## CHAPITRE IV

## LES JUIFS DANS LES AGENCES

« Comme d'autres peuples ont leurs jeunes débauchés et leurs assassins, nous, nous avons nos jeunes usuriers et nos brocanteurs qui, pour s'élever, acquérir puissance et considération, font argent de tout, qui, sans aucun attachement pour les choses, sans aucun sentiment pour la dignité qui émane de la fidélité et de la foi, ne considèrent en tout, sans la moindre honte, que la valeur d'argent et la plus-value ; qui trichent et filoutent, offrant aujourd'hui des femmes, demain du cuir et après-demain, des nouvelles politiques », écrit le Juif Arnold Zweig dans « *Le visage du Juif oriental* » *Das Ostjüdische Antlitz*, paru à Berlin, en 1922, au Welt-Verlag. (Page 142.)

Vendre des nouvelles politiques : c'est une idée juive ; et nous devons au Juif Havas la fondation de la première agence.

Son importance a été mise en valeur par un troisième Juif, Arthur Meyer, directeur du *Gaulois*, converti et conservateur. Il déclarait au Prince (qui ne l'avait pas consulté) : « N'ayez aucun journal, Monseigneur, ni le *Gaulois*, ni un autre ; mais ayez à tout prix un pied dans une ou plusieurs agences. L'agence donne l'influence déguisée, anonyme, personne ne s'en mêle et c'est une arme d'autant plus sûre. »

« Personne ne s'en mêle et c'est une arme d'autant plus sûre. » Retenez ce jugement ; et vous comprendrez certaines anomalies de notre temps. M. Paul Lombard, ancien rédacteur en chef de *l'Homme Libre* (ou de *l'Homme Enchaîné*) rapporta dans *Gringoire* que son patron, Georges Clemenceau, ignorait les moyens d'existence de son propre journal. Le profane pourrait croire à une galéjade : il se tromperait.

J'ai connu une agence française d'information dont les deux directeurs démissionnèrent, sans qu'il y eût vente ou cession. Leur démission profita au nouveau directeur qui était appointé au mois. L'agence survécut. Son fondateur, jaloux de son indépendance, la fit rayer du Registre du Commerce. Que croyez-vous qu'il advint ? Mais rien du tout ! Les agences naissent, mais ne meurent pas.

Cet exemple saisissant montre l'indifférence congénitale du grand public à l'égard des agences et leurs trafics. Les moins avouables s'en trouvent protégés ;

elle est, par là même, l'alliée inconsciente des Juifs, dans leurs manœuvres souterraines pour dominer la presse.

La juiverie a ses agents et ses agents provocateurs, comme la police a ses gardiens et ses « moutons ». Ce sont ces Juifs qu'il faut démasquer.

Un publiciste autrichien, M. Eberlé, écrit, dans son étude sur *La Presse, Grande Puissance* (Grossmacht Presse) : « Les grandes agences télégraphiques du monde qui sont partout la source principale des nouvelles pour la presse (de même que les maisons de gros sont les fournisseurs des détaillants), qui répandent au loin ce que le monde doit connaître ou ne pas connaître, et cela sous la forme voulue, ces agences sont ou propriété juive, ou obéissent à la direction juive.

« Même situation pour les bureaux de correspondance qui fournissent les nouvelles aux journaux secondaires ; les grandes agences de publicité qui reçoivent les annonces commerciales et qui, ensuite, les insèrent en groupe dans les journaux avec, pour elles, une grande commission, sont principalement aux mains des Juifs ; beaucoup de feuilles de province le sont aussi. Même là où la parole juive ne s'exprime pas directement dans la presse, entre en jeu la grande influence indirecte : franc-maçonnerie, finance, etc. » (Page 204.)

Quant à la méthode d'étouffement de l'opposition aux desseins d'Israël, elle nous est révélée par le document suivant reproduit par M. Léon de Poncins dans *La Mystérieuse internationale juive* (page 246) :

Anti defamation League 13 décembre 1933.  
130 N. Wells Str. - suite 1419  
Chicago, Illinois.

Aux Editeurs de journaux anglo-juifs

Messieurs,

Scribner and Sons viennent de publier un livre de Madison Grant, intitulé : *La Conquête d'un Continent*. Il est extrêmement hostile aux intérêts du Judaïsme...

Nous avons intérêt à étouffer la vente de ce livre. Nous croyons obtenir au mieux ce résultat en ne nous laissant pas entraîner à lui faire de la publicité. Tout commentaire ou critique publique d'un livre de ce genre attire sur lui l'attention de beaucoup de gens qui, sans cela, en ignoreraient l'existence. Il en résulte un accroissement de vente. Moins il y aura de discussions sur ce livre, plus la vente en sera réduite.

En conséquence, nous faisons appel à vous pour éviter tout commentaire de ce livre qui sera soumis tôt ou tard à votre attention. Nous sommes convaincus qu'une obéissance générale à cette ligne de conduite servira d'avertissement aux éditeurs et les empêchera de renouveler pareille aventure.

Sincèrement vôtre,

Richard E. GUTSTADT.  
Directeur.

Devant un tel cynisme, il ne reste qu'à méditer sur le choix des méthodes nouvelles propres à rompre ce mortel silence que les Juifs voudraient assimiler au silence d'un cimetière peuplé de nos tombeaux.

Ce document intéressant plus particulièrement l'Amérique, rapprochons-le de deux autres français, bien « parisiens ». Dans son beau livre : *Quand Israël n'est plus roi*, J. Tharaud raconte la mésaventure que lui valut son reportage en Allemagne :

« Ah ! Quelle histoire ! s'écria mon directeur et ami, quand j'entrai dans son cabinet. Jamais on n'a vu cela ici ! un vrai raz de marée !... Salle Wagram, dans un meeting de protestation contre Hitler (il y en a maintenant tous les jours), des orateurs vous ont pris à partie, vous et le journal, bien entendu, on nous a injuriés et traînés dans la boue comme d'ignobles professionnels et profiteurs de l'antisémitisme. Sur quoi, une bande en délire est venue brûler sous nos fenêtres les numéros du journal où ont paru vos articles. Un autodafé, ce n'est pas mal !... Mais voici le plus grave : les courtiers de publicité sont entrés dans la danse. Ils menaçaient de retirer leurs annonces. Et vous savez, les courtiers juifs, c'est au moins 60 % de la publicité d'un journal... Alors, vous comprenez, nous avons arrêté... » (page 11)

Le second témoignage est signé : Jean Fontenoy. Voici les parties essentielles de sa lettre de démission d'administrateur de l'Agence Fournier, fief des Juifs Bollack, Meyer, Nathan, Weill et Lévy (directeur de l'agence de Strasbourg) :

« Paris, le 19 septembre 1938.

Vous êtes Juif. Juif militant. Donc antifasciste. Contre tous les gouvernements « nationaux ». Et favorable aux Soviets alliés, position connue, avec les dérivés corollaires qu'elle comporte en politique intérieure.

« Bref, tous les incidents, ont opposé :

« Bollack, faisant de la politique à Fournier (et quelle !...) fabriquant au besoin des dépêches pour affirmer son point de vue, coupant ou rectifiant des dépêches contraires à cette politique, s'acharnant contre les correspondants que leur situation amenait à donner des dépêches contraires à cette politique (Prague, Burgos, Varsovie, Londres si Chamberlain mollissait.)

« Fontenoy, fournisseur de nouvelles objectives et avide de publier ce que taisaient les autres agences...

« En juin, je remplace le correspondant de Prague (serf de Bénès et pas journaliste pour un sou) par un véritable homme d'agence indépendant. La première nuit, il annonce des difficultés entre Bénès et la droite. Vous vitupérez et fabriquez pour *Le Temps* une dépêche le démentant.

« Je rentre à Paris. Nouvelle querelle : cette fois, vous avez dicté, du Touquet, une pseudo dépêche de Londres exprimant « l'indignation de la presse anglaise » parce que des Français vont à Baden-Baden, pendant que des Juifs sont violentés à Berlin. Je proteste.

« D'où accalmie. Vous paraissez admettre que notre effort doit être strictement technique. Mais en réalité, (sporadiquement en juillet et ensuite de façon systématique) vous avez : supprimé les dépêches venues secrètement de Barcelone, où notre correspondant pouvait s'exprimer franchement sur les choses et les hommes de l'Espagne républicaine... Fournier était lié avec l'agence polonaise *Ate*, qui couvrait pour elle le Nord-Est européen. Le 12, *l'Ate*, téléphone un extrait de la Pravda, qui attaquait violemment Daladier. Vous rompez toutes relations avec *l'Ate* disant qu'elle fait le jeu d'Hitler « en divisant Russes et Français ». Peu vous importe la nouvelle si intéressante justement en cette conjoncture... »

Dans *L'Emancipation Nationale* du 6 novembre 1938, M. Jean Fontenoy revient à la charge : « Je dirai que M. Bollack voyait chaque jour, plutôt trois fois que deux, M. Mandel et, plutôt deux fois qu'une, M. Paul Reynaud. Aussi n'attachait-il de prix qu'aux nouvelles qui pouvaient servir la politique de ses amis ministres. La vérité comptait peu, à côté de cela.

« Je me souviens de fréquentes algarades consécutives aux visites qu'il venait de faire à ces messieurs : « Londres devrait comprendre les choses, s'édeniser, et comment tolérions-nous que Prague publiât le mémorandum des Sudètes ! »

Le Juif Robert Bollack est également directeur de *l'Agence Economique et Financière* et chef de la publicité du *Temps*.

*L'Agence Radio* a pour directeur François Crucy et pour chef des informations Pierre Brossolette, dont la partialité excessive a justement révolté tous les amis de la paix.

*L'Agence Technique de la presse* a pour directeur le Juif Jacques Landau.

*L'Agence Mitropress* a été fondée par les Juifs Friedmann, Kahn et Epstein.

*L'Agence de l'Est* a pour directeur le Juif J.-S Bernstein.

*L'Agence Impress* a pour directeur le Juif Kurt Rosenfeld.

*L'Agence Télégraphique Universelle* a pour directeur le Juif J. Meyer.

Il y a enfin quelques officines confidentielles, sans confiance, où l'on rencontre notamment le Juif Jean Goldschild, dit Goldsky, membre de la Loge 99 : « La Jérusalem Ecossaise », et secrétaire général du Comité radical français de la Seine.

Pour conclure cette première partie, citons ce jugement sévère de M. Jean Fontenoy, dans *L'Emancipation Nationale* du 6 novembre 1938: « A côté des agences officielles qui vivent grâce aux subsides gouvernementaux, toute agence prétendument libre est en réalité, elle aussi, l'instrument de quelqu'un : l'instrument de son patron, de l'homme qui y perd de l'argent ou des hommes dont son patron dilapide l'argent. »

## CHAPITRE V

## SA MAJESTÉ HAVAS

La plus grande agence française d'information et de publicité est l'agence Havas. Elle est la première et la plus importante de toutes les agences du monde. Elle est, de plus, l'agence officieuse du gouvernement de la République française.

Le bureau Havas a été fondé en 1835 par un Juif séphardim, Charles-Louis Havas, qui acheta, dans ce but, au Juif allemand Boernstein sa *Lithographierte Korrespondenz*.

Au début, les collaborateurs d'Havas furent le Juif Bernhard Wolff, qui fonda, en 1849, l'agence *Wolff Wolfsche Telegraphen Buro*, et le Juif Josaphat Beer, qui fonda la même année, à Londres, sous son nouveau nom, l'agence *Reuter*.

En 1840, Balzac jugeait ainsi l'agence Havas dans *La Revue Parisienne* :

« Le public peut croire qu'il y a plusieurs journaux ; mais il n'y a, en définitive, qu'un seul journal.

« Il existe à Paris, rue Jean-Jacques Rousseau, un bureau dirigé par M. Havas, ex-banquier, ex-proprétaire de la *Gazette de France*, ex-coassocié d'une entreprise pour l'exploitation des licences accordées par Napoléon à l'époque du blocus continental. M. Havas a vu beaucoup de gouvernements ; il vénère le fait et professe peu d'admiration pour les principes ; aussi a-t-il servi toutes les administrations avec une égale fidélité. Si les personnes changent, il sait que l'esprit ne change jamais, et que la direction à donner à l'esprit public est toujours la même.

« M. Havas a une agence que personne n'a intérêt à divulguer, ni les ministères, ni les journaux d'opposition. Voici pourquoi M. Havas a des correspondants dans le monde entier ; il reçoit tous les journaux de tous les pays du globe, lui, le premier. Aussi est-il logé rue Jean-Jacques Rousseau, en face de l'hôtel des Postes, pour ne pas perdre une minute.

« Tous les journaux de Paris ont renoncé, pour des motifs d'économie, à faire, pour leur compte, les dépenses auxquelles M. Havas se livre d'autant plus en grand qu'il a maintenant un monopole, et tous les journaux, dispensés de traduire, comme autrefois, les journaux étrangers et d'entretenir des agents, subven-

tionnent M. Havas, par une somme mensuelle, pour recevoir de lui, à heure fixe, les nouvelles de l'étranger.

« A leur insu, ou de source certaine, les journaux n'ont que ce que le premier ministre leur laisse publier... S'il y a vingt journaux, et que la moyenne de leur abonnement avec M. Havas soit de deux cents francs, M. Havas reçoit d'eux quatre mille francs par mois. Il en reçoit six mille du ministère. Comprenez-vous maintenant la pauvre uniformité des nouvelles étrangères dans tous les journaux ? Chacun teint en blanc, en vert, en rouge ou en bleu la nouvelle que lui envoie M. Havas, le maître Jacques de la presse.

« Sur ce point, il n'y a qu'un journal, fait par lui et à la source duquel puisent tous les journaux.

« M. Havas, cette providence des journaux de Paris, est aussi celle des journaux de province. Presque toutes les feuilles de province appartiennent à des imprimeurs de l'administration et, pour conserver leurs impressions, il faut être à la dévotion de M. le préfet. M. le préfet demande à M. le ministre de l'Intérieur ce qui se doit penser dans son département...

« M. Havas est l'administrateur secret de la correspondance des départements, à raison de six mille francs par mois. Ainsi, de même qu'il n'y a qu'un journal à Paris, il n'y a qu'un journal dans les départements. M. Havas est le prête-nom du ministère. Voilà le mécanisme de cette immense machine appelée le journalisme. C'est simple comme une rôtissoire que fait tourner un caniche. »

En 1879, après la mort du fils Havas, l'agence devint une société anonyme, dont le principal actionnaire fut le baron juif Erlanger, soutenu par les Juifs parvenus, le baron Hirsch et Arthur Meyer, qui se convertit et fonda *Le Gaulois*.

Le Juif Rosenbleth possède 1.522 actions Havas. Le capital de la Société est passé de huit à cinq cents millions de francs. Le directeur général de l'agence Havas est M. Léon Rénier, directeur de *l'Agence Nationale de Publicité*. Il est secondé, au point de vue administratif, par le Juif Horace Finaly, directeur des Finances du Comité des Forges et ancien directeur de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

L'agence Havas détient la majorité des actions des Messageries Hachette, dirigées par René Schoeller, dont on appréciera la toute-puissance quand on saura que pas un écrivain n'atteindra le grand public sans la permission de la maison Hachette, qui monopolise de fait, depuis 1851, la distribution des journaux et de la librairie.

Deux hommes ont essayé de se libérer de cette onéreuse tutelle ; le premier, malgré son talent de journaliste, Gustave Téry, dut rendre les armes ; le second, malgré ses millions, François Coty, s'y ruina, et ses journaux tombèrent entre les mains des Juifs qu'il avait combattus.

L'agence *Havas*, d'après ses statuts, a pour objet l'exploitation de tout ce qui touche à l'information et à la publicité, c'est-à-dire qu'elle peut s'intéresser aussi



à des affaires de télégraphie, de téléphonie et d'électricité, qui ne seraient destinées à fournir ni dépêche, ni nouvelle ; à tous moyens de publicité, notamment à la publicité payée en tout ou partie par un intérêt dans la vente des produits annoncés ; et à l'exploitation de tous les journaux qu'elle croirait devoir créer, ou acheter, ou dans lesquels elle prendrait un intérêt.

*L'Agence Havas* contrôle ainsi la *Compagnie Française de Radiophonie*, la *Compagnie d'Exploitation des Grandes Marques*, *l'Agence Havas Belge*, la *Société Nouvelle de Publicité*, qui afferme *Les Annales*, *la Revue des Deux Mondes*, etc.... *Dam-Publicité*, *Crédit Publicité*, *l'Agence Parisienne Hemet*, *Jep et Carré*, *Périodiques-Publicité*, la *Société Européenne de Publicité*, *l'Affichage du Conseil Municipal*, la *Compagnie Européenne du Ticker (TickerDienst)* constituée avec Wolff, Reuter et *l'Agence Télégraphique Suisse*, *Radio-Paris* et la publicité de deux cents journaux de province et de plusieurs grands quotidiens de Paris.

*L'Agence Havas* est officiellement chargée de la propagande française à l'étranger et dans les colonies : elle touche, à ce titre une indemnité annuelle d'une trentaine de millions du Ministère des Affaires Etrangères.

En bon Juif, M. Léon Blum a marqué son passage au pouvoir par la mise au pas de *l'Agence Havas* qui dut truffer sa rédaction d'une poignée de Juifs dressés. Pour faciliter leurs basses œuvres, en novembre 1936, le Blum se chargea de faire « démissionner » de l'administration, l'éminent directeur du *Journal* : M. Pierre Guimier.

*L'Agence Havas* - il est vrai - s'est enrichie d'une étoile, ah ! pardon, de M. Stern. En effet, le Juif Jacques Stern, ayant acheté vingt-mille actions *Havas*, est entré au Conseil d'administration.

Qui est donc ce nouvel et richissime administrateur ? De quel ciel juéo-allemand est tombée sur la place de la Bourse cette « *stern* » d'Outre-Rhin ? Un autre Juif, M. Worms, va nous renseigner dans son *Petit Bleu* : « Député des Basses-Alpes, trois fois ministre - chaque fois que M. Albert Sarraut est président du Conseil - M. Jacques Stern, né en France, n'est pas né Français. Toute sa famille, paternelle et maternelle, est de nationalité allemande. »

« Sa mère était de Cologne. Son père qui, bien que né à Francfort en 1832, de parents francfortois, revendiquait - on ne sait comment - la nationalité autrichienne, ne fut naturalisé français qu'en 1902. Jacques Stern était alors âgé de vingt ans. Toute cette filiation a donné lieu à d'innombrables controverses, mais les faits et les dates ci-dessus sont hors de toute discussion. »

Notre étonnement scandalisé ferait bien rire les Juifs : ceux qui sont nés, par hasard, Français, savent que leurs papas ou, à la rigueur, leurs grands-papas ont été naturalisés.

Depuis l'avènement du Front populaire, le noyautage juif et extrémiste était dirigé par un certain Bourgeon, dit Martial, chef du reportage français pour l'étranger, membre du Comité Central du Parti Communiste et collaborateur à *L'Œuvre* et à *L'Humanité*. C'est lui qui évinça M. Jean Fontenoy de son service

et envoya le Juif André Hesse diriger le bureau berlinois de l'Agence *Havas* et le demi-Juif Raoul de Roussy de Salès, dit Jacques Fransallès, fils de la Juive américaine miss Rheims, à la direction du bureau *Havas* aux Etats-Unis.

D'autres Juifs furent installés aux bons postes : Israël, dit Hirsch, chef des informations, L. Lièvre, C. Tabet, Quilici, collaborateur de Pertinax, Schumann, reporter et chargé des rapports avec la Presse étrangère, cousin de Léon Blum, Alary, au service du Ministère des Affaires Etrangères, Pravatiner, dit Arnold, Joxe, ancien collaborateur de l'inquiétant Pierre Cot, et marié à la fille du Juif Halévy, Grosse, Johelson, Nathan, Saszlowski, Wolff et la Juive Mme Gaymann, sœur du conseiller municipal communiste, collaborateur et complice du sinistre André Marty, le pourvoyeur des Brigades Internationales.<sup>28</sup>

Ainsi un véritable bureau juif s'installa place de la Bourse ; et le fils du baron juif de Gunsbourg fut chargé par *Havas* de la censure des dépêches provenant de l'étranger. Israël avait fait occuper par une Anastasie juive le poste le plus important de l'Agence en politique étrangère.

Quelques exemples vont nous montrer comment ce *Juden-Buro* servait la cause de la guerre.

Le 24 septembre, l'Agence Havas transmet de Prague : « A Godesberg, les Allemands ont présenté à M. Chamberlain de nouvelles propositions qui dépassent de beaucoup ce que le gouvernement tchèque avait accepté. C'est dans ces conditions que le gouvernement s'est réuni et a décidé la mobilisation générale. »

Or, la mobilisation tchèque a été décrétée le vendredi 23 septembre 1938, à 20 heures. Cette mobilisation était destinée à torpiller les entretiens de Godesberg : les nouvelles propositions allemandes, remises le samedi à une heure du matin, n'ont été transmises à Prague par le ministre de Grande-Bretagne que le dimanche matin.

Le 27 septembre, l'agence *Havas* annonce *de graves troubles dans les régions industrielles allemandes, ils n'avaient pas eu lieu*. Elle annonce *la mobilisation allemande pour le lendemain* : l'agence officielle allemande dément cette fausse information.

Je reviendrai sur les fausses nouvelles dans un chapitre spécial. Mais je voudrais rappeler ici l'atmosphère trouble et dangereuse qu'elles ont alors créée. Sous le titre : « *Pour affoler les gens* », M. Charles Maurras écrivait dans *L'Action française* du 26 septembre 1938 : « Je n'oublierai de ma vie la soirée de vendredi à l'imprimerie. Il était onze heures. De minute en minute, l'appareil décoré du nom sauvage de printing, qui est une machine à imprimer les dépêches, nous débitait des télégrammes de ton tragique et d'allure vague, affectés des plus

<sup>28</sup> Il paraît que le distingué vice-président du Conseil d'administration de l'Agence Havas, M. Charles Houssaye n'était pas au courant de cette transformation judaïque et blumesque. Ses collaborateurs ont dû attirer sa haute attention sur les dangers nationaux d'un enjuivement étranger trop poussé de la grande agence, dont le pouvoir formidable ne peut se concevoir en dehors d'un service public national.

extraordinaires variations. Le temps me manque pour en faire ici l'inventaire. Il peut suffire de rappeler que le résultat, sans doute visé, était brillamment atteint : la confusion forcée et la pagaïe inévitable des destinataires.

- Mes chers amis, dis-je pour en finir aux jeunes collaborateurs qui nous entourent, ne nous laissons pas manœuvrer : un fait est certain, attesté de toutes les sources. Nous savons que M. Neville Chamberlain est entré à dix heures et demie chez M. Hitler. On nous dit : visite d'adieu. Elle doit tenir dix minutes si, comme on le dit, c'est la rupture. Si elle dure c'est qu'il y a autre chose et que la discussion peut se prolonger. Veuillez alors prier le préposé au « printing » de ne transmettre aucune dépêche relative à cette région avant celle qui annoncera la sortie de M. Chamberlain, fin de cet entretien.

« A une heure et demie, celui-ci n'était pas rentré à son hôtel, disait une dépêche pleine de sens. L'échange de vues avait continué. Et c'est un quart d'heure plus tard que nous apprenions les propos du Premier anglais à la sortie, propos de sens assez anodins, mais transmis sur un ton de graves alarmes. L'Agence Havas faisait là un sale et sanglant métier.

« Ce que nous avons dit, ces jours derniers, de l'extraordinaire enjuivement de ce haut poste international semble tout à fait vérifié par le fait. Léon Blum a occupé l'agence de la place de la Bourse dès son entrée au ministère. Sa chute n'a pas rendu la place aux Français. Et tout au contraire ! Il serait utile de savoir dans quelle mesure des directeurs que nul ne voit, que nul ne nomme, voudront prendre la responsabilité d'un trouble public permettant à notre gouvernement de déclarer une guerre. »

Le même journal portait cette manchette :

« Vendredi soir, la panique déclenchée à Paris, à Prague et dans le monde entier ne correspondait pas à l'atmosphère de Godesberg, où l'on s'était accordé au moins sur un délai. Mais cette panique a fait décider la mobilisation tchécoslovaque et le rappel des réservistes français.

« Attention ! La force mauvaise qui agit par la fausse nouvelle, par la dépêche d'agence alarmiste, par le malentendu, est toujours aux aguets, pour ruiner les dernières chances de la paix.

« Cette force mauvaise, *Paris-Midi* la nommait samedi lorsqu'il écrivait : « Chamberlain a l'impression de se trouver devant une vaste manœuvre slave, soviétique à Prague, communiste ailleurs, pour précipiter la situation. »

Cette manœuvre était dirigée par une main juive. Tous les documents rassemblés dans cette étude l'établissent formellement.

## CHAPITRE VI

## RADIO-ISRAEL

On peut assimiler les postes radiophoniques à des agences publiques, les agences proprement dites étant en quelque sorte « privées », en raison du nombre restreint de leurs abonnés.

Les unes et les autres sont entre les mains des Juifs, dont les noms suivent. On trouve :

Au *Poste Parisien*, les Juifs : Grünbaum-Gougenheim, Hirsch, Aboulker, Schmoll, Zagdoun, Lola Kohn, dite Lola Robert, Diamant-Berger, Zadoc, Parsons, Emmanuel Jacob, Ginette Lévy et Rébecca Salmona, Saxteder, et Henri Bénazet.

(Au sujet de ce poste M. P. Châtelain-Tailhade écrit dans *Le Canard Enchaîné* du 28 décembre 1938 :

« Jéhovah sait que je ne suis pas antisémite, mais il me permettra de constater que certains pétrissent obstinément les tuiles qui leur retomberont, un jour, sur le portrait. Entre autres, ces Blaunsteins et ces Grunebaums, emmillionnés grâce à la T. S. F., à l'aide de procédés quelque peu discutables, et qui prennent l'auditeur pour un incurable imbécile et n'ont même pas la pudeur de dissimuler leur sentiment.

« En installant ces moeurs au micro d'un poste dit « parisien », M. Grunebaum me fait penser à cet enseigne vue on rêvée par Claude Dauphin : Isaac Lévy, pédicure chinois.... »

A *Radio-Cité*, les Juifs : Félix Lévitane et Jacques Meyer, directeurs ; Bleustein, administrateur délégué ; Dreyfus, administrateur ; Wolf, Jean-Jacques Vital, Meyerstein ; Ben Saïd, directeur de fabrication ; trois secrétaires juifs et deux demoiselles secrétaires juives, Mlles Armen et Alice, et Canetti, directeur artistique, Juif marié à une Juive et -tenez-vous bien ! - heimatlos, sans nationalité...

A *Radio-37*, les Juifs : Ferral, directeur artistique ; Midlarsky, adjoint ; Ehrmann, chef de la publicité ; Mlle Hocker, secrétaire juive, et un opérateur juif.

Au *Radio-Journal de France*, transmis par les postes d'Etat, les Juifs : Georges Boris, Georges Huisman, François Million, Radi, Andrée Viollis, Comert et François Crucy.

A *Radio-Paris*, les Juifs : Aaron, Annoncour, Danou, Freg, Berl, Mme de Noailles, née Laskmann, Edmond Sée, Schweb, Weil, Pierre Paraf et Kahn.

A *Radio-P. T. T.*, les Juifs : S. Bloch, J. Klein, G. Lion, R. Nathan, C.-L.-R. Marx, Salomon, Wolff, Diamant-Berger, Mont-Frey, Ludwig, J. Mayer, Kaminhen, Worneer, Mireille et Edmond Rose.

A *Radio-Toulouse*, le Juif Kierskowsky.

A *Limoges-P. T. T.*, poste d'Etat, le directeur juif Trèves.

Le Conseil supérieur de la Radio comprend les Juifs : Jean-Richard Bloch, Julien Caïn, René Weil dit Romain Coolus, Gabriel Astruc, Reynaldo Hahn, Darius Milhaud, Besançon, Georges Cahen-Salvador, Paul Grunebaum-Ballin, et Georges Boris.

Les compositeurs les plus souvent joués sont les Juifs : André Bloch, Léo Fall, Gershwin, Reynaldo Hahn, Arthur Honnegger, Heymann, Hirschmann, Kahn, Kalmann, Latzarus, Darius Milhaud, Manuel Rosenthal et Kurt Weil.

Les chefs d'orchestre de la radio sont les Juifs : Maurice André, Roger Ellis, Victor Pascal, Rosenthal et Albert Wolf.

Les solistes en vedette sont les Juifs : Bartsch, Jacques Bloch, Marika Haas, Monique Haas, Clara Haskil, Micheline Kahn, Léon Kartun, Gisèle Kuhn, Lily Laskine, Lazare Lévy, Marcelle Meyer, Perlemutter, Albert Perring, Quatrocchi, Reitlinger, Marcelle Samson, Lucien Schwartz, Serge Tannenbaum, Tzipine, Lucien Warms, Lucien Würmser et Zighera.

Les conférenciers de la radio sont les Juifs : Raymond Aron, Fred Cornelissen, Mme Harburger, Roger Nathan et Léon Werth.

Le ministre des P. T. T. publiait, dans la soirée du 24 octobre 1938, le communiqué suivant : « M. Julien, ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones a décidé de ne plus employer à la radio-diffusion d'Etat que des speakers français. »

C'était l'aveu qu'il y avait jusqu'alors des speakers étrangers, particulièrement des émigrés allemands et, plus précisément, des Juifs.

Juifs allemands aussi des traducteurs comme Braun, Mustenberger, Bernst, Jacob, etc. *L'Action française* du 25 octobre posait les questions suivantes : « Ne cumulent-ils pas cette fonction à la radio-diffusion avec celle de traducteurs au ministère des Affaires étrangères ?

« Ces Juifs allemands n'ont-ils pas traduit les récents discours d'Hitler ? Ne serait-ce pas là l'explication des truquages qui ont été constatés dans les textes remis aux agences ? Nous n'insisterons pas sur le danger que présente pour la paix l'emploi de ces Juifs qui voudraient à tout prix que les Français aillent les venger du traitement que leur a infligé Hitler. »

Cependant, qui trouvons-nous au poste le plus délicat : au poste d'Etat de Strasbourg ? Le Juif allemand Hans Jacob, speaker des émissions en langue allemande !

Supposez qu'il ait un jour la fantaisie de corser le programme avec des déclarations dangereuses pour la sûreté de l'Etat ? Cette hypothèse « pour rire »

est-elle moins grave que ce petit fait connu : notre speaker juif allemand au poste d'Etat de Strasbourg est l'ancien interprète de la Wilhelmstrasse, au temps de Gustave Stresemann...

Ce scandale continue.

Quand le pays, comprenant qu'il est livré aux Juifs émigrés, saura-t-il s'en débarrasser ? J'en connais plusieurs : à l'un d'eux, il y a une douzaine d'années, je traduais amicalement en langue française ses premiers articles d'essai. Ils eurent l'avantage de paraître dans un grand journal quotidien du matin. Son directeur et moi, nous eûmes, au sujet d'une autre collaboration étrangère (...allemande !), une discussion franche et animée, dont il doit se souvenir encore. Certes, comme journaliste, je ne me permettrai pas ici de mettre en cause son point de vue, d'ailleurs commun (et pour les mêmes raisons), à d'autres directeurs de journaux. Mais, en dehors de la presse, j'ai le droit, non pas de m'indigner, - c'est inutile - mais de sourire, d'admirer et de féliciter cordialement mon ami étranger, nanti, et décoré (de l'Académie !!!), rédacteur (naturellement sous un nouveau nom) à un journal fondé par Pierre Lafitte ! Il est en compagnie d'un Juif allemand, ancien rédacteur au *Vorwaerts*, aujourd'hui camouflé d'un faux nom, comme ses coreligionnaires.

Et dire qu'il y a peut-être, parmi mes lecteurs, des étudiants français qui fréquentent *l'Ecole du Journalisme* (juive évidemment), avant de battre la semelle, toute leur vie, devant les portes directoriales ouvertes au premier venu nanti d'un nez crochu et d'un passeport pas toujours en règle...

J'entends parler, comme tous les ans, après chaque dévaluation, échec ou catastrophe, de « *refaire la France* ». Je pense que ce louable refrain demeurera un vain espoir aussi longtemps que nous n'aurons pas d'abord réformé la presse et la radio françaises.

Le *Matin* du 19 octobre 1938 l'exprime fort opportunément : « Il y a des Français qui voudraient bien que la politique française à l'égard de l'Allemagne ne soit pas dirigée par des Allemands émigrés et installés en France.

« Pourquoi *l'U. P. R.*, qui groupe presque toute la droite et le centre politique de l'Alsace, proteste-t-elle contre les émissions allemandes de Paris ? Parce qu'elles ne sont pas faites ou dirigées par des Français, mais par des Allemands de gauche, réfugiés à Paris. De même la direction du bureau de la presse au Quai d'Orsay était, pour tout ce qui touche aux Allemands de France, sous la coupe de M. Georg Bernhard (Juif), ancien directeur de la *Gazette de Voss*. Naturellement, ces Allemands, saturés de rancune, de vengeance et de haine à l'égard de leurs compatriotes, ne demandent qu'à nous mêler à leurs querelles.

« Il faut que cela cesse. La France est assez grande pour diriger elle-même sa politique étrangère et n'a besoin du concours d'aucun étranger. »

Et, en attendant, il n'y a qu'à confier les émissions radiophoniques en langue allemande au poste de Strasbourg à des Français, non à des Allemands, qui sont Juifs par surcroît.

## CHAPITRE VII

## LES JUIFS DANS LA PRESSE

Inclinons-nous maintenant devant la puissance politique souveraine de la démocratie ploutocratique : la presse !...

C'est elle qui fait élire le Parlement ; c'est elle aussi qui défait les majorités les plus massives ; c'est elle, enfin, l'opinion publique imprimée. Le député la consulte avant d'accorder sa voix au gouvernement ; les ministres la tiennent pour le pire de leur souci ; et on a même vu, en 1924, un président de la République déménager précipitamment de l'Elysée, sur les injonctions comminatoires d'un journal, *Quotidien*.

Ainsi, notre démocratie n'est-elle plus que le régime de la presse. En faire l'éloge serait confondre, si j'ose dire, la Matière et l'Esprit. Les journalistes sont les fils d'une des plus nobles familles spirituelles de la France. Ils vous diront, sans doute, l'intérêt intellectuel, la grandeur morale et la passion civique du journalisme, le culte du devoir où son âme ardente se vivifie et s'élève, dans un labeur ingrat et sans gloire. Ah ! si le journalisme et la presse se confondaient dans un même service national, quels accents d'enthousiasme ne feraient-ils pas jaillir de leur plume fiévreuse ? Quel amour et quelle foi !

Mais qui donc dirige la presse ? Des journalistes ou des marchands de papier ? Des journalistes ou des banquiers ? Des journalistes ou des industriels ? Les uns et les autres y ont leur place attitrée. Les uns font le travail des autres ; mais ce sont les autres qui commandent ; et ceux-là mêmes qui jouent au « directeur » ne sont, le plus souvent, que des commandités serviables à merci.

Iriez-vous leur demander une autorité morale ou simplement une honnête bonne foi ? Rarement, on voit se lever un coin du voile sur la tragi-comédie humaine ; et si la vérité filtre furtivement entre les colonnes de la presse, une éclipse l'efface au moment propice, pour que ne soient pas offensés certains personnages consulaires, maires du Palais, qui préfèrent, à la lumière, la complaisance de l'ombre et, au forum populaire, la cité du silence.

Voilà pourquoi l'esprit public est en partie désaxé : or, l'anarchie et l'ignorance de la démocratie, aujourd'hui, comme hier, c'est de l'or gaspillé ; demain ce sera peut-être du sang...

L'importance du journal est telle qu'un évêque, Mgr Ketteler, a dit que « *si saint Paul revenait de nos jours, il se ferait journaliste* ».

Crémieux, fondateur de l'Alliance israélite universelle, si puissante de nos jours, donnait aux Juifs, qui l'ont retenue, cette suprême recommandation : « Considérez les honneurs comme rien, l'argent comme rien. Avec la presse, vous aurez le reste, tout le reste. »

Et le lecteur s'étonne que sa presse soit enjuivée ! Oh ! elle n'est pas nécessairement unanime dans ses jugements : le peuple juif, comme le peuple français, a ses ligues, ses partis et ses clans ; et je prends bien soin de parquer les bellicistes dans des chapitres à part, où je les montrerai dans leurs exercices et dans leurs œuvres couronnées de leurs noms ; mais, de même aussi que le peuple français partage un sentiment national unanime, la nation juive réagit, dans sa presse, instinctivement comme une presse juive unanime, lorsque Israël est en jeu.

C'est d'ailleurs ce qui sépare profondément la race juive de l'ethnie française : interrogez un Français, qu'il soit catholique, protestant ou libre penseur ; pour lui, un catholique allemand, un protestant allemand ou un libre penseur allemand est d'abord un Allemand ; mais posez la même question à n'importe quel Juif ; pour lui, un Juif allemand est d'abord un Juif. Voilà le lien racial du peuple juif,

Comment les Juifs de presse ont les mêmes réflexes - différents des nôtres - et pourquoi il faut publier leurs noms, dans l'intérêt de tous les Français.

Ces noms, dont la liste surprend par leur nombre abusif, les voici dans l'ordre alphabétique des journaux. C'est le palmarès des Juifs de plume !

AGRICULTURE NOUVELLE, voir PETIT PARISIEN (même maison)

AMI DU PEUPLE (L') :

Propriétaire principal : le Juif Jéroboam Rothschild, dit Georges Mandel ; directeur général : le Juif Michelson.

ANNALES CONTEMPORAINES (Les)

Directeur : le Juif Marc Vichniac.

ANTINAZI (L') :

Directeur : le Juif Walter Kell.

ASSOCIATION FRATERNELLE DES JOURNALISTES :

Comité directeur : les Juifs Cohen, dit Fabius de Champville, Geo Meyer, Ruff, dit Charles Lussy, et Levisalles.

AUBE (L') :



Collaborateur : le Juif Benda.

AURORE (L'), de Nancy :  
Rédacteur le Juif René Lévy.

AUTO (L')

Principaux actionnaires : M. Desgranges et le Juif Wertheimer ; rédacteurs : les Juifs Bénac, Léviton, dit Géo Villetan, Géo Tizor, Félix Léviton, Bernard Musnik (correspondant à New-York). *L'Auto* organise le « Tour de France » avec le concours des Juifs Veil-Picard, de la Maison Pernod, Hirsch, du produit pharmaceutique Boldoflorine, Huygt, de la Chaîne Vita et des maisons juives Oria, Mireille, Argental, etc. Seuls les coureurs français et étrangers sont des non-Juifs...

AUX ECOUTES :

Directeur : le Juif Paul Lévy.

AVANT-GARDE (L'), voir L'HUMANITÉ (même maison)

BENJAMIN :

Directeur : le Juif Lajeunesse.

CAHIERS DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME (Les) :

Directeur : le Juif hongrois Victor Basch ; rédacteurs : les Juifs Emile Kahn, Henri Sée, Roger Picard, Salomon Grumbach, Brunschwig, Fernand Coreos, Hadamard, Jacques Kayser, Seignobos, O.-R. Bloch, Georges Pioch, et Weil, dit Veil.

CAPITAL (Le)

Directeur : le Juif Jules Perquel, marié à une Juive, née Mlle Allatini.

CHAINE D'UNION (La) :

Directeur : le Juif Jammy-Schmidt ; rédacteurs : les Juifs Jules Uhry, Pierre Lévy, Alphandéry et Kraemer-Raine.

CE SOIR :

Directeur : le Juif Jean-Richard Bloch ; rédacteurs les Juifs Gaston Weil, Zimowski et Nathanson, courtier de publicité de *Ce Soir*, qui a obtenu du ministre de l'Intérieur, depuis octobre 1937, des sursis à l'arrêté d'expulsion le concernant : il a été condamné à trois mois de prison, le 22 décembre 1936, par la 9<sup>e</sup> Chambre de la Cour, puis à huit mois de prison, le 28 juillet 1937 enfin, le 20 octobre 1938, à la non-confusion des peines.

CINE-MIROIR, voir le PETIT PARISIEN (même maison).

CRI-CRI :

Editeurs : les Juifs Offenstadt.

DEPECHE (La), de Constantine, voir le PETIT PARISIEN (même maison).

DERNIERES MODES DE PARIS (Les)

Editeurs : les Juifs Offenstadt.

DIMANCHE DE LA FEMME (Le) :

Idem.

DIMANCHE ILLUSTRÉ (Le), voir le PETIT PARISIEN (même maison).

DROIT DE VIVRE (Le) :

Directeur : le Juif Lekah, dit Bernard Lecache. De mauvais plaisants assurent que Lecache proviendrait de Lek-Asch, qui veut dire : Lèche-Cul. Je m'occuperai plutôt de son caractère d'agitateur du ghetto, au premier plan de la propagande d'excitation pro-juive en France. Il a donné deux fois la mesure de son courage : d'abord en 1923, quand il s'est dérobé devant un officier français qui lui demandait des explications sur certaines de ses accusations dans l'infâme rubrique des marins et soldats de *l'Humanité* ; ensuite, dans l'affaire du suicide de Sonia Rosenzweig, où il avait porté contre un honnête commerçant français, M. Thiolas, des accusations fausses dans *Paris-Soir*, qui reconnut ses torts et répara le préjudice causé. En présence du Juif Lecache, notre confrère Alphan, parlant au Club du Faubourg, le somma vainement de répondre. Le provocateur de l'antisémitisme encaissa sans broncher ces deux jugements vigoureux : « Parler au Faubourg de l'Affaire Thiolas sans Lekah, dit Lecache, ce serait jouer à l'Ambigu un mélodrame sans le traître », et : « La couardise d'un tel provocateur le rend indigne du nom de journaliste. »

« Bernard Lecache est arrivé à Paris dans la valise du premier ambassadeur de l'U. R. S. S., M. Rakowski. Aussitôt, ce petit Juif de ghetto se mit en quête de gens susceptibles d'être subornés. Il trouva l'homme le plus représentatif du genre, à cette époque, en la personne d'Eugène Merle, qui fonda *Paris-Matinal*, au service des idées judéo-communistes. » En mai 1927, *D'Artagnan* publia cet entrefilet sous le titre : « Eugène Merle, Bernard le cache mal : d'où vient votre argent ? »

Le Juif Bernard Lecache est président de la Ligue internationale contre l'Antisémitisme (L. I. C. A.), et membre du Comité exécutif international du Rassemblement juif mondial contre le racisme, qui comprend, en outre, les Juifs : Georg Bernhard, Buenzi, Cenac-Thaly, Georges Zerapha, Woodson, C.-A. Tedesco,

Henri Levin, Irène Steinhaus, Lazare, Rachline Barrotte, Labin, Ronald Kidd, Fernandez-Cilmeiro, etc.

ECHOS (Les) :

Directeurs : les Juifs E. et R. Schreiber.

EPOQUE (L') :

Rédacteur : le Juif Hirsch, dit Hutin.

EPATANT (L') :

Editeurs : les Juifs Offenstadt.

ERE NOUVELLE (L').

Rédacteur : le Juif Albert Milhaud.

EST REPUBLICAIN (L'), voir le PETIT PARISIEN (même maison).

Le 27 septembre 1938, le secrétaire de la Rédaction, M. Paul Albert, a été révoqué pour avoir publié le texte exact du discours de M. Chamberlain ; le Conseil du Prud'homme de Nancy lui a donné raison.

EUROPE (L') :

Rédacteurs : les Juifs Abraham, Bloch, Cassou et Friedmann.

EVENEMENT (L')

Directeur : le Juif Géo Meyer.

EXCELSIOR (L') :

Fondateur Pierre Lafitte. Chef des informations : Gabriel Reuillard (marié à une juive) ; rédacteurs : les Juifs Victor Schiff, dit Charles Reber qui se signala par ses campagnes antifrançaises avant d'être expulsé d'Allemagne, Edmond Demeter dit Demâtre, Camille Loutre dit André Sully, etc., voir le « Petit Parisien » (même maison).

FAUBOURG (Le) :

Directeur : le Juif Léopold Hesse, dit Léo Poldès. C'est l'organe officiel du Club du Faubourg, qui est la tribune la plus libre de Paris. J'y ai fait deux conférences : le 21 avril et le 17 mai 1934, sur les encouragements de Mgr Félix Périé, chanoine capitulaire de Carthage, prélat de Sa Sainteté, grand commandeur de l'Ordre catholique de la Rédemption, qui a envoyé à Léo Poldès, le 8 février 1933, l'hommage suivant, publié, le 10 avril 1933, par le « Faubourg » :

*J'ai toujours abhorré toutes les tyrannies.  
Des chaînes et des jugs, je suis l'ennemi.*

*Nous répudions tous les Saint-Barthélemy  
Et, pour perdre un parti, je hais les calomnies.*

*L'intolérance est la pire des vilenies ;  
Les prisons de Venise, où plus d'un a gémi,  
M'ont glacé d'épouvante, et mon être a frémi...  
Heureusement, ces moeurs de nos temps sont bannies !*

*Fort bien ! Mais j'ai passé ma vie à voir ma Foi  
Traquée en mon pays par quelque injuste loi,  
Du moins, jusqu'à la guerre, où régna la concorde.*

*Aussi, moi, qui toujours fus pour les opprimés,  
J'aime les plaidoyers, par un peuple acclamés,  
Qu'en son Club du Faubourg, Léo Poldès accorde !*

... La muse de Monseigneur pourrait paraître d'un libéralisme imprévu.

FEMINA :

Directeur : le Juif Ochs ; rédacteur en chef le Juif Dreyfus.

FEMME NOUVELLE (La)

Directrice : la Juive Mme Louise Weiss.

FIGARO (Le) :

Directeur : le Juif Katz dit Cotnaréanu, ancien garçon de café à Jassy, en Roumanie, puis garçon de courses dans une parfumerie parisienne, où il connut Mme François Coty, femme du célèbre parfumeur, lequel dut divorcer et abandonner, en règlement du régime de la communauté, le « Figaro » à sa femme, future épouse du Juif Katz, dit Cotnaréanu ; rédacteurs : les Juifs René Lara, André Reichel, Vonoven, Herzog dit Maurois, et Gérard Bauer.

FILLETTE :

Editeurs : les Juifs Offenstadt.

FILM COMPLET (Le). Idem.

FLAMBEAUX (Les) :

Rédaction entièrement juive.

FRANÇAISE (La) :

Fondatrice : la Juive Mme Jeanne Misme ; directrice : la Juive Mme Brunshvicg.

FRANCE DE L'EST (La) :  
 Directeur : le Juif Charles Morice.

HISTOIRES EN IMAGES :  
 Editeurs : les Juifs Offenstadt.

HUMANITE (L') :  
 Fondée en 1904 par les Juifs Léon Picard (100.000 francs), Lévy-Bruhl (100.000 francs), le docteur Lévi-Brarn (25.000 francs), de Pressensé (30.000 francs), Jules Rouff (18.000 fr.), Louis-Louis Dreyfus (25.000 francs), Charles-Louis Dreyfus (25.000 francs), Salomon Reinach (10.000 francs), Herr (10.000 francs), Sachs (8.000 francs)...<sup>29</sup>

Il s'agissait de concurrencer et d'abattre la *Petite République*, également socialiste, qui avait osé s'élever contre le privilège juif des agents de change : ainsi l'*Humanité* est-elle née pour la défense de la haute spéculation des Juifs ! Comme couverture publique, il y avait encore les souscriptions fictives et réduites de Jean Jaurès (10.000 francs), Aristide Briand (5.000 fr.) et Rouanet (2.000 fr.).

Le directeur actuel, Marcel Cachin, est marié à une Juive. La rédaction comprend les Juifs Gabriel Péri, Nizan, Radi, Benda, Kalmanovitch. Gaymann, Bloch, Rappoport, Cohen, Coran, Lévy et Wallon, administrateur.

INFORMATION (L) :  
 Est l'organe de la banque juive Lazard ; mais sa rédaction est française non-juive.

INFORMATION FEMININE (L')  
 Directrice : la Juive Mme Kraemer-Bach.

INTRANSIGEANT (L') :  
 Président du Conseil d'administration : Pierre Lafitte ; membres : les Juifs Léon Meyer et Bloch ; gros actionnaire : le Juif Louis-Louis Dreyfus ; directeur : le Juif Latzarus, dit Gallus ; secrétaire général de la rédaction : le Juif Jacques Mayer ; rédacteurs : les Juifs Abraham, Bromberger, Meyer, Moyse, René Leymann, Mitzakis, Félix Léviton, Lang, Lewsen, André Laville, Simon, Max Jacobson et R.-E. Singer, correspondant à Vienne.

INTREPIDE (L') :  
 Editeurs : les Juifs Offenstadt.

JE SAIS TOUT, voir le PETIT PARISIEN (même maison).

<sup>29</sup> D'après *Les Petites Affiches* du 5 mai 1904.

**JOUR (Le) :**

Commanditaire principal : le Juif Schwob, dit d'Héricourt (directeur français national : Léon Bailby) ; chef des informations : le Juif Devries ; chef de la publicité : le Juif Hecker ; rédacteurs : les Juifs Idakowsky, Mayer, Martin, Marx, etc.

**JOURNAL DES DEBATS (Le)**

Journal national administré par M. Henri Bousquet, représentant la banque juive Gunsburg et Rothschild.

**JOURNEE INDUSTRIELLE (La)**

Directeur le Juif Cohen.

**LILI**

Editeurs : les Juifs Offenstadt.

LOISIRS (Nos), voir le PETIT PARISIEN (même maison).

**LUMIERE (LA) :**

Directeur : le Juif Georges Boris ; rédacteurs : les Juifs Weisskopf, dit Gombault, Kahn, Altman et Grumbach.

**MARIANNE :**

Rédacteurs : les Juifs Emmanuel Berl, Bloch, Blaumanis, Kalder, Zweig, Salomon et Pierre Lazareff.

MARIE-CLAIRE, voir PARIS-SOIR (même maison).

MIROIR DU MONDE (Le), voir le PETIT PARISIEN (même maison).

**MODE DU JOUR (La) :**

Editeurs les Juifs Offenstadt.

MON CINE : Idem.

**MULHAUSER TAGEBLATT (Alsace):**

Directeur : le Juif Alfred Wellach.

**NEUES TAGEBUCH :**

Directeur : le Juif Schwarzschild.

**ŒUVRE (L') :**

Commanditaires : M. Jean Hennessy (65 %) et le Juif Bauer ; rédacteurs : les Juifs Jacques Kayser, Bernard Lecache, Israël, Jacob, Sée, Enoch-Nocher dit l'Ouvrier.

Sous la direction de son fondateur, Gustave Téry, l'*Œuvre* hebdomadaire était, avant et pendant la guerre, antisémite. Elle publiait, en 1911, sous le titre *Comment nous débarrasser des Juifs* : « M. Jaurès et les socialistes abjurèrent l'antisémitisme d'un seul coup, lorsque la Banque Péreire, c'est-à-dire la maison Rothschild, acheta tout le troupeau comme à la foire et l'installa dans la rédaction de la *Lanterne* avec MM. Briard, Flachon, Viviani et Millerand (demi-Juif, Kahn, par sa mère). Contre espèces sonnantes, le parti socialiste se livra aux Juifs qu'il dénonçait la veille. » ,

OMNIA, voir le PETIT PARISIEN (même maison)

ORAN MATIN : Idem.

ORDRE (L') :

Actionnaires : Sarrus, directeur de la Comédie des Champs-Élysées ; Steli Popesco (Juif roumain) ; le comte Bertrand d'Aramon, marié à la Juive Suzanne Stern ; Emile Demay, etc... Administrateur : le Juif Ebstein ; rédacteurs : les Juifs Grunbaum-Géraud, dit Pertinax, Silberberg, dit Alfred Silbert, Pierre Loewel, etc...

OS A MOELLE (L')

Directeur : le Juif Pierre Dac.

PAIX ET DROIT :

Organe de l'Alliance Israélite Universelle.

PARISER HAINT :

Directeur : le Juif Finkelstein.

PARISER TAGEBLATT :

Fondateur : le Juif Georg Bernhard. Rédacteurs : les Juifs Kurt Caro, dit Manuel Humbert et les émigrés juifs allemands.

PARIS-MIDI, voir PARIS-SOIR (même maison).

PARIS-SOIR, principaux actionnaires : M. Prouvost, filateur, M. Béghin, sucrier, et pour une part, le Juif Louis-Louis Dreyfus, spéculateur sur les grains.

Rédacteurs : les Juifs Pierre Lazareff, Abraham, Gaston Bénac, Kempf, Lévy, Liévin, Jules Moch, Michel-Georges Michel, Michel Model, Weisskopf dit

Gombault, Wolff et le demi-Juif Raoul de Roussy de Sales, dit Jacques Fransalès, fils de la Juive américaine miss Rheims.

#### PAROLE (La Juste)

Directeur enjuivé Ferenzi. Rédaction en grande partie juive.

#### PARTIS (Organes des) :

Le parti « d'Union Prolétarienne » a pour chef le Juif Lévy, dit Paul Louis.

Le parti « d'Union Socialiste et Républicaine » a pour leader le Juif Hymans.

Le « Parti Radical et Radical-Socialiste » a pour secrétaire : le Juif Jammy-Schmidt. Délégués de la Fédération de la Seine : les Juifs René Kahn, André Cahen, Beer, Haas, Horowitz, Albert Hecker, Kayser, Kriskovsky, Emelik, Idzkovsky, Lévy, Lévine, Roger Dreyfus, Midlarsky, Morgenstern, Mostorov, Raym-Deutsch, Salomon, Scémania, Schlegel, Simonov, Albert Smolinsky, Marius Ullmann et Wahl.

Le comité directeur du groupe féminin du parti radical-socialiste est composé de trois Juives : Mmes Brunschvicg, Schreiber-Crémieux et Kraerner-Bach.

Le RASSEMBLEMENT POPULAIRE a pour président : le Juif hongrois Victor Basch, et, pour secrétaire : le Juif Emile Kahn.

Le parti « Radical Français » est présidé par M. Grisoni, de la Loge « Emile Zola », assisté des Juifs Pfeiffer et Jean Goldschild, dit Goldsky.

Le parti S. F. I. O : voir « Le Populaire. »

Le parti communiste : voir « L'Humanité ».

#### PAVES DE PARIS :

Directeur : le Juif Emmanuel Berl.

#### PELE-MELE :

Editeurs : les Juifs Offenstadt.

#### PETIT BLEU (Le) :

Propriétaire : le Juif Worms, de la « Maison de Blanc ». Directeur : le Juif Oulmann.

#### PETIT ILLUSTRE (Le) :

Editeurs : les Juifs Offensdadt.

#### PETIT JOURNAL (Le) :

Directeur : La Rocque, dont *la Vie* a été publiée par le Juif Grunwald, dit Henri Malherbe. Secrétaire particulier : le Juif Carvalho. Commanditaires : les Juifs Schwob, dit d'Héricourt (3.000 actions), Javal (1.500 actions) et Sternberg, dit de Armella (1.100 actions). Rédacteurs : les Juifs Silberberg, dit Silbert, Robbe-Cohen (mère née Cohen) Lange et Treich. Collaborateurs : Devaud, ma-



rié à une Juive (famille Gougenheim) et Barrachin apparenté aux Juifs Lazare-Weiller. Conseiller aux comptes : le Juif Wormser.

« Nos amis israélites sont assurés de notre affection fraternelle », a écrit La Rocque dans le « *Flambeau* », organe officiel de son Parti, le 13 février 1937. « Je fais appel à tous les Israélites et Dieu sait si nous en avons de très nombreux et de très chers dans nos rangs » (Discours de La Rocque à Lyon.)<sup>30</sup>

Le 3 avril 1937 *l'Univers Israélite* écrivait : « Le Colonel de La Rocque ne nourrit pas de mauvaises intentions à notre égard, mieux : j'affirme qu'il est le meilleur rempart contre l'antisémitisme. »

*La Flamme* journal algérien de La Rocque publie pour Noël 1938 ces vers libres :

Souviens-toi que tu as  
Des sacrifices à consentir,  
« Le Petit Journal » à lire...

On ne saurait mieux dire. Lire un pensum est plus qu'un devoir : c'est un sacrifice à consentir.

PETIT PARISIEN (Le) :

Propriétaire : la Juive Mme Dupuy, née Hélène Braun, dite Brown, dont la fille Gladys est mariée au prince de Polignac ; un de ses ascendants, le prince Alphonse de Polignac, épousa une fille du banquier juif Mirès vers 1860 ; rédacteur en chef : le Juif Elie Bois ; rédacteurs : les Juifs Emmanuel Jacob, Loewel, Meyer, Charles Morice, Pierre Paraf, André Salmon, Sée, Andrée Viollis et Jean Wurmser.

Le *Petit Parisien* n'est pourtant pas encore assez enjuivé aux yeux du Juif Lekah, dit Lecache. Dans *Le Droit de Vivre* du 15 octobre 1938 il adresse au grand quotidien de la rue d'Enghien les époustouflantes remontrances ci-après :

« A deux reprises, il a été pris en défaut, la première fois en annonçant que « trois Juifs polonais » (pourquoi pas Polonais tout court ?) avaient été arrêtés pour incitation de militaires à la désobéissance. La deuxième fois en publiant, sur le pogrom de Dijon, la version des pogromistes. Regrettons seulement que *Le Petit Parisien*, spontanément prévenu par nous de ces erreurs (involontaires sans aucun doute) n'ait pas cru devoir publier une mise au point. L'honneur de quatre hommes étant en cause, nous ne doutons pas que notre grand confrère rectifiera. »

Le Juif défenseur de l'honneur des défaitistes : il ne nous manquait plus que ça ! Si l'antijudaïsme n'existait pas, Lecache (qui ne veut pas se cacher) l'aurait à lui, seul provoqué !

<sup>30</sup> Cité par Marcel Bucard dans *L'Emprise Juive*. Edition Baudinière. 1938, page 47.

**PEUPLE (Le) :**

Directeur : le Juif Francis Million ; rédacteur en chef : le Juif Maurice Harmel.

**POPULAIRE (Le) :**

Directeur : le Juif Karfunkelstein, dit Léon Blum, (en allemand : fleur) fils d'un Juif établi à Paris ; rédacteurs : les Juifs Rosenfeld, Herrmann, Hirsch, Moch, Zyromski, Weil-Reynal, Cohen, Adria, Julius Deutsch, Imré Gyomaï, Schermann, Moati, Nicolitch, Liebermann, Madeleine Paz, Louis Lévy, Kanter Schiff, Schlessler, Hausser, Oppenheim, Modiano, Hertz, Angelo Tasca dit André Leroux, Hirschowitz Schwartzentruber, etc...

Entre parenthèses, les socialistes belges ne sont pas mieux lotis ; les rédacteurs également Juifs du *Peuple* de Bruxelles portent ces jolis noms : Elie Koubo, Koulèseger, Jeseas, Scotinos Lévy, Godstein, Estelle Godstein, Isabelle Blum, Pels, van Remoortel, (avocat marié à une Juive), Goldzicher, Epstein dit Vandervelde, Keiffer, Fischer et Schimpfe.

**PRESSE LIBRE (La), voir : PETIT PARISIEN (même maison).**

**REGARDS:**

Rédacteurs : les Juifs Nizan et Mossé.

**RENAISSANCE (La) : (Vozrojdénié)**

Directeur : le Juif Abram Gukasoff.

**REPUBLIQUE (La) :**

Collaborateurs : les Juifs Pierre Paraf, Jacques Kayser, Samy-Berracha et Pfeiffer.

**REVUE D'ECONOMIE POLITIQUE (La) :**

Rédacteur en chef : le Juif Edouard Payen.

**REVUE DE PARIS (La) :**

Est contrôlée par les Juifs Calmann-Lévy, alliés aux Rothschild.

**RUSSIE D'AUJOURD'HUI (La)**

Rédacteurs : les Juifs Bloch et Friedmann.

**SANS-DIEU (Les) :**

Directeurs : le Juif Galpérien, dit Levasseur.

**SAMEDI :**

Directeur : le Juif Ephraïm Artzieli ; Rédacteurs : les Juifs Chil Aronson, Ezriel Carlebach Bar-Kokhba, Meirovitch, Elie Soffer, Bielinsky, etc...

#### SCIENCES ET VOYAGES

Editeurs : les Juifs Offenstadt.

#### SEPT :

Confie au Juif Brunschvig l'étude des rapports franco-allemands, collaboration nécessaire et suffisante à la Juiverie.

#### SYNDICAT PROFESSIONNEL DES DIRECTEURS ET EDITEURS DE JOURNAUX ET PERIODIQUES (Le) :

Président-Fondateur : Aristide Quillet, membre de la Loge : « Les Amis du Peuple » ; président : Edouard Engel-Plantagenet, membre de la Loge « Locarno », vénérable d'honneur de la Loge « Goethe » ; vice-président : Emile Berlice, membre de la Loge : « l'Harmonie sociale » ; trésorier Marcel Binoist, ancien vénérable de la Loge « La Jérusalem écossaise. »

#### SYSTEME D :

Editeurs : les Juifs Offenstadt.

#### TEMPS (Le) :

Chef de la publicité : le Juif Robert Bollack ; Rédacteur économique : le Juif Max Hermant ; correspondant au Caire : le Juif Georges Meyer ; membres du conseil d'administration : M. Roume, représentant de Rothschild, et M. Brun, représentant des intérêts de la banque Adam. Collaborateur : le Juif Henry Michel.

TERRE (La), voir L'HUMANITE (même maison).

TERRE PROMISE (La), de Strasbourg

Rédaction entièrement juive.

TERRE RETROUVEE (La) :

Rédaction entièrement juive.

TUNIS SOCIALISTE :

Rédacteur en chef : le Juif Cohen Hadria.

UNIVERS ISRAELITE

Rédaction juive.

VENDEMIARE :

Rédacteurs : les Juifs Emmanuel Berl, Robert Aron, Georges Pioch, etc...

VENDREDI:

Rédacteurs : les Juifs Abraham, Benda, Bloch, Lévy, Jean Cassou, Paz, Soria, Kayser, Viollis Wurmser et Ullmann.

VOIE NOUVELLE (La)

Rédaction entièrement juive.

VOLONTAIRES (Les) :

Rédacteurs : les Juifs Mossé, Pierre Scize, Julien Benda, Jean Cassou, Bert, Brecht, etc.

Cette liste est incomplète par suite des modifications incessantes dans les rédactions des journaux : avec l'aide bienveillante de mes lecteurs, je la mettrai à jour dans les prochaines éditions.

Si l'armée juive de la plume, est plus considérable que celle de l'épée, il serait injuste de ne pas accorder une mention au corps des Toubibs.

Je citerai, par exemple, d'après *La France Militaire*, la décision du 8 septembre 1938, qui nomme les médecins auxiliaires ci-après désignés, au grade d'aspirant de réserve maintenus dans leur affectation actuelle : « les médecins auxiliaires : Feinstein, Gottschalk, Heller, Jacob, Markovits, Oster, Schefler, Siriga, Szylovicz, Tuchmann, Wahl, Zajtmann, Bercu, 22<sup>e</sup> section d'infirmiers militaires.

« Denes Moscovici, 6<sup>e</sup> section d'infirmiers militaires, Rabitz, 9<sup>e</sup> sect. inf. mil., Burstyn, 13<sup>e</sup> sect. inf. mil. ; Salomon, 15<sup>e</sup> sect. inf. mil. ; Fraiberg, Gelter, 17<sup>e</sup> sect. inf. mil. ; Berl, Grünwald, Hitizg, Neumann, 23<sup>e</sup> sect. inf. mil. ; Luteraan, 25<sup>e</sup> sect. inf. mil. »

Réservistes, mes camarades, vous voilà prévenus. Soyez sans inquiétude pour vos futures blessures : ce sont des Juifs mobilisés qui vous soigneront. A vous la baïonnette, à eux le bistouri !...

## CHAPITRE VIII

## LES JUIFS ET LA GUERRE

Voici un exemple du cynisme des Juifs qui croient à leur domination définitive :

Le Juif Elie Marcus Ravage se confesse dans *Century Magazine* de janvier 1928, à New-York : « Nous (les Juifs) sommes des intrus ; nous sommes des destructeurs : nous nous sommes emparés de vos biens propres, de vos idéaux, de votre destinée. Nous les avons foulés aux pieds. C'est nous qui avons été la cause première de la dernière guerre et non seulement de la dernière, mais de presque toutes vos guerres. Nous n'avons pas seulement été les auteurs de la révolution russe, mais les instigateurs de toutes les grandes révolutions de votre histoire ».

Après avoir enregistré cet aveu terrible, remontons aux origines de la guerre pour les confronter avec cet aveu.

Rappelez-vous 1914. Depuis deux ans, l'Orient vivait sous la menace de la tension austro-hongroise. Depuis un an, le danger d'une guerre entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie poussait celle-ci à rechercher l'appui bulgare contre l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche, à laquelle s'opposait la Hongrie qui ne voulait pas créer un Reichsland.

Sazonov, ministre des Affaires étrangères de Russie, avait dit qu'on percerait bientôt l'abcès austro-hongrois. La méthode d'attaque avait même été envisagée : « Rejeter toute responsabilité, et la faire retomber sur l'Europe inconsciente et sur l'Autriche consciente. »

Les minorités - les Roumains principalement - se plaignaient amèrement des mesures d'ordre assez rudes appliquées par des autorités hongroises trop zélées.

En juillet 1913, une concentration de troupes roumaines sur la frontière hongroise amena une ferme protestation de la part de l'Autriche-Hongrie. Cependant Delcassé, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, écrivait au Quai d'Orsay : que « les yeux du peuple roumain étaient fixés sur la Transylvanie. »

L'archiduc héritier François-Ferdinand le savait. Son rêve était de les réunir dans le cadre de son futur empire. Le comte Czernin, ministre d'Autriche-Hongrie à Bucarest, servit-il ses desseins ? En tout cas, le comte Tisza le tint en échec. La Ligue culturelle de Bucarest provoquait-elle des incidents ? Le comte Tisza aplanissait les difficultés.

Et nous voici en février 1914. L'activité diplomatique est fébrile. Patchitch, président du conseil serbe et son collègue grec Venizelos confèrent avec le tsar

de Russie, puis avec Bratiano, chef du gouvernement roumain et avec Hartwig, à Belgrade.

Une triple alliance balkanique est projetée. L'accord se fait à Saint-Pétersbourg. Et, le 16 juin, Sazonov, Bratiano, le baron Schilling, chef de section au ministère des Affaires étrangères russe, et Diamandy, ministre de Roumanie en Russie font ensemble une excursion en automobile sur le territoire transylvain hongrois. On s'en émeut à Budapest, à Vienne et à Berlin.

Le lendemain Dimitrievitch, colonel d'état-major à Belgrade, reçoit un rapport militaire russe l'informant que l'archiduc héritier Francois-Ferdinand, en route pour les manœuvres bosniaques, se propose d'attaquer la Serbie.

L'archiduc pensait ainsi fortifier l'Autriche et affaiblir la Hongrie, grâce au contrepoids des minorités. C'était s'attirer dans les deux camps des ennemis implacables : les plus redoutables, également familiers à Budapest et à Belgrade (comme, d'ailleurs, à Paris et à Saint-Pétersbourg) appartenaient à la FrancMaçonnerie agissante, à la *Maffia*. Et ce n'est pas sans étonnement que l'historien doit verser à ce débat dramatique le numéro du 15 septembre 1912 - vous avez bien lu : 1912 - de la *Revue Internationale des Sociétés secrètes*, qui publiait les lignes suivantes : « Peut-être la lumière se fera-t-elle un jour sur cette parole d'un Haut Maçon suisse, au sujet de l'héritier du trône d'Autriche : « IL EST BIEN ; C'EST DOMMAGE QU'IL SOIT CONDAMNE : IL MOURRA SUR LES MARCHES DU TRONE. » (Pages 787-788.)

Vingt mois plus tard, le 28 juin 1914, à Sarajevo, l'archiduc et sa femme tombaient sous les balles de Princip et de ses complices également francs-maçons.

Vingt cinq accusés comparurent le 12 octobre 1914 devant le conseil de guerre de cette ville « turque » aux innombrables mosquées pittoresques et à la population la plus fidèle que j'aie vue aux antiques traditions islamiques.

Sarajevo, aujourd'hui yougoslave, m'a laissé un souvenir ineffaçable, non seulement à cause du drame historique qui l'ensanglanta, mais aussi pour l'amitié vraie qu'elle recèle au plus profond de son mystère oriental. Noterai-je, en passant, ce curieux détail : les dames les plus élégantes, dans leurs toilettes très parisiennes, n'oublient jamais de voiler leur visage pour toujours caché aux regards du monde...

Dans cette ville affairée, on s'imagine à grand'peine un drame aussi solennel, organisé, acharné que celui qui avait entraîné une bande de huit individus, dont quatre meurtriers : Princip, Tchabrinovitch, Grabez et Illic.

Dans *La Liberté du Sud Ouest* du 5 décembre 1932, M. Albert Mousset, qui a publié le compte rendu sténographique du procès sous le titre : « *L'Attentat de Sarajevo* », écrit :

« Devant les juges, les accusés paraissent déconcertés par les conséquences de leur acte. Tchabrinovitch se montre tantôt rétif, tantôt repentant. Princip ne se départit par contre à aucun moment de la froide résolution qui l'a conduit au

meurtre. Ce sont des natures anarchistes, aigries par la maladie et les difficultés prématurées de l'existence, travaillées par des lectures mal assimilées. »

Je crois utile de le remarquer, parce que c'est un fait constant dans les affaires criminelles judéo-maçonniques : les assassins sont des adolescents, comme, près de nous, les assassins juifs David Frankfurter et Herschel Grynzspan, « les inculpés sont pour la plupart de tout jeunes gens, presque des enfants. L'attentat de Sarajevo est « un crime de collégiens » : Princip et Tchabrinovitch ont dix-neuf ans ; Popovitch, Djoukitch et Zagorats, dix-huit ans ; Marko Périne, dix-sept ans ; Kalember, seize ans » note M. Alhert Mousset, aujourd'hui directeur de l'Agence *Information* et de la revue bien connue *Affaires Etrangères*.

Dans son livre *Im Weltkrieg*, le comte Czernin raconte : « Il (l'Archiduc) savait clairement que le risque d'un attentat contre lui était toujours imminent. Un an avant la guerre, il m'annonça que les francs-maçons avaient résolu sa mort. Il me nomma aussi la ville où cette décision avait été prise. »

Mais revenons à l'interrogatoire sténographié de Tchabrinovitch :

Maître Premuzitch. - Est-ce que Voja Tankositch est franc-maçon ?

Tchabrinovitch. - Pourquoi posez-vous des questions sur les francs-maçons ?  
Oui, Il l'a été.

Le président. - Comment le savez-vous ?

Tchabrinovitch. - Je le sais positivement d'après ce que Ciga (novitch) a raconté ; lui aussi était franc-maçon.

Le président. - Est-ce que le fait qu'ils étaient francs-maçons et que éventuellement vous l'avez été aussi a joué un rôle dans votre décision de tuer l'héritier du trône ?

Tchabrinovitch. - Oui, ce fait a aussi son influence.

Le président. - Je vous demande si le fait qu'ils sont francs-maçons a une connexion avec l'attentat ?

Tchabrinovitch. - En tant que nous sommes partisans des idées maçonniques.

Le président. - La franc-maçonnerie préconise-t-elle l'accomplissement d'attentats contre les détenteurs du pouvoir ? Du moins savez-vous quelque chose à ce sujet ?

Tchabrinovitch. - Elle le préconise. Ciganovitch m'a dit lui-même que feu Ferdinand avait été condamné à mort par les francs-maçons.

A la même audience, Gavriilo Princip déclare :

« Ciganovitch a dit un jour au café Moruna, lorsqu'on parlait de l'attentat, que les francs-maçons avaient en telle ou telle année condamné François-Ferdinand à mort.

« Tchiganovitch a dit lui-même qu'il était franc-maçon, et je m'étonne que Tchabrinovitch n'en sache rien. Je n'ai pas prêté attention à cela. Il a ajouté incidemment qu'il parlerait avec un homme dont nous pourrions recevoir des moyens ».

A l'audience du 19 octobre, Tchabrinovitch répond à une question du président : « Lorsque j'ai dit à Tchiganovitch, dans la conversation, qu'il faudrait exécuter l'attentat et que j'avais besoin de moyens, il m'a répondu que certaines personnes en donneraient et qu'il leur parlerait. Plus tard, il m'a fait connaître qu'il avait parlé avec Tankositch et avec cet autre qui est également franc-maçon et pour ainsi dire un de leurs chefs (Tchaziminovitch). Immédiatement après l'entretien, ce dernier serait parti pour l'étranger et aurait fait le tour de tout le continent. Il serait allé à Budapest, en France et en Russie... Toutes les fois que je demandais à Tchiganovitch où en était l'affaire, il répondait : « Quand l'autre reviendra ». A cette époque, Tchiganovitch me raconta aussi que les francs-maçons avaient condamné à mort l'héritier du trône depuis déjà deux ans, mais qu'ils n'avaient pas trouvé de gens pour exécuter leur jugement. »

« ... Lorsqu'il m'a remis le browning et les munitions, il m'a dit : « Cet homme est revenu hier soir de Budapest ». Je savais que son voyage était en rapport avec l'affaire, qu'il était allé à l'étranger et qu'il y avait tenu des conférences avec certains milieux. »

Illitch et deux autres accusés furent condamnés à mort et pendus, le 2 février 1915. Le principal accusé, Gavrilo Princip, sauva naturellement sa tête et fut condamné avec Grabez et Tchabrinovitch à vingt ans de réclusion. Ils moururent en 1918 à la forteresse de Terezin, en Tchécoslovaquie.<sup>31</sup>

L'attentat de Sarajevo donne au comte Bertchold l'occasion de régler un compte avec la Serbie. Le 1<sup>e</sup> juillet, le comte Tisza essaie de l'en dissuader. Il considère cette idée comme une faute désastreuse. Il n'en partagera jamais la responsabilité.

Son point de vue, il l'expose longuement au Conseil des ministres du 7 juillet. Il repousse dès l'abord le projet d'un ultimatum à la Serbie. Des sommations pourraient être efficaces, des « sommations dures, mais non inacceptables ». En sa qualité de président du Conseil hongrois, le comte Tisza « ne pourrait jamais admettre que la monarchie annexât une partie de la Serbie ». Selon lui « ce n'était pas à l'Allemagne de juger si le moment était venu de commencer ou non la guerre contre la Serbie. » ... « On devrait à tout prix éviter la guerre. »

Le lendemain de cette déclaration, le comte Tisza écrit au roi qu'il ne peut consentir à la guerre contre la Serbie. Cette lettre, on doit la lire avec attention, car elle résume toute la question et elle en examine toutes les solutions possibles. Mais il en est une, que le comte Tisza rejette avec une émouvante énergie : « malgré son dévouement pour le service de Sa Majesté ou, pour mieux dire, en raison précisément de ce dévouement » et cette solution dont il ne peut partager la responsabilité, c'est la solution de la guerre.

---

<sup>31</sup> D'après *l'Encyclopédie Nationale* de Saint-Stanojevié, professeur à l'Université de Belgrade, édition Bibliografski zavod à Zagreb, 1928, tome III, page 690, article de Mimir Milinovié, rédacteur en chef de la *Politika*.



Il écrit : « Si, après avoir étudié la situation politique, je pense au bouleversement économique et financier, aux douleurs et aux sacrifices qu'amènera infailliblement la guerre, je ne puis supporter, après la réflexion la plus péniblement consciencieuse, l'idée d'avoir ma part de responsabilité dans l'attaque militaire proposée contre la Serbie.

« J'ai l'honneur de déclarer avec le plus grand respect que, pour moi, malgré mon dévouement à Votre Majesté, ou plus exactement à cause de ce dévouement même, il me serait impossible d'accepter la solution d'une guerre à tout prix. »

Le premier ministre austro-hongrois annonce au Conseil du 7 juillet que « les conversations de Potsdam ont abouti à un résultat très satisfaisant, vu que l'empereur Guillaume II et Bethmann-Hollweg ont assuré énergiquement l'Autriche de l'appui sans réserve de l'Allemagne en cas de complications avec la Serbie ». D'après le procès-verbal officiel de ce Conseil, « tous les membres présents, SAUF LE COMTE TISZA, furent d'avis qu'un succès diplomatique, même s'il aboutissait à une humiliation éclatante de la Serbie, serait sans valeur... » Seul le comte Tisza émet l'avis de ménager l'opinion européenne et de procéder « gentlemanlike », même avec la Serbie.

Le *Temps* écrit : « Dans un télégramme en date du 10 juillet, le baron Tschirschky, ambassadeur d'Allemagne à Vienne, fait connaître que le comte Berchthold se plaint de « l'attitude hésitante » du comte Tisza. »<sup>32</sup> Voici maintenant un témoignage irrécusable : celui du comte d'Apchier Le Mangin, ministre plénipotentiaire de France à Budapest en 1914. Ce diplomate s'est efforcé de démontrer, dans la *Revue de la Semaine*,<sup>33</sup> la culpabilité du président hongrois ; mais cette thèse se trouve anéantie par les propres souvenirs de son auteur : « Nous ne désirons pas la conquête de la Serbie (avait dit le comte Tisza après le meurtre de Sarajevo). Il faut que les puissances en soient bien persuadées, nous voulons seulement lui donner une bonne leçon, tout en lui laissant son indépendance comme Etat souverain. Mais afin qu'elle s'en souvienne et se tienne désormais tranquille, nous entrerons dans Belgrade et lui ferons payer une forte indemnité. Nous n'y resterons pas. Nous ne voulons pas la guerre. » N'allait-il pas jusqu'à dire, la veille de la rupture entre nos deux pays, à mon secrétaire, M. Nicolet : « Le comte d'Apchier croit que c'est moi qui ai poussé à la guerre. Cela n'est pas. J'ai, au contraire, tout fait pour l'empêcher, et j'en suis la première et la plus douloureuse victime. »

Le 19 juillet, le comte Tisza combat encore au Conseil des ministres toute annexion d'un morceau de la Serbie. Il « persiste inébranlablement » à demander qu'une décision soit prise seulement à l'unanimité.

On sent ici que le chef hongrois est allé jusqu'au bout de sa résistance. C'est la lutte d'un homme seul. Sa prudence, sa modération, son esprit pacifique, son admirable ténacité se heurtent aux passions déchaînées. Chaque jour le confirme

<sup>32</sup> 29-11-1928. Voir la partie documentaire.

<sup>33</sup> 24-12-1920.

dans l'opinion que la double Monarchie doit en venir à des résolutions énergiques pour prouver sa vitalité et mettre fin à l'état d'anarchie dans le Midi.<sup>34</sup> La nécessité de la guerre lui apparaît alors que, retranché sur sa dernière position politique, il ne peut plus reculer, à un moment où les responsabilités pèsent déjà sur des épaules souveraines, l'intervention de la Russie ne laissant pas localiser le conflit.

Pourtant la solution que le président du Conseil hongrois préconisa et soutint avec persévérance et - il faut bien l'écrire - avec courage, jusqu'auprès de l'Empereur, malgré l'avis opposé de Vienne, ce n'était pas une guerre d'agression, ni une guerre de conquête : voilà le premier fait incontestable, c'était une démarche diplomatique.

Au bout de cette démarche, il pouvait y avoir la guerre : c'est l'aboutissement possible d'un ultimatum. La Serbie, ayant consulté la France, répond (par la plume de Philippe Berthelot) d'une manière aussi satisfaisante qu'inattendue. Vienne, décontenancée, passe outre. « *Es geht uni alles.* » La guerre est déclarée, le 31 juillet 1914.

Le comte Tisza n'a pas démissionné.

Sa démission aurait-elle changé le cours des événements ? Mais l'ouragan était déchaîné sur le monde ! Un ministre, en Hongrie, ne pesait plus bien lourd, alors que les tsars, les empereurs, les rois et les chefs d'Etat jetaient dans le brasier européen leurs soldats par dizaines de millions...

En démissionnant, il aurait déserté la cause de sa patrie. Il a préféré se conduire en grand capitaine, qui n'abandonne pas la direction de son navire engagé dans la tempête. Il est resté, pour encourir le jugement de la postérité, qui l'accable pour ce fait fragile qu'il n'a pas démissionné.

Pendant la guerre, le 7 décembre 1915, le comte Tisza déclarait : « S'il existe une puissance au monde dont la politique extérieure doit être logiquement défensive, conservatrice, c'est bien la monarchie hongroise, et ceux qui sont au courant de la situation trouvent ridicule d'imputer à la monarchie des intentions d'agrandissement, conquérantes et agressives. »

Plus tard, en 1917, il se rendit à Berlin, pour adjurer l'état-major allemand de renoncer à la guerre sous-marine.

L'Histoire impartiale rendra justice à la mémoire de cet homme d'Etat. Elle portera sans doute ce jugement que, pour ne pas céder à la tentation d'une démission facile, le libérant des charges du pouvoir, mais abandonnant son peuple aux aventures périlleuses des plus excités, il a fallu au comte Etienne Tisza un véritable héroïsme.

Cet héroïsme a reçu la palme du martyr. Le 31 octobre 1918, l'assassinat du comte Tisza empourprait l'auréole d'un héros.

---

<sup>34</sup> Kautsky. *Deutsche Dokumente*. Dépêche du 14 juillet 1914 de Tschirschky, ambassadeur d'Allemagne à Vienne.

Ce meurtre a été décidé en séance secrète par deux journalistes juifs, Keri et Fenyes, auxquels s'était joint un officier déserteur, le capitaine Czerniak ; ils chargèrent un autre Juif, Joseph Pogany, d'exécuter le comte Tisza, qui avait combattu l'idée de la guerre. La Juiverie s'était vengée.

Le 16 janvier 1919, le grand journal juif *Jewish World* écrivait : « La juiverie internationale a forcé l'Europe à faire cette guerre non seulement pour amasser de grosses sommes d'argent, mais pour pouvoir entreprendre, avec cet argent, une nouvelle guerre mondiale juive. »

Cette déclaration est extraordinairement grave. Mais jetons un coup d'oeil dans les coulisses de la dernière guerre ; nous avons déjà vu les Juifs à la tête de l'appareil de guerre français, à la fin du chapitre sur les Juifs aux armées ; nous allons voir une maîtrise juive plus grandiose sur la grande guerre ; j'aurais pu, dans un plus gros volume, exhumer l'affaire du nickel et des tractations commerciales avec l'ennemi de M. le baron de Rothschild, mais je trouve encore plus instructif pour mes lecteurs, même les plus exigeants, de reproduire l'histoire inouïe de la famille juive Warburg, de la banque Warburg et C<sup>o</sup>, à Hambourg.

Ils étaient trois frères : Paul, Max et Félix. Par son mariage, en 1895, avec la fille du banquier juif américain Loeb, l'aîné Varburg devint l'associé de la banque juive Kuhn, Loeb et C<sup>o</sup>, de New-York. Naturalisé américain en 1902, il présenta au gouvernement des Etats-Unis, en 1911, un plan de centralisation du mouvement fiduciaire américain, assurant la surveillance et le contrôle des banques. Cette organisation permettrait le financement immédiat d'une guerre, et les emprunts qu'elle provoquerait ne détermineraient aucun ébranlement sur le marché.

A cet effet, une loi créa une banque centrale : la *Federal Reserves Board*, dont le directeur était Paul Warburg. En prenant possession de son siège, en 1912, ce Judéo-Germano-Américain déclara : « J'ai créé cette banque pour le cas de guerre. »

Celle-ci éclata, on sait comment, en 1914. Paul Warburg fut appelé au Conseil de la Défense nationale : il dut retirer ses participations des banques Kuhn, Loeb et C<sup>o</sup>, et Warburg et C<sup>o</sup>, pour devenir le dictateur de toutes les banques et de tous les établissements financiers d'Amérique. A côté du Juif Bernard Baruch, il détenait la plus grande puissance du nouveau monde.

Le directeur de la Banque d'Angleterre, Josia Stamp, disait : « Jamais, dans l'histoire du monde, autant de puissance n'a appartenu à un aussi petit groupe d'hommes que celui de la Federal Reserves Board. »

Pendant que Paul Warburg finançait les Alliés, son frère, en relation étroite avec le Kaiser Guillaume II, finançait l'Allemagne ; la banque Warburg, de Hambourg, jouait le même rôle que la Federal Reserves Board en Amérique du Nord.

La guerre finie, les crédits étant épuisés, l'armée allemande affaiblie, réduite et vaincue, l'Allemagne et les Etats-Unis envoyèrent à Paris leurs experts finan-

ciers : ils s'appelaient pour Berlin : Max Warburg, et pour Washington : Paul Warburg : les deux frères juifs de Hambourg !...

Dans son chef-d'œuvre, *Le Juif international*, le grand fabricant d'automobiles Henry Ford écrit : « Max Warburg représentait la famille dans son pays natal. Il avait autant affaire avec le gouvernement de guerre allemand que son frère avec le gouvernement de guerre américain. Comme la presse du monde entier nous en a informés, le frère d'Amérique et le frère d'Allemagne se rencontrèrent, en 1919, à Paris, comme représentants des gouvernements et négociateurs de la paix. » (Page 324.)

Ils avaient financé la guerre l'un contre l'autre, à leur commun profit ils allaient faire ensemble la paix.

N'oublions pas le troisième frère, Félix son rôle n'est pas le moins considérable. Il était naturellement l'agent de liaison entre les deux établissements bancaires de Hambourg et de New-York, et il circulait librement avec un passeport diplomatique double entre les Etats-Unis et l'Allemagne ; il additionnait les bénéfices de Washington et de Berlin ; et il les utilisa pour financer une entreprise peut-être plus profitable encore pour les Warburg que la guerre : la révolution russe !

Le Juif Jacob Schiff, un des plus grands banquiers de New-York, pouvait dire à la Bourse : « La guerre peut finir comme elle voudra, nous, les Juifs du monde entier, nous l'avons gagnée. »

Schulz, dans sa brochure *Kaiser und Jude* (Empereur et Juif), assure qu'au printemps de 1917, Jacob Schiff était certain du triomphe de la révolution bolcheviste. (Page 39.) Il finançait largement le Juif Trotzky, en 1917 et en 1918. La banque Warburg l'imitait en plus grand.

Le *Sturmer* (numéro spécial de 1938) a reproduit ce télégramme : « Stockholm, 21 décembre 1937. - A monsieur Raphaël Scholan. - Cher camarade, la maison de banque Warburg a ouvert, à la suite d'un télégramme du secrétaire du syndicat rheino-westphalien, un compte pour l'entreprise du camarade Trotzky ; un intermédiaire, probablement Kestroff, auquel sont à remettre les sommes exigées par le camarade Trotzky, a reçu des munitions et en a organisé le transport en même temps que celui de l'argent. Salutations fraternelles. - FURSTENBERG. »

La banque Kuhn, Loeb, Warburg et C<sup>o</sup>, devenue la banque des Soviets, fut chargée par eux de vendre les bijoux volés ; elle reçut également en dépôt les roubles trouvés chez les tsaristes, si l'on en croit cette information parue à Londres, en 1919 : « On apprend aujourd'hui que de nouveaux envois d'argent, d'un montant de 2.800.000 dollars, sont partis à l'adresse de Kuhn, Loeb et C<sup>o</sup>, ce qui représente, avec les envois précédents, 129 millions de dollars. Dans les milieux bancaires bien informés, on croit que cet argent vient de Russie, et non pas d'Allemagne, comme on l'avait supposé. »

Ainsi l'essentiel des richesses russes, qui gageaient les 100 milliards de francs actuels prêtés par les petits épargnants français, a été volé au profit des Juifs de New-York et de Hambourg.

Tous les porteurs de fonds russes, innombrables en France, savent désormais où est parti leur argent.

Ayant vu à l'œuvre les Juifs de France, d'Amérique et d'Allemagne, regardons ceux d'Italie : leur chef, celui qui étend son pouvoir occulte sur 493 loges maçonniques, le maire de Rome, le Juif Ernesto Nathan, est l'entraîneur du peuple italien dans la guerre. Il est secondé par le Juif Luigi Luzatti, secrétaire du Trésor, et par le baron juif Sonnino, ministre des Affaires étrangères.

En Russie, le père de la Constitution de 1905, le baron Serge Witte, était marié à une Juive. Il était président du Conseil des ministres. Pendant la guerre, l'influence d'un aventurier paysan, Raspoutine, devint prépondérante à la Cour de Russie : il avait pour secrétaire le Juif Aron Simonovitch, et pour banquier le Juif Dimitri Rubinstein, banquier du tsar et conseiller intime de la tsarine. Raspoutine était également entouré du banquier juif le baron Gunsbourg et de l'escroc juif Manassevitch Manouilow. Il usa de son influence sur le faible tsar pour faire nommer à la présidence du Conseil et, quelques mois plus tard, au ministère des Affaires étrangères le Juif Boris Sturmer, qui prit pour chef de cabinet le Juif Manassevitch Manioulow. Or l'ami de Raspoutine, le baron juif Gunsbourg avait épousé une fille du banquier juif Warburg de Hambourg...

Comprenez-vous maintenant le processus de la trahison du gouvernement du tsar de toutes les Russies, jouet innocent de la juiverie mondiale ? Vous en avez la clef : voici le mécanisme. Le généralissime des armées russes, Nicolaï Nicolaïewitch, était le premier à abattre. Son sort fut décidé dans l'appartement de Raspoutine par les Juifs russes. Raspoutine, plus que jamais flatteur, résolut le tsar à prendre lui-même le commandement suprême de l'armée, à la place du généralissime révoqué. Pour ce haut fait, Raspoutine reçut de son secrétaire juif, Aron Simonovitch, cent mille roubles. Mais la trahison de la sinistre bande à Sturmer fut dénoncée par les patriotes russes ; le banquier juif Rubinstein, le secrétaire de Sturmer, Manassevitch, et d'autres Juifs furent arrêtés pour haute trahison, vol et escroquerie. Alors, on vit Raspoutine obtenir du tsar leur libération et la tsarine, que sa tragique destinée empêche encore de juger sereinement et librement, écrivit au Juif Simonovitch, secrétaire du moine diabolique : « Je vous félicite ! Notre banquier est libéré ! Alexandra. » La sainte Russie était vendue à la Juiverie : elle allait sombrer par elle.

Sur ses ruines, les Juifs élevèrent la République des Soviets, avec l'espoir qu'elle soulèverait la révolution mondiale, pour asseoir enfin et partout l'emprise d'Israël...

Hélas ! sept fois hélas ! le rêve démesuré des Juifs s'évanouit devant la résistance imprévue des peuples. Lorsqu'il semblait être sur le point de se réaliser « sur le maillon le plus faible de la chaîne des nations », lorsque l'Allemagne, sous la social-démocratie juive et maçonnique, s'enlisait dans l'anarchie propice à la

Révolution judéo-communiste, le caractère destructeur des Juifs trouva dressé contre lui le caractère constructeur d'Adolf Hitler. C'est de leur lutte inégale qu'allait dépendre le sort d'Israël.

La marche triomphale de Hitler au pouvoir, son succès éblouissant au gouvernement, ses victoires inattendues en politique étrangère constituèrent autant de défaites pour les Juifs. Mais ceux-ci, depuis deux mille ans, ne se sont jamais avoués vaincus :

Notre peuple, ignorant le temps, le siècle et l'heure,  
Parmi les nations qui passent, seul demeure !

La Juiverie rassemblée comme aux grands jours a donc déclaré la guerre à Hitler. Elle a déclaré cette guerre publiquement, dans les formes de la publicité la plus grande ; et elle a confié, le 24 mars 1933, au journal anglais le plus répandu, le *Daily Express*, la déclaration de guerre que voici :

« Le peuple israélite du monde entier déclare à l'Allemagne la guerre économique et financière.

« L'apparition du symbole de la croix gammée de la nouvelle Allemagne a réveillé à une nouvelle vie le vieux symbole de bataille de Juda : le lion de Juda.

« Quatorze millions de Juifs se sont réunis comme un seul homme pour déclarer la guerre à l'Allemagne.

« Le gros négociant juif abandonnera sa maison, le banquier la Bourse, le marchand son magasin et le mendiant sa hutte misérable pour se dresser ensemble et pour combattre dans une GUERRE SAINTE contre les gens de Hitler. »

Tout commentaire affaiblirait l'immense portée de ce document essentiel de la guerre juive ; il n'est pas l'œuvre isolée d'un Juif aigri, mais de la Juiverie tout entière ; il n'a pas paru dans une feuille confidentielle sans responsabilité, mais dans le plus important journal quotidien judéo-britannique du monde ; et à ceux qui voudraient nier l'existence de la guerre juive, il apporte cette preuve capitale, si rare et si précieuse : la propre déclaration de guerre des Juifs.

Elle a trouvé naturellement un écho unanime au sein de *l'Alliance israélite universelle*. Le délégué de la section française, qui se fait appeler Loubet, a écrit à l'ancien ministre autrichien Czermak, auteur d'un livre paru en 1933 sous le titre : *Ordnung in der Judenfrage* (de l'ordre dans la question juive) : « La patience de tous les Juifs du monde est à bout... Ne vous faites aucune illusion, bientôt nous en aurons fini avec l'Allemagne, ce peuple infâme, idiot, bestial et vulgaire. Ce peuple germano-aryen doit disparaître de la scène du monde. »

Ne sois pas étonné, petit soldat français, si on te conduit à une prochaine « der des der » : ce sera pour le « Lion de Juda » que tu remonteras au « casse-pipe ».

Après le *Daily Express*, en Angleterre, voici le principal magazine juif des Etats-Unis, *l'American Hebrew*, qui publiait, le 3 juin 1938, l'article suivant, sous le titre : « *Est-ce que le chant « Eili, Eili » triomphera sur le « Horst Wessel ? »* »

« Hitler chevauche une vague, il va y sombrer. Il a oublié, dans l'exemple des Pharaons, le sort de ceux qui persécutent le Peuple élu. Ce peuple se lève toujours pour mordre au talon ceux qui veulent marcher sur lui.

« Les forces de la réaction sont mobilisées. Une combinaison de l'Angleterre, de la France et de la Russie arrêtera tôt ou tard la marche triomphante du Führer que le succès affole. Soit par accident, ou par décision, un Juif est monté à un poste d'importance prédominante dans chacune de ces trois nations, dans les mains de ces non-aryens réside le sort de millions de vies humaines.

« Blum n'est plus premier ministre de la France, mais le président Lebrun n'est qu'un homme de paille, et Daladier n'a pris les rênes que pour un moment. Léon Blum est le Juif prédominant, celui qui compte. Il peut encore être le Moïse qui, au bon moment, conduira la nation française.

« Le grand Juif qui siège à la droite de Staline, ce soldat de plomb du communisme, Litvinoff, a grandi en stature au point de dépasser n'importe quel camarade de l'Internationale, à la seule exception du chef au teint jaune du Kremlin.

« Fin, cultivé, l'habile Litvinoff a imaginé et réalisé le pacte franco-russe. C'est lui qui a convaincu le président Roosevelt. Il a réalisé le summum dans le jeu diplomatique en gardant la conservatrice Angleterre, conduite par les Etonians en chapeau de soie, dans les termes les plus amicaux avec la Russie rouge.

« Et Hore-Belisha ! Suave, versatile, rusé, ambitieux et compétent, flamboyant, autoritaire, son étoile s'élève toujours. Il suivra le chemin de Disraëli jusqu'à la résidence du n° 10 Downing Street, où se décide le destin de tous les sujets du roi. La montée de Hore Belisha a été sensationnelle. Il est passé maître dans le sage emploi de la propagande, ayant pris son expérience auprès de lord Beaverbrook. Il a manoeuvré pour tenir son nom toujours en éminence. Ce jeune homme agressif a transformé la vieille armée anglaise déguenillée, rustre, routinière et usée en une machine guerrière mécanisée qui est sur pied de guerre dans un monde qui menace de devenir un simple crottin pour les dictateurs.

« Ces trois fils éminents d'Israël vont se liguier pour envoyer au diable l'audacieux dictateur, qui sera abaissé - pas trop doucement - dans un trou creusé dans la terre. Et alors les Juifs chanteront Alléluia. L'Europe sera broyée en morceaux.

« Il est presque certain que ces trois nations se tiendront coude à coude dans une virtuelle alliance contre Hitler. Quand la fumée de la bataille tombera, quand les clairons se seront tus et quand les obus auront fini d'exploser, alors le trio des non-aryens entonnera un *Requiem* qui sonnera curieusement comme un mélange de la *Marseillaise*, du *God Save the King*, et de l'*Internationale*, se terminant dans une grande finale agressive, fière et militante, qui sera l'hymne juif : Eili, Eili. »

L'explication de ce dernier mot est donnée par Henry Ford, dans son livre : *The International Jew* : « Eili, Eili ! n'est pas un hymne religieux : c'est un cri de guerre raciste. Les bouges de New-York, lieu de rencontre des Juifs bolchevistes, résonnent de ce chant : Eili, Eili ! C'est la *Marseillaise* de la solidarité Juive.

Eili, Eili est devenu l'hymne fanatique de tous les clubs bolchevistes juifs. On l'entend continuellement retentir dans les cafés et cabarets israélites, où des Juifs sectaires russes et polonais - les ennemis de tous les gouvernements - s'égosillent à le crier dans une exaltation communicative. »

Ce plan de guerre juive serait incomplet, si M. Anthony Eden ne s'y trouvait pas associé, puisque sa démission forcée fit pousser aux Juifs des deux mondes des cris et des lamentations à ébranler le fameux mur de Jérusalem. Je vais dire pourquoi.

Premièrement, M. Anthony Eden, haut gradé dans la Franc-Maçonnerie, est cousin germain du Juif William Wiseman, ancien espion anglais à New-York, actuellement associé dans la célèbre banque juive de Paul Warburg, la banque Kuhn, Loeb et C<sup>o</sup>.

Deuxièmement, M. Anthony Eden a épousé la sœur de Mme Maxim Maximovitch Litvinoff, commissaire juif des Soviets aux Affaires extérieures.

Oui, M. Anthony Eden est le beau-frère du Juif Finkelstein, dit Litvinoff... Comme tout s'éclaire !... Comme on comprend pourquoi, le soir du départ ministériel de M. Anthony Eden, dix mille Juifs et communistes sont allés manifester le poing haut et fermé devant l'ambassade d'Allemagne à Londres. M. Eden est de la famille. Il en est !



## CHAPITRE IX

## LES BELLICISTES DU GHETTO

« Ce parti de la guerre qui nous a mis à deux doigts de la catastrophe, dont la direction est à Moscou, et qui est représenté au Conseil des ministres français par MM. Mandel, Zay, Reynaud, Patenôtre, Champetier de Ribes, Rucart, de Chappedelaine, etc., ce parti de la guerre, il faudra bien le mettre demain en accusation.

« Après avoir fait l'inventaire de ses manœuvres, de la série des fausses nouvelles et des mensonges destinés à allumer l'incendie, après avoir repéré les organes de presse ou de T. S. F. qui ont été leurs instruments,<sup>35</sup> il faudra rechercher comment l'entreprise criminelle a été financée.

« Nous apportons aujourd'hui une contribution importante à cette enquête, en dénonçant un groupe qui a joué, à cet égard, un rôle très actif et qui, pour fausser l'opinion à Paris et en province, s'est particulièrement servi de deux agences : l'Agence *Radio* et l'Agence *Fournier*.

« A sa tête est M. Robert Bollack, directeur de l'Agence *économique et financière* ; collecteur des souscriptions recueillies en Amérique et en Europe pour la Palestine, ce Juif dispose de moyens illimités. Ce Juif joue, depuis la démission de M. Doumergue en novembre 1934, un rôle très important dans la politique française. Il s'est particulièrement occupé de la constitution du ministère actuel. Il y avait réclamé pour ses amis, Paul Reynaud et Gorges Mandel, des portefeuilles de premier plan. Il a poussé à la guerre de toutes ses forces, et l'on assure que la fausse nouvelle de l'Agence *Fournier* annonçant l'abdication du roi d'Italie, fut envoyée aux journaux de province avec une annotation écrite de sa main : « A insérer d'urgence. »

« M. Robert Bollack annonçait la mobilisation pour samedi dernier, et il était tellement convaincu qu'elle serait suivie de la guerre qu'il s'était réservé un appartement au Ritz (où loge également Mandel), dont les caves offrent toutes garanties.

« A côté de lui et en liaison avec lui, citons parmi les financiers du parti de la guerre : le Juif André Meyer de la Banque Lazard, le Juif Manheimer de la Banque hollandaise, le Juif Rothschild de la Banque Rothschild, le Juif Istel, qui sert de nègre à Paul Reynaud, etc.

« Telle est, à peu près, l'armature financière qui, dans les circonstances tragiques que nous venons de traverser, était derrière M. Mandel et ses complices. »

---

<sup>35</sup> C'est le but de cet ouvrage.

M. Maurice Pujo, rédacteur en chef de l'*Action Française*, a publié ces graves informations le 1<sup>er</sup> octobre 1938, au lendemain de l'échec du parti de la guerre.

J'apporte à son acte d'accusation des documents complémentaires et des preuves nouvelles. Chacun peut les contrôler aisément : il suffit d'acquérir, pour quelques francs-papier, la collection de la presse enjuivée.

A tout seigneur, tout honneur. Il existe à Paris des journaux, des feuilles et des torchons. Je prends soin de ne pas les mélanger. Je prends à part le linge sale de la presse ; et, avant de le jeter à la poubelle, je cite d'abord le bulletin officiel de l'armée juive de la plume, qui ose encore s'appeler *Le Droit de Vivre*.

En pleine crise tchèque, le 21 juillet 1938, le Juif Bradu écrivait en conclusion de son article d'excitation : « Il faut que le monde se soulève contre le fléau qui sévit depuis trop longtemps.. »

Répondant au *Droit de Vivre*, M. Claude Mauriac, dans la *Flèche*, de M. Gaston Bergery, reproche au Juif Lekah, dit Lecache, son affiche : Le Racisme, c'est la guerre ! apposée sur les murs de Paris, le 25 septembre 1938. « Il était criminel de donner à la guerre imminente le but apparent de la délivrance des Juifs allemands. » C'était avouer le caractère juif de la guerre.

Bien entendu, la dite affiche mettait la guerre sur le dos des « racistes », qui accusent injustement les Juifs. Quand finira-t-on, une bonne fois, d'abuser de l'épithète raciste ? Pour ma part, je ne connais en France qu'un seul parti raciste : c'est le parti juif, le seul dont les membres pratiquent la doctrine raciste dès l'école.

Ni raciste, ni antisémite, je réagis seulement comme Français, antijuif dans la mesure où le Juif outrepassa le droit d'asile et menace la paix.

Or, les Juifs, ou plus exactement - pour rendre justice aux exceptions, comme celles de *La Patrie humaine*, par exemple - la plupart des Juifs ont mis la paix en péril.

Pourquoi ? Un Juif philosophe, Julien Benda, nous l'a expliqué au nom de la prétendue défense de la civilisation, car, l'histoire nous l'enseigne, il se trouve toujours, à point nommé, des philosophes pour justifier la guerre de leurs gouvernants ; et les Juifs n'ont pas manqué à la règle.

Relisons donc la justification talmudique et combien subtile du Juif Benda. Il écrit dans les *Nouvelles Littéraires*, en 1934, sous le titre : *La civilisation peut périr aussi par la paix* :

« En somme, si je considère un éventuel rapprochement franco-allemand, au point de vue de ses effets dans l'ordre spirituel, je crois entrevoir qu'il produirait un grand renforcement en France et, par suite, dans toute l'Europe, des conceptions fascistes, c'est-à-dire, en fin de compte, un grand recul de la civilisation. Mais ce recul de la civilisation pourrait fort bien s'accompagner d'une sérieuse assurance de la paix. »

(Retenons cet aveu, d'autant plus important qu'il s'agit évidemment, sous la plume du Juif Benda, de la civilisation juive.)

« Et c'est ici le lieu de distinguer deux choses que l'on confond volontiers : l'intérêt de la paix et l'intérêt de la civilisation. L'un n'implique pas nécessairement l'autre. Une nouvelle guerre, dit-on couramment, serait la fin de la civilisation. Sans doute. Mais sachons croire que la civilisation pourrait aussi bien périr par la paix, si la paix se faisait par l'hégémonie dans le monde de conceptions qui sont proprement la négation de la civilisation. Peut-être même périrait-elle plus sûrement, car dans la guerre, au moins, la civilisation se défendrait peut-être victorieusement. »

« *La guerre de la civilisation* », nous avons déjà entendu ce slogan : c'était au cours d'une grande guerre où nous défendions la patrie attaquée. Cette fois, le Juif Benda nous demande davantage. Oh ! il n'est pas sûr de la défense victorieuse de la civilisation ! Mais l'esthète qui nous renseigne, dans ses mémoires fangeux, sur sa délectation des catastrophes, voudrait voir ce qu'une bonne guerre donnerait, parce que, écrit-il, « *la civilisation pourrait tout aussi bien périr par la paix* ».

C'est le même écrivain juif qui écrit à la ligne précédente « *Une nouvelle guerre, dit-on couramment, serait la fin de la civilisation. Sans doute.* » Le Juif Benda fait bon marché de la civilisation : il a d'autres soucis derrière son nihilisme belliciste ; mais il ne faut pas demander à un Juif philosophe trop de franchise ni trop de clarté dans l'expression.

Un autre Juif vient heureusement compléter sa pensée. Dans ses *Epîtres aux Juifs*, le Juif Pierre Créange écrit carrément : « Notre action (contre l'Allemagne) doit aller jusqu'aux confins du possible et toutes nos forces doivent s'y donner. Israël est attaqué, défendons Israël. A l'Allemagne réveillée, opposons Israël ressuscité. Et le monde nous défendra. » Un commentaire serait superflu.

On ne sera pas surpris de trouver, dans cette lutte ouvertement déclarée, le parti politique juif par excellence, la III<sup>e</sup> Internationale dirigée par les Juifs de Moscou. Sous le couvert d'arguments révolutionnaires, nous allons lire la même résolution belliciste traçant sur nos murailles les trois mots fatidiques : Mane, Thécel, Pharès.

Pour la guerre des Juifs, les Juifs communistes ont dressé depuis longtemps leurs batteries et il n'y a qu'à se baisser sur la poubelle de leur propagande criminelle, pour recueillir les textes accusateurs que voici :

« Le léninisme rejette toutes les théories pacifistes sur la suppression de la guerre dans un régime capitaliste et montre aux masses prolétariennes la seule voie qui conduit au but : la destruction du capitalisme. » (Thèses de la III<sup>e</sup> Internationale. *Correspondance Internationale*. Numéro spécial du 2 décembre 1928, page 171.)

« Si la guerre éclatait, nous saurions intervenir et utiliser de toutes nos forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. » (Maurice Thorez, à la tribune de la Chambre des Députés le 15 mars 1935. *Journal Officiel*, page 1038.)

« Les guerres de la dictature prolétarienne contre les Etats bourgeois et le capitalisme mondial ne peuvent être évitées ; les guerres révolutionnaires nationales des peuples opprimés contre l'impérialisme ne peuvent être évitées. C'est précisément pour cette raison que le prolétariat révolutionnaire ne peut se prononcer indistinctement contre toutes les guerres. » (*Correspondance Internationale*, déjà citée, page 1712.)

« Lénine avait parfaitement raison, lorsqu'il écrivait en 1922, après l'expérience de la guerre mondiale : « Boycoter la guerre ! C'est une phrase stupide : les communistes doivent participer à toute guerre réactionnaire. » (*Idem*, page 1716.)

« Le devoir des prolétaires sera de lutter pour la victoire de la Révolution par la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Quel que soit le développement ultérieur de la situation, la guerre conduit à la révolution. » (*La Marche au Socialisme*. Edition du Parti Communiste, page 73.)

« Le début de la guerre signifiera l'avènement d'une crise révolutionnaire. Dans cette crise, nous nous battons de toutes nos forces à la tête des masses, pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile contre la bourgeoisie. » (*La lutte contre la guerre*. Edition du Parti Communiste, 1935, page 70.)

« La prochaine guerre donnera naissance à de puissants mouvements révolutionnaires qui s'étendront jusqu'aux ouvriers de l'industrie américaine, aux larges masses paysannes dans les pays d'économie agricole et aux nombreux millions d'habitants des colonies opprimées. La crise du capitalisme, dont l'expression la plus claire est la guerre, peut provoquer un large mouvement révolutionnaire des masses, avant que le conflit éclate. » (*Correspondance Internationale*, déjà citée, page 1711.)

« Le prolétariat des pays impérialistes ne devrait pas seulement combattre dans cette guerre pour la défaite de son propre pays, mais devrait activement s'employer à la victoire de la puissance soviétique. » (*Idem*, page 1717.)

« Un seul parti, le parti communiste, est capable de préparer l'instauration de la dictature du prolétariat. La victoire est possible d'abord dans celui des pays qui sera le plus atteint par la guerre. » (Maurice Thorez, dans *l'Humanité* du 2 janvier 1934.)

Et pour mieux préparer la défaite, il faut corrompre et désorganiser l'armée :

« Notre parti... l'ennemi irréductible de la défense nationale, demande à toutes les organisations, à tous ses militants de multiplier leurs efforts contre les deux ans... contre notre ennemi essentiel : l'impérialisme français. » (André Marty, dans *l'Humanité* du 17 mars 1935.)

A la tribune de la Chambre, Maurice Thorez, chef de la faction communiste, s'écrie, le 15 mars 1935 : « Pas un sou pour le service militaire ! » et, le 30 mars : « Nous invitons nos adhérents à pénétrer dans l'armée, afin d'y accomplir la besogne de la classe ouvrière qui est de désagréger cette armée. » (*Journal Officiel*, page 1671.)

« En cas de manœuvres de nuit, faites de la lumière contre les manœuvres aériennes, descendez dans la rue, manifestez dans les entrepôts, usines, chantiers, gares. » (*L'Humanité* du 28 août 1934.)

Dans *La Préface de la Guerre*, j'ai cité ce jugement du chef du Front populaire, Léon Blum, dans *Bolchevisme et Socialisme* (9<sup>e</sup> édition. Paris, 1937. Librairie Populaire, pages 15 à 21) : « L'idée que la prise du pouvoir politique contient intégralement la révolution, conduit le bolchevisme à concevoir la prise du pouvoir sous l'unique aspect de l'insurrection et de la guerre civile

« L'idée que la possession du pouvoir forme la condition suffisante de la transformation sociale le conduit à prolonger, jusqu'au moment déterminé de cette transformation, la dictature et la terreur systématique.

« L'idée que la véritable préparation révolutionnaire consiste à se tenir toujours armés pour saisir le pouvoir d'un coup de main, à la première occasion favorable, le conduit à modeler la propagande et l'organisation du parti communiste sur le type légendaire des conjurations et des sociétés secrètes.

« Le parti communiste cherche non pas à enrôler les masses prolétariennes, qu'il méprise, mais à trier, dans leur sein, une troupe de choc toujours mobilisée, une sorte d'armée de métier de l'insurrection.

« Sa propagande ouverte est au service de plans occultes, dont les chefs seuls doivent détenir le secret... Elle n'instruit pas, n'élève pas ; elle exalte, surexcite, surchauffe.

« Nous souffrons quand nous constatons, par notre expérience quotidienne, quels sentiments des hommes qui furent socialistes cherchent à propager dans la classe ouvrière : duplicité, esprit de délation ou de trahison, haine, calomnie systématique.

« Le Communisme tend à faire naître d'une crise générale, d'une catastrophe quelconque ce qu'il considère comme la conjoncture révolutionnaire.

« Or, la guerre se présente évidemment comme la crise et la catastrophe par excellence... Il s'ensuit que le Communisme souffle partout la guerre. »

Cette citation vient d'être à son tour partiellement reproduite, le 16 décembre 1938, dans *L'Appel de la Presse Française*, publié par quatre cent trente journaux, sans distinction d'opinion. La presse montre la puissance malfaisante du parti communiste :

« Malgré le discrédit dont il est frappé depuis le mois de septembre, où il est apparu aux yeux de tous comme le parti de la guerre et l'instrument d'intérêts étrangers, le Parti Communiste n'a rien perdu de sa puissance.

« Aujourd'hui, comme hier, il dispose de moyens financiers considérables. Ses cadres sont intacts. Sa volonté de nuire est la même, car elle est sa raison d'être.

« C'est pourquoi nous voyons le Parti Communiste poursuivre l'empoisonnement méthodique des esprits par une propagande incessante, fomenter partout les grèves, entretenir l'agitation, dresser les Français les uns contre les autres, noyauter les administrations publiques et privées afin de pouvoir arrêter à son

gré toute la vie du pays, exciter les masses populaires contre les Etats voisins, pousser les ouvriers aux excès qui indisposent le pays et leur causent à eux-mêmes un grave préjudice, saboter la défense nationale... »

Cédons ensuite la parole au chef de la III<sup>e</sup> Internationale, Staline<sup>36</sup> : « La reprise directe d'une action révolutionnaire d'envergure ne sera possible que si nous réussissons à exploiter les antagonismes entre les Etats capitalistes pour les précipiter dans une lutte armée. L'enseignement de Marx, Engels, Lénine, nous apprend qu'une révolution sortira automatiquement d'une guerre générale entre ces Etats.

« Le travail principal de nos partis, frères communistes, doit consister à faciliter un pareil conflit.

« Ceux qui ne comprennent pas cela n'ont rien assimilé des enseignements du marxisme révolutionnaire. J'espère que vous saurez rappeler cela aux camarades dont vous dirigez l'action. L'heure décisive pour nous est arrivée.<sup>37</sup> »

Retenez la date de ce discours intentionnellement belliciste sans ambiguïté : Staline l'a prononcé le 20 mai 1938, c'est-à-dire la veille du drame d'Eger, au pays allemand des Sudètes.

Le lendemain, la Tchécoslovaquie, alliée aux Soviets, mobilisait pour la première fois.

Dans le *Capital*, M. Germain-Martin écrivait : « Les communistes, d'accord avec les éléments soviétiques, veulent la guerre. L'occasion sera belle pour les militants communistes de tenter la prise du pouvoir, à leur profit... Concevez-vous maintenant le machiavélisme des syndicats révolutionnaires qui ont tout fait afin de ralentir la production dans les entreprises travaillant pour la défense nationale, au cours de ces deux dernières années ?

« Y avait-il un meilleur moyen d'obtenir, le jour de la déclaration de guerre, le maintien dans les ateliers des industries métallurgiques et chimiques du plus grand nombre d'hommes, déclarés, de façon continue, indispensables au service de la défense nationale ?

« Ainsi, l'on prépare là dictature du prolétariat assurée par le sacrifice de milliers de vies de paysans, de commerçants, d'intellectuels.

« Commettrons-nous ce parjure, cet acte d'insolence cruelle à l'égard des héros de la grande guerre et de leurs descendants en nous laissant conduire à la mêlée sanglante ?

« A l'heure présente, tout est à tenter pour échapper à l'étreinte sanglante du communisme belliqueux. Nous n'offrirons pas à la cruauté de Staline et de ses amis le spectacle de l'immense incendie de Paris et d'autres villes françaises, ni les hécatombes de soldats et de populations qui ne doivent le sacrifice de leur vie qu'à une cause juste et bonne, et à la défense du sol menacé par l'étranger. »

La noble indignation de M. Germain-Martin était partagée par tout le pays réel et, à l'autre bout de l'opinion patriote, l'inspection Régionale de *l'Action Fran-*

<sup>36</sup> Voir *La Préface de la Guerre*, par Paul Ferdonnet. Edition Baudinière. Paris. 1937.

<sup>37</sup> Cité par *Gringoire*, le 30 septembre 1938.

çaise de Marseille avait fait afficher un placard où on lisait, sous le titre : LA GUERRE COMMUNISTE : « ... Aujourd'hui, ils voudraient nous faire mettre sac au dos pour défendre les Juifs et les Francs-Maçons de Tchécoslovaquie. Femmes françaises et vous, jeunes hommes, que le communisme voue à la boucherie, réagissez ! Les communistes ont toujours voté contre les crédits militaires. Ils ont voté contre la ligne Maginot. Ils entretiennent partout une dangereuse agitation révolutionnaire. Et, après nous avoir affaiblis militairement, économiquement, ils voudraient nous jeter dans la plus horrible des guerres. Communisme assassin, hors la loi ! »

Pour dissiper tous les doutes, je verse à mon dossier *La Préface de la Guerre* ce témoignage décisif de l'ancien ministre de la Guerre, M. Fabry, paru dans *Le Matin* du 20 novembre 1938 : « En juin 1935, j'étais ministre de la guerre et M. Potemkine, aujourd'hui à Moscou bras droit de Litvinoff, était ambassadeur des Soviets à Paris. Il avait paraphé, le 2 mai 1933, le pacte franco-soviétique et souhaitait le compléter par une convention militaire. Nous eûmes plusieurs entretiens qui n'avaient encore rien d'officiel... Comme il s'irritait de la répugnance que je montrais (j'étais bien décidé à ne signer aucune convention), il m'en demanda la raison. Je lui dis que les Soviets m'apparaissaient comme un allié dangereux tant ils semblaient acquis à l'idée qu'une guerre générale était inévitable. Il ne manqua pas de protester pour en venir à cette extraordinaire conclusion : « LA RUSSIE DES SOVIETS EST SORTIE DE LA GUERRE DE 1914, L'EUROPE DES SOVIETS SORTIRAIT D'UNE NOUVELLE GUERRE. »

Cet espoir donne son sens plein à la campagne judéo-communiste pour la guerre.

La feuille vespérale *Ce Soir* publiait, le 30 septembre 1938, la photographie d'un Juif cent pour cent nommé Franz Werfel. Ce gaillard de nationalité tchécoslovaque est né à Paris en 1890 et vivait en Allemagne, à Munich : ce qui l'autorise évidemment à parler de la Bohème, « son pays ». Il écrit dans une langue prétentieuse et doctorale : « Vouloir partager ce pays est aussi insensé et criminel qu'il le serait de vouloir partager l'Ecosse ou la Bretagne... Hitler veut peser de son pouce sur l'artère vitale de la terre, dont la pulsation se manifeste encore jusqu'au sein de l'Empire britannique. »

C'est comme j'ai l'honneur de le transcrire ; « grotesque et ridicule », aurait dit M. Snowden, s'il vivait encore.

Au Juif Lekah, dit Bernard Lecache, qui lui demandait son concours, M. Emile Roche, de *La République*, répond le 3 octobre 1938 : « Mon devoir est de souligner qu'un certain nombre d'hommes qui se trouvent dans le même sentiment d'esprit, de qui la voix, la signature, le temps et tout ce qu'ils peuvent donner d'autre ont toujours été mis au service d'une cause aussi noble que la lutte contre l'antisémitisme, s'étonnent à bon droit de la part prise par un nombre trop grand

d'immigrés et de Juifs résidant en France à la campagne pro-guerrière que nous avons vue se dérouler dans la presse, dans les couloirs, ces temps derniers.

« Il ne peut s'agir d'obtenir de moi que je me joigne à de tels efforts aussi criminels. »

Le Juif Robert Dreux, dans *L'Ordre* du 15 septembre 1938, n'éprouvait pas ces scrupules humains il était tout feu, tout flamme : qu'on en juge « Notre Etat-Major, lui, ne vit heureusement pas d'illusion. Il voit les faits, il s'appuie sur eux, et ces faits nous sont, grâce à Dieu, favorables. Il est au courant des remous d'opinion qui se produisent en Allemagne et qui, en cas de guerre, pourraient gêner sérieusement Hitler. Des informations sur les réserves allemandes en matières premières ne concordent point avec les déclarations triomphantes de M. Goering. Voilà notre force. »

Il ne reste plus qu'à s'en servir... C'était aussi l'opinion de *L'Epoque*, où prophétise, sur son trépied boiteux, le Juif Hirsch, dit Marcel Hutin. Son directeur, M. Henri de Kérillis, rapportait autrefois, dans *L'Echo de Paris* du 25 octobre 1929, son arrêt en Palestine, sur le chemin de la Mosquée d'Omar, par des Anglais, qui lui criaient : « Holà ! Juif ! Vous voulez donc vous faire égorger ce soir ? - Je ne suis pas Juif, répliqua-t-il. - Pas Juif ? Allons donc ! reprirent les Anglais. Et M. Henri de Kérillis de conclure en confessant : « Je ne me savais pas un type juif si accusé. »

Suivant le mot d'ordre donné par le Juif Grunbaum-Géraud, dit Pertinax, qui écrit dans *L'Ordre* du 14 septembre 1938 : « La France et l'Angleterre sont-elles de taille à empêcher l'Allemagne hitlérienne de disloquer la Tchécoslovaquie et de la soumettre de façon permanente ? Le haut commandement français répond par l'affirmative à cette question. » M. de Kérillis renchérit le même jour, dans *L'Epoque* : « L'attitude que je préconise ? celle de la fidélité à la parole donnée, de la fermeté d'âme, du courage inflexible. Nous savons que le général Gamelin a déclaré, de son côté, à M. Daladier, sa certitude absolue que l'armée allemande, même renforcée par l'armée italienne - éventualité qui, Dieu merci ! semble s'éloigner - ne pourra pas pendant de longs mois forcer la décision du côté français, ce qui donnerait aux renforts anglais le temps d'arriver. Alors ? »

Alors, notre belliciste tuyauté par le chef de la C. G. T., le gros Jouhaux (voir sa déclaration et le démenti du président Daladier, à propos des prétendues indiscretions du général Gamelin), M. Henri de Kérillis retourne le fer dans la plaie dans ses articles des 15 et 16 septembre : « On vient me dire par exemple : - Notre aviation est dans un état d'infériorité terrifiante ! - Je réponds : raison de plus pour sauver la Tchécoslovaquie ! » (15-9-38.)

Parmi ces bellicistes à tout crin, il y avait le dessus du panier juif du Palais-Bourbon : toute l'arrière-garde parlementaire. M. Picot de Plédran a noté pour son journal les propos de couloirs des parlementaires juifs bellicistes : « La carte diplomatique et la carte militaire du Führer, *disaient-ils*, sont devenues mauvaises : voyez donc, la Petite-Entente se ressaisit, les Etats-Unis font entendre leur grande voix, et l'Etat-Major allemand a perdu l'avantage d'une attaque brusquée.



« A cet instant, un incontestable cousin de Léon Blum, que jusqu'ici on n'avait pas encore vu à la Chambre, proclamait : « Et avant l'intervention officielle des Etats-Unis dans le conflit, vous verrez arriver de l'autre côté de la « mare aux harengs », équipée à ses frais, une innombrable « LÉGION JUIVE », qui viendra venger ses frères opprimés.

« Celui-là avait été trop loin, et tandis que ses coreligionnaires, plus... à la coule, s'éclipsaient devant cette gaffe monumentale, le bavard se voyait apostropher d'importance et s'entendait dire : « C'est bien ce que nous pensions, la guerre que vous préparez, est bien LA GUERRE JUIVE celle qui doit payer le sang d'Israël persécuté. Eh! bien, faites-là, et foutez la paix aux Français !<sup>38</sup> »

Mais la mobilisation n'avait pas exclu les députés : aussi, leur agitation faisait-elle, pour une fois, plaisir à contempler. Enfin, une information bienvenue vint les soulager. La voici : « Les commandants des centres mobilisateurs ont reçu le 30 septembre un télégramme qui prescrivait la libération immédiate des membres du Parlement, mobilisés et appartenant à la 2<sup>e</sup> réserve. » Alors, la Chambre respira...

L'autre Parlement, celui de Genève, la Société des Nations, s'est révélé tellement impuissant que son « Grand Maître », Edouard Bénès, n'a pas même songé à faire appel à ce Concile du Néant. Parmi les fossiles de l'austère cité de Jean-Jacques Rousseau (qui ne l'était pas !), citons les secrétaires juifs à soixante mille francs suisses et accordons une mention exemplaire à l'un d'eux, au Juif chafouin, que M. René Benjamin a campé de pied en cap pour le divertissement des lecteurs de *Candide* du 12 octobre 1938.

Voici le portrait typique du Juif Gauheim, dit Ganem : « Epaules tombantes et pieds en dedans, mauvais sourire, corps qui ne tient pas. A-t-il une âme ? Il a une moustache épaisse d'un Charlot qui n'irait plus chez le coiffeur et il cache un regard qui fuit derrière des lunettes couleur d'eau sale. J'insiste sur ce trait qui résume l'homme et sa vision du monde. Pour se voir, il a sa conscience. Pour voir les autres, ces lunettes-là. Il ne trouve pas de différence. Grumbach l'exalte. Le petit Boncour aussi.

« - Je prends le train ! disait Grumbach, en montrant le poing.

« - Je ne parlerai pas demain ! s'écriait Boncour en tendant le bras.

« Et le Ganem de s'incliner en bafouillant.

« Le petit Boncour refusait, cette fois, de représenter à l'assemblée un gouvernement qui avait trahi, qui voulait causer avec l'Allemagne, qui ne volait pas assez vite au secours de la Tchécoslovaquie. Il savait trop, ce serin, ce qu'il aurait fait, lui, au milieu des peuples, en plein danger ! Ce dégoût couronnait son étonnante carrière. Si vous l'aviez entendu annoncer avec force que Daladier allait tomber, qu'il le fallait, qu'on l'y aiderait ! Ganem regardait partout si le chef de cabinet de M. Daladier ne venait pas, après quoi, il approuvait et, à force d'approuver, il croyait déjà presque que c'était fait... »

<sup>38</sup> *L'Action Française* du, 27 septembre 1938.

Le 2 octobre 1938 se réunit le Comité exécutif de l'Internationale de la Jeunesse Socialiste. D'après *Le Populaire*, le Juif Adler, secrétaire de l'Internationale Ouvrière et Socialiste est intervenu dans ces termes : « Je crois que le peuple français ne veut pas la guerre. Mais faut-il toujours suivre les courants populaires ? »

Il aurait donc fallu faire la guerre, même contre la volonté du pays.

Si vous rétorquiez timidement qu'une « *guerre générale ne serait, en aucun cas, une solution, même et surtout pour le peuple tchécoslovaque* », selon les propres termes du « *Comité de Vigilance des Intellectuels antifascistes* », le Juif Benda, ne pouvant supporter un état d'esprit aussi pacifique, vous claquait la porte au nez : une fureur guerrière lui faisait rédiger sur-le-champ sa lettre de démission du dit *Comité de vigilance...*

Un autre Juif aussi connu, Einstein, déclarait avant Hitler : « En cas de guerre, je refuserai tout service militaire direct ou indirect et je m'efforcerai de persuader mes amis d'en faire autant, sans tenir compte des droits et des torts quant à l'origine du conflit. Même au risque d'un lourd sacrifice personnel, tous ceux qui veulent faire quelque chose de concret pour la pacification du monde doivent refuser le service militaire. »

Et le Juif Einstein précisait sa pensée dans sa lettre du 14 août 1931, au « *Congrès de l'Internationale des résistants à la guerre* » : « Je demande à tous les journaux qui se piquent de soutenir la paix, d'encourager les peuples à refuser le service de guerre. »

Or, le même apôtre du relativisme, après Hitler et contre lui, s'enrôle dans la guerre juive et hurle : « Si j'étais Belge, je ne refuserais pas le service militaire dans les circonstances actuelles, mais je l'accepterais, au contraire, en pleine conscience. » Ah ! le tartuffe !... . Vous pressentez déjà le sale rictus, la joie mauvaise, l'obsession hystérique du Juif Lekah, dit Bernard Lecache, dans son papier pas hygiénique, *Le Droit de Vivre*, et je ne tarde pas à reproduire son effroyable charabia, encombré de plaintes hurlantes et de cris guerriers. Voici, au 17 septembre 1938, la première déclaration de guerre de l'individu ; c'est l'exposé impayable de son désarroi intime : « Douleur nourrie de mille et mille douleurs, trop rarement entendues, jamais vengées, toujours bafouées, douleurs des révoltes bridées, des humiliations infligées, des persécutions renouvelées.

« Colère contre une indifférence odieuse qui tourne à la complicité, qui voue au martyr des collectivités entières, colère contre ce dogme de non-intervention qui masque les pires lâchetés et les plus sottes défaillances ; colère contre ces abdications continuelles devant les Hitler et les Mussolini qui nous ont menés où nous sommes : à la hantise d'une guerre. »

Après ces lamentations de la rage, la « joie de pouvoir, enfin, sentir en soi grandir l'espoir d'énergies unies, de volontés unies, de montée ardente et sereine vers les décisions libératrices. »

Sa guerre étant ratée, le Juif Lekah, dit Lecache, écrit encore le 1<sup>e</sup> octobre suivant : « Nous, de la L. I. C. A., nous répudions les égarements de ceux, parfois très proches de nous, qui sont prêts, pour se sauver, de sacrifier les Tchèques. »

Le 17 septembre, le comité exécutif du Congrès Juif Mondial adressait au premier ministre britannique, M. Neville Chamberlain, et au président du Conseil, M. Daladier, un télégramme qui se termine ainsi : « Le Comité exécutif du Congrès Juif Mondial vous conjure de ne consentir à aucun règlement qui ne sauvegarde entièrement les droits imprescriptibles de nos frères de race et de religion, ainsi que les principes les plus élémentaires de la justice et de l'humanité. » Cette intervention faisait entrevoir la cause principale pour laquelle les Juifs de plume, comme les Juifs de Bourse, tentaient de nous lancer dans la grande aventure : c'était la guerre juive.

Poursuivant sa vengeance, Israël poussait la France et la Grande-Bretagne à persévérer dans l'intransigeance la plus aveugle jusqu'à la catastrophe fatale. Et en prévision des premières conséquences de la guerre entrevue, les Juifs s'organisaient en un Comité pour la défense des droits des Israélites en Europe centrale et orientale, présidé par M. Justin Godart, ancien ministre. Le *Temps*, du 26 septembre, indiquait l'acceptation, par M. Edouard Daladier, de la présidence de ce comité juif.

A Strasbourg, les Juifs se montrèrent particulièrement surexcités. La population, indignée devant leur bellicisme insolent, saccagea un certain nombre de devantures de boutiques juives, dans la soirée du 26 septembre.

Les Juifs de Metz provoquèrent des bagarres et distribuèrent un tract : « CONTRE LE RACISME DIVISEUR, pour une France unie et forte, qui seule imposera silence au fascisme allemand. »

A Nancy, des Juifs chauvins trouvèrent des patriotes plus calmes pour les remettre à la commune raison.

A Lille, le Juif Samuel Jaïs a tiré sur le réserviste Lesaffre et l'a blessé parce qu'il s'opposait à son discours incendiaire.

A St-Quentin, les Juifs de la L.I.C.A. apposèrent sur les murs une affiche qui commençait ainsi : « Français !!! Nous sommes à vos côtés, » et qui se terminait par ces mots : « Déjà, vingt-cinq engagements volontaires ont été offerts ce jour au bureau de recrutement et notre liste n'est pas close. Contre le fascisme hitlérien ! Contre la Servitude et la Mort, tous debout et vive la France ! » Quelle impudence et quelle frénésie guerrière!...

A Dijon, rapportent les journaux, « les Juifs ont provoqué, le samedi soir 26 septembre 1938, une véritable émeute. Rue du Bourg, un Juif polonais nommé Lerner, qui dirige un magasin de nouveautés, s'est pris de querelle avec un de ses voisins, M. Lhuillier, marchand de confections. Lerner avait provoqué, par son attitude, l'indignation de M. Lhuillier qui, rappelé sous les drapeaux depuis plusieurs jours, avait décidé samedi d'aller lui demander des explications. Le Juif se

mit à critiquer violemment l'attitude de la France et de l'Angleterre dans la crise récente et, perdant toute mesure, il se mit à crier : « *Fife la Kerre !* » Les voisins indignés lui firent un mauvais parti. Bientôt, plusieurs centaines de personnes brisaient les vitres et mettaient à sac le magasin où s'était réfugié l'infâme Juif et sa famille. »

Tous les Français seront d'accord avec M. Pierre Dominique, dans *La République* : « Je voudrais que le Juif polonais de Dijon - et il serait chrétien que je ne changerais pas d'avis - s'il se décide à se faire naturaliser, ne devienne pas, par la vertu de son bagout ou de son argent, ou de telles amitiés politiques, conseiller municipal six mois après sa naturalisation et député l'année d'après, en attendant que d'être ministre. »

Le 29 octobre 1938, un arrêté d'expulsion a été notifié au Juif Lerner : il reste à savoir s'il a été exécuté.

Le cri de « *Fife la kerre !* », la ruée vers la bataille, la soif de vengeance d'Israël, la nécessité d'un conflit européen pour protéger les intérêts de la Juiverie ne laissent pas seulement les preuves inattaquables rassemblées dans ce chapitre : elles ont été clairement, franchement et cyniquement dévoilées, concrétisées et proclamées par le trop fameux publiciste juif Georg Bernhard, le 1<sup>er</sup> septembre 1938, dans sa *Nouvelle Tribune Mondiale*, où il écrivait : « Cela ne peut continuer ainsi. Au cas où il n'y aurait pas bientôt une nouvelle guerre mondiale, 150.000 à 200.000 Juifs devraient sous peu prendre le chemin de l'exil. »<sup>39</sup>

Ce témoignage autorisé du Juif émigré le plus important est la reconnaissance formelle du bellicisme intéressé des Juifs.

---

<sup>39</sup> *Die Neue Weltbuhne*. Paris. No 35, du 1<sup>er</sup> septembre 1938.

## CHAPITRE X

## LES JUIFS AU GOUVERNEMENT

Après les Juifs du ghetto et les Juifs de plume, quelle a été l'attitude des Juifs du gouvernement ? M. Pierre Dominique énumère des faits accablants pour eux dans son intéressant plaidoyer pour une politique nouvelle : *APRÈS MUNICH, VEUX-TU VIVRE OU MOURIR ?*

Il rappelle que M. Georges Bonnet, ministre des Affaires Etrangères « a été *trahi par la radio comme par ses bureaux* ». Il dénonce le groupe des ministres bellicistes et, parlant du Juif Jéroboam Rothschild, dit Georges Mandel, il écrit : « *M. Mandel s'affirma le grand metteur en scène d'un drame qui, heureusement, ne fut pas joué.* »

*Je suis partout* rapporte en ces termes les innocents propos du Juif Mandel : « Si on fait la moindre concession à Hitler, *répétait-il*, je donne ma démission, Daladier tombe, et un gouvernement de salut public déclare la guerre. »

Et il ajoutait : « D'ailleurs, Paul Reynaud est avec moi. Vous verrez. »

M. Paul Reynaud, du Bazar enjuivé de Mexico et longtemps avocat-conseil de *l'Alliance Israélite Universelle*, témoin du fils de Louis-Louis Dreyfus à la synagogue, l'homme des banques juives, élu député à vingt-sept voix de majorité par les Juifs de la rue d'Aboukir est, nous dit M. Léon Daudet, « le syndic des bellicistes juifs ».

Le plus drôle dans son attitude chauvine est que naguère,<sup>40</sup> il prônait le rapprochement franco-allemand avec un affairiste roublard de Berlin, Arnold Rechberg. Ce dernier envoyait alors en double, au Juif Georg Bernhard (qui m'écrivit à ce sujet pour se désolidariser de sa propre publication !!) et à l'intègre M. Buré, des articles au gros tarif de la publicité.

Un autre Juif du gouvernement se fait appeler Jean Zay. Son grand-père se nommait Zacharie. « Sa grand'mère, *nous dit une note biographique*, mariée en

---

<sup>40</sup> Malgré mes avertissements amicaux, en présence de mes confrères, à un déjeuner, en marge du Congrès de l'Alliance démocratique à Dijon, le 17 mars 1929.

premières noces avec un Juif du ghetto polonais, Abraham, duquel elle eut deux fils, se remaria à la mort de son mari avec Zacharie. C'est de ce mariage que naquit Léon Zay, le père du ministre, rédacteur dans une feuille radicale et maçonnique qui s'appelait alors *Le Progrès du Loiret*, feuille qui lança Fernand Rabier et son collaborateur Henry Roy, vice-président du Sénat.

« Depuis, *Le Progrès du Loiret*, après avoir fait de mauvaises affaires, en fit de bonnes avec l'aide de la rue de Valois et de la rue Cadet, sous le nom de *La France du Centre*, canard où Léon Zay règne en maître et étend son autorité redoutée sur la magistrature, sur la préfecture et même sur l'armée.

« Si, actuellement, la famille Zacharie commande dans le département aux fonctionnaires de la République, elle eut, par contre, des débuts assez pénibles.

« Enfant de douze ans, Léon Zay habitait une petite ruelle du très vieil Orléans qui s'appelle - car elle existe toujours - la rue de la Vieille-Peignerie.

« Impasse pittoresque, dans les bas quartiers des rives de la Loire, toute suante d'ombre et d'humidité, car elle se faufile, tortueuse et sombre comme une cave, sous la rue Royale qui aboutit au pont Royal, lequel a remplacé le pont des Tourelles que Jeanne prit et reprit aux Anglais.<sup>41</sup> »

N'est-ce pas, dans le jardin des lys de France, le symbole funeste d'un monde à l'envers, ce parterre de Juifs, au pays de la plus pure victoire du peuple français ? Le ministre représentant d'Orléans est le Juif Zacharie Zay. Le général commandant la cinquième région, à Orléans, est le Juif Bloch. Le procureur général d'Orléans est le Juif Sée. Le maire d'Orléans est le Juif Claude Léwy, dont les parents vinrent d'Allemagne, vers 1890, et doublèrent le « v » de leur nom, en passant à travers la Suisse. Mais les administrés, les soldats, les huissiers et les contribuables sont Français non-naturalisés. Les arrières-petitsfils de la cité conquise par la Pucelle sont soumis à la domination des circoncis d'Israël : sainte Jeanne d'Arc n'avait pas prévu l'Autre Invasion...

Elle est pourtant venue des lointains ghettos de l'Orient, insidieuse et reptilienne comme la vermine ; elle n'avait pas plus de patrie que des bohémiens, des tziganes ou des saltimbanques ; elle n'avait pas de flambeau dans ses guenilles poisseuses ; mais qu'importe ! Est-ce que l'or a une patrie ? Et le drapeau, ah ! le drapeau, ce qu'elle en pensait, demandez-le plutôt à Zacharie ; oui, relisez cette page vibrante du Juif Jean Zay :

*A Paul Dreux,*

*Je dédie ces premières lignes du livre qui s'appellera, si je l'écris :*

« *Les Respects.* »

J. Z.

## LE DRAPEAU

Ils sont quinze cent mille qui sont morts pour cette saloperie-là...

<sup>41</sup> *L'Action française* du 12 novembre 1938.

Quinze cent mille dans mon pays ; quinze millions dans tous les pays.

Quinze cent mille hommes morts, mon Dieu !...

Quinze cent mille hommes pour cette saloperie tricolore...

Quinze cent mille hommes morts, dont chacun avait une mère, une maîtresse,<sup>42</sup> des enfants, une maison, une vie, un espoir, un cœur...

Qu'est-ce que c'est que cette loque pour laquelle ils sont morts ?

Quinze cent mille morts, mon Dieu ! quinze cent mille morts pour cette saloperie, quinze cent mille éventrés, déchiquetés, anéantis dans le fumier d'un champ de bataille ; quinze cent mille que nous n'entendrons plus jamais, que leurs amours ne reverront plus jamais.

Quinze cent mille pourris dans quelque cimetière, sans planches et sans prières...

Est-ce que vous ne voyez pas comme ils étaient beaux, résolus, heureux de vivre, comme leurs regards brillaient, comme leurs femmes les aimaient ? Ils ne sont plus que de la pourriture...

Pour cette immonde petite guenille.

Terrible morceau de drap cloué à ta hampe, je te hais férocement ; oui, je le hais dans l'âme, je te hais pour toute la misère que tu représentes, pour le sang frais, le sang humain aux odeurs âpres qui gicla sous tes plis, je te hais au nom des squelettes...

Ils étaient quinze cent mille...

Je te hais pour tous ceux qui te saluent, je le hais à cause des peigne-culs, des cons et des putains qui traînent dans la boue leur chapeau devant ton ombre ; je hais en toi toute la vieille oppression séculaire, le dieu bestial, le défi aux hommes que nous ne savons pas être ; je hais tes sales couleurs, le rouge de leur sang, le bleu que tu volas au ciel, le blanc livide de tes remords...

Laisse-moi, ignoble symbole, pleurer tout seul, pleurer à grands coups, les quinze cent mille jeunes hommes qui sont morts et n'oublie pas, malgré tes généraux, ton fer doré et tes victoires, que tu es pour moi de la race vile des torche-culs.

6 mars 1924.

Jean ZAY.

Ce document inqualifiable est authentique ; il est écrit de la propre main du Juif Jean Zay, il est signé de son nom, il est daté ; il est enfin adressé à M. Paul Dreux, auquel il est dédié : **IL EST DONC SANS CONTESTATION POSSIBLE.**

---

<sup>42</sup> Notons que l'auteur ne mentionne pas « *une femme* » avant les enfants, mais seulement « *une maîtresse* » : voilà pour sa moralité.

Retenez bien la date : 6 mars 1924. Voilà tantôt quatorze ans que ce papier « dissimulé » est connu et rendu public par la voie de la presse ; il a paru dans des journaux, dans des revues, dans des livres, il a été édité en tract ; mieux encore : un autre Juif plus décent et certainement plus assimilé, puisqu'il a senti l'insulte faite à l'honneur français, Léon Meyer, maire du Havre, député, ancien ministre, a porté ce papier infect à la tribune du parti radical, en mars 1934 ; il a demandé à ses collègues de traduire le Juif Jean Zay devant le Conseil de discipline et, sur leur refus, a démissionné pour ne plus être l'allié d'un pareil individu.

Depuis, d'autres journaux ont republié le document : cela fait bien une publicité de quatorze années à laquelle le Juif Zacharie-Zay n'a pas répondu.

Son silence prolongé a confirmé la crédibilité de l'existence du document infâme. C'était un titre à l'amitié de l'auteur talmudique et impudique de son immonde étude *Du Mariage*. C'était une référence pour faire du Juif Jean Zay le ministre de l'Education Nationale des petits goys français. C'était enfin la preuve irréfutable de la responsabilité totale du Juif Zay et de son protecteur Léon Blum.

Après quatorze années de silence honteux, le rédacteur du *Drapeau* vient prétendre, brusquement, en octobre 1938, en réponse à une revue intitulée : « ...*Et Rolet un fripon* », qu'il ne s'agit que d'un pastiche... Est-il nécessaire de remarquer qu'un pastiche n'est pas un document : premièrement signé directement du nom de l'auteur, sans autre indication annexe ; deuxièmement dédié ; troisièmement daté ; quatrièmement le premier chapitre d'un futur ouvrage nommément désigné.

On savait que l'Education Nationale était entre les mains d'un Juif : il a tenu à nous montrer qu'elle était aussi dirigée par un personnage ignoble, doublé d'un ignare.

Ces qualificatifs exacts conviennent, je crois, au Juif insulteur du drapeau de la France.

Il en mérite d'ailleurs de plus durs encore. Qu'on en juge : le 28 avril 1938, le ministre de l'Education nationale organisant un concert s'exprime ainsi au cours d'une interview prise par un rédacteur juif du *Figaro* : « Il faut concevoir aussi qu'à côté des grands chefs étrangers, une place doit être faite à nos chefs d'orchestre français. »

Voyez-vous ça ! Ce sont les « petits Français » auxquels on songera aussi à offrir les miettes. Le Juif Jean Zay oublie qu'il est tout de même en France et qu'un ministre français aurait dit : « A côté des grands chefs d'orchestre français, une place doit être faite aux chefs étrangers. »

Ces derniers étaient des Juifs allemands autrichiens : cela lui suffisait. Son cabinet n'est-il pas à l'image d'Israël ? Il se compose des Juifs Marcel Abraham,



Lucien Coudor, Jean Cassou, René Paty, Joseph-Jean Morer, Paul Jamati et André Mayer, nommé pendant la crise de septembre, au poste de « Conseiller technique pour l'organisation et la coordination des recherches et travaux scientifiques intéressant la défense nationale ».

Au moment dramatique, où nos réservistes campaient à la belle étoile dans la forêt vosgienne, le Juif intransigeant, qui prenait des attitudes bellicistes, faisait la bombe avec des actrices. Je n'invente rien. On va presque me le reprocher. Je copie seulement, non pas une vague publication antisémite, mais la rubrique des spectacles du super-journal enjuivé *Paris-Soir* et je livre à votre écœurement l'information suivante parue, je le répète, à un moment dramatique pour tous les Français :

« Après la comédie « *Les jours heureux* », au Théâtre Michel, l'on soupa et l'on dansa. Des lambethwalks, évidemment. C'est ainsi que l'on put constater que M. Jean Zay, ministre de l'Education Nationale, en compagnie de Parisys, n'hésite pas à assimiler la nouvelle danse à l'un des beaux-arts. »

Comme le remarque *Le cri du sol*, « la crise économique, la crise monétaire, la crise sociale, la crise tchécoslovaque, la vie chère, le chômage, le rappel des réservistes... ce sont, pour lui, bagatelles et sottises préoccupations.

« Il a, pour ligne Maginot, choisi un dancing...

« Pour spécialité : le « Lambethwalks » !

« Pour uniforme : le smoking et pour compagnon de combat : Mme Parisys. »

J'en passe - et des plus basses - comme cette photographie ministérielle indécente en pyjama mal boutonné...<sup>43</sup>

Mais le comble a été atteint par le ministre Zacharie-Zay au lendemain de l'échec de la grève générale du 30 novembre 1938. Il a invité les recteurs d'Académie à maintenir les instituteurs grévistes sur les tableaux de promotion au choix !

L'écœurement de l'Université s'est traduit par le télégramme suivant de M. Lesur, président de l'Association des Instituteurs du Nord, au Président du Conseil :

« L'ordre téléphoné au recteur par le ministre Zay de promouvoir demain au choix des instituteurs grévistes est considéré par les instituteurs ayant, le 30 novembre, accompli leur devoir en accord avec l'exhortation gouvernementale, comme une brimade inexplicable envers eux. Comptons sur vous pour annulation urgente. »

Cet esthète de la guerre juive, cet insulteur du drapeau, et - ô triste dérision ! - ce ministre de l'Education Nationale en bordée à l'heure de la veillée des armes, ce Juif affreux n'est-il pas à vomir ?

Et quelle pitié de voir dans le sillage de ces Juifs abominables, telles des ilotes ivres ou des esclaves inconscients, les ministres Campinchi, Champetier de Ribbes et Chappedelaine, égarés dans ce ghetto guerrier...

<sup>43</sup> Voir le cliché de Paris-Soir du 21 août 1938.

On peut n'être pas l'ami du président Daladier - j'étais de l'autre côté de la barricade, au 6 février 1934 - mais, quoi qu'il arrive, on ne peut lui refuser une reconnaissance sans limite pour avoir tenu tête, jusqu'au bout, à la meute enragée de ses ministres juifs.

## CHAPITRE XI

## LES FAUSSES NOUVELLES

Lorsqu'une crise vient troubler la paix des âmes sereines, le commun des mortels, s'il est superstitieux, s'en va consulter une pythonisse. Pour suivre cette coutume antique, nous irons, si vous le permettez, chez Mme Geneviève Tabouis.

Sainte Geneviève sauva Paris. Madame Tabouis tente de sauver Genève tous les matins, dans le journal de l'honnête banquier Marchal, dont les « malheurs » avec Thémis ont attristé « les imbéciles », qui - on le sait - « ne lisent pas Œuvre ».<sup>44</sup>

Mme Tabouis est intrépide. Vous croyez la rencontrer dans son bureau : elle est en audience particulière chez le camarade ambassadeur des Soviets. Vous courez rue de Grenelle trop tard, notre pythonisse internationale fait antichambre à l'Amhassade d'Angleterre, avant de faire le pied de grue chez M. Comert, informateur en chef du Quai d'Orsay (jusqu'en octobre 1938).

Porte-voix des « sphères officielles », des « milieux généralement bien informés », des « cercles diplomatiques », des « centres politiques » et de la C. G. T., Mme Tabouis jongle, en acrobate accomplie, avec ces sphères et avec ces cercles, sur le tapis vert des conférences.

Elle est ainsi devenue l'oracle de la République, un oracle d'ailleurs si pressé par la succession de ses échos étrangers qu'il lui reste trop peu de temps pour les traduire intelligiblement ; et ce n'est sûrement pas M. Paul-Boncour qui aiderait à éclaircir son style.

Il lui arrive cependant de s'exprimer clairement, lorsqu'il s'agit, par exemple, d'imaginer un débarquement de troupes allemandes au Maroc, ou bien de préparer l'opinion publique à une « croisade des Démocraties » contre les Etats totalitaires, ah ! pardon ! « contre le fascisme », car elle ne saurait déplaire au Tout-Puissant Staline...

Ce jour-là, le 5 octobre 1937, la *Prager Presse* illuminait en caractères gras, sous le titre : « *Nouveau renflouement de l'alliance avec la France* ». C'est l'agence Tabouis qui publiait, avec ce style mystérieux dont est faite sa fortune : « Il paraît certain qu'on a de nouveau déclaré à M. Krofta (ministre des Affaires Etrangères de Tchécoslovaquie), de la part du gouvernement (de Paris), que la France sera toujours aux côtés de la Tchécoslovaquie, non seulement dans le cas d'une attaque caractérisée, mais encore en toutes circonstances. »

---

<sup>44</sup> Le cognac Hennessy vient d'acheter 65 % des actions du journal.

L'organe tchèque, en langue allemande, de M. Bénès monta en épingle ces derniers mots, le 30 octobre 1937, et en fit un titre impressionnant, dont la gravité est exceptionnelle : « En toutes circonstances ».

Quel succès pour Mme Tabouis !

Ce n'était encore rien. Nos oreilles allaient entendre, au cours du discours du ministre des Affaires Etrangères, M. Yvon Delbos, au Congrès du Parti Radical-Socialiste, les propres assurances de Mme Tabouis, avec la même formule : « En toutes circonstances, la France tiendra ses engagements. »

Décidément, nous nous trouvons devant une leçon apprise. M. Bénès l'a dite à M. Léon Blum, lors de son séjour à Prague. M. Léon Blum l'a répétée à Madame Tabouis ; et notre malheureux Yvon Delbos ne pouvait plus dire autrement.

On devine la joie des Lévy, dans *Le Populaire* : « La France a pris des engagements à l'égard de la Tchécoslovaquie. Elle les tiendra. Personne ne doit l'ignorer. »

Car Mme Tabouis est le porte-plume servile des Juifs. Il est bon d'en finir avec Son Ignorance, en lui mettant le nez dans ses inexactitudes. Son imagination fantasque serait seulement comique, si elle ne trouvait pas accès auprès du grand public crédule et surtout – hélas ! - d'un cercle diplomatique parfois trop candide.

Je donne donc la parole au critique anglais, M. Christopher Hollis, dans *Tablet*, sur le dernier livre, traduit en anglais, de Geneviève Tabouis : *Perfide Albion, entente cordiale*, écrit, semble-t-il, pour s'amuser en société.

« Mme Tabouis, écrit M. Hollis, croit vraiment d'étranges choses. Le souvenir des bourgeois de Calais, implorant la clémence du Roi d'Angleterre au lendemain d'Azincourt, a laissé, d'après elle, une marque ineffaçable dans la mémoire des Français (p. 22). Je noterai seulement que la bataille d'Azincourt date de 1415 et l'épisode des bourgeois de Calais de 1346 ! »

Les cinquante premières pages du livre de Mme Geneviève Tabouis contiennent sept grossières (howlers) erreurs. Elle ne brouille pas seulement les dates, mais elle les choisit dans un chapeau, sinon comment s'expliquer les bourdes invraisemblables de cette dame qui se montre incapable, dans une œuvre prétendue historique, d'indiquer exactement les dates de la Déclaration de l'Indépendance américaine et des traités d'Anvers et d'Amiens ?

« Dans le monde post-napoléonien, nous dit-elle, l'Angleterre s'est tenue à l'écart de l'Europe.

« En gros, c'est assez vrai. Mais en exemple de cette abstention et de ses conséquences, l'auteur (p. 54) se réfère, ô surprise ! à la victoire navale des Français sur les Turcs à Navarin. Or, Navarin se trouve être la seule bataille, navale ou terrestre, où les Anglais aient pris part dans la génération qui a suivi Waterloo.

« Vient, à la page 264, l'histoire de la remilitarisation de la Rhénanie. Pour expliquer la répugnance française à s'engager à fond pour soutenir l'Angleterre

dans l'affaire d'Ethiopie, on nous dit que *l'Angleterre avait trahi les principes de la S. D. N. quand l'Allemagne avait réoccupé la Rhénanie.*

« ... Comme chacun le sait, les sanctions contre l'Italie ont été décidées en octobre 1935, et la remilitarisation de la Rhénanie date de mars 1936 !

« A la page 278, nous apprenons que, lorsque M. Baldwin a commencé son programme de réarmement, *le public britannique était derrière lui comme un seul homme.* En fait, il eut à faire face à la forte opposition du Labour Party.

« A la page 289, Mme Tabouis prétend citer les paroles de M. Chamberlain à la séance de cabinet du 29 février : *Il serait plus opportun (aurait-il dit), de détacher l'Italie de l'Allemagne.* Sur quoi s'appuie-t-elle pour rapporter ce propos ? Etait-elle cachée sous la table ? On aimerait connaître la source de ses informations à propos de cette mystérieuse séance, or, dans l'année en question, il n'y a pas eu de 29 février.

« Mme Tabouis a trouvé dans son livre une ample occasion de prouver qu'il n'y a pas de période dans l'histoire et de pays dans le monde au sujet desquels elle ne soit parfaitement incompétente. Et nous devons lui en être reconnaissants, car il y a vraiment peu d'écrivains vivants qui soient aussi ignorants de toute chose que l'est Mme Tabouis. »

Après ce jugement motivé, nous ne lisons plus les pauvretés de l'Egérie de Genève et je me refuse, par pitié, à classer dans cette étude ses fausses nouvelles bellicistes.

Ainsi, le mensonge est-il élevé à la hauteur d'une institution d'informations : il a même été justifié par Voltaire dans sa lettre à Thériot : « Le mensonge est une grande vertu quand il fait du bien... Soyez plus vertueux que jamais : il faut mentir comme un diable, non pas timidement, non pas pour un temps, mais hardiment et toujours. » (21-10-1736.)

Mais le mensonge - même maçonnique comme celui de Voltaire - demeure chez nous une exception, tandis qu'il est de règle générale chez les Juifs vis-à-vis des non-Juifs, en vertu du Talmud : leur premier acte en débarquant sur notre sol est de camoufler leur vrai nom.

Jusqu'au dix-septième siècle, les Juifs ne portaient que des prénoms, parfois suivis du nom de leurs parents : Davidson ou Davidsohn (fils de David). Mais la confusion de leur état civil devint si impénétrable qu'ils durent, de gré ou de force, s'affubler de noms : de là leurs noms de villes Lyon, Caen ; de plantes : Blum et de métiers Goldmann, par exemple.

Les Juifs prirent goût à ce jeu et peut-être aussi parce que nulle tradition ne les attachait à un patronyme, ils changèrent souvent de nom, en empruntant leurs origines aux pays où ils émigrèrent.

Les Juifs d'aujourd'hui portent presque tous des pseudonymes : leurs faux noms trempés quelquefois dans l'eau bénite ne doivent pas nous tromper et il faut leur arracher leur identité véritable, plus conforme du reste à la nature de leur race étrangère.

En divulguant leurs noms dans une œuvre de salut public, on leur accorde un supplément d'honneur : fils de France, nous sommes fiers du nom de nos pères. Que les Juifs ne rougissent pas de leurs ancêtres du ghetto !

Veut-on des exemples récents ? *Les Petites Affiches* du 27 août 1938 informant sous les numéros 17.105 et 17.106, que Kestembaum Marius, Kestembaum Chaim et Kestembaum Ella, naturalisés le 4 septembre 1926 et demeurant 16, boulevard Saint-Denis à Paris, sollicitent l'autorisation de changer leur nom en celui de Henry.

Lévy demande à s'appeler Simoni ; Schwob Sorval ; et les autres, Gluckmann : Julien ; Cohn : Caune ; Marcus : Marquet ; Brezicki : Galland ; Schwartz : Brevan ; Godstein : Oriano, etc...

Les faux noms de la presse juive ne sont pas moins instructifs : Cohen dit Fabius de Champville ; Ruff dit Charles Lussy ; Karfunkelstein dit Léon Blum ; Lekah dit Bernard Lecache ; Katz dit Cotnareanu ; Herzog dit Maurois ; Latzarus dit Gallus ; Dreyfus dit Michel-Georges Michel ; Grumbach dit Pertinax ; Weil dit Veil ; Weisskopf dit Gombault ; Léopold Hesse dit Léo Poldès ; Schwob dit d'Héricourt ; Blum dit Blumel ; Kurt Caro dit Manuel Humbert ; Roussy de Sales dit Jacques Fransallès ; Angelo Tasca dit André Leroux ; Galpérine dit Levasseur ; Pravatiner dit Arnold ; Demeter dit Demaître ; Camille Loutre dit André Sully ; Victor Schiff dit Charles Reber ; etc...

« Quand je suis arrivé de Cracovie raconte Isaac Blumchen, dans *A nous la France !* (Paris 1913), nos chefs de l'Alliance Israélite m'ont conseillé de traduire mon nom Blümchen et de m'appeler désormais François Fleurette pour amadouer les indigènes. Au bureau des naturalisations, notre frère Grumbach voulait me constituer un état civil au nom de Raoul d'Antigny ou Robert de Mirabeau, pour me faciliter l'accès du grand monde et des salons.

« J'ai refusé avec mépris. Je sais mieux ce que nous valons aujourd'hui. Quelle bassesse de faire croire aux Français que nous sommes de leur peuple, c'est-à-dire du peuple asservi, tandis que nous sommes le peuple maître !

« Honneur à nos Jeanne Bloch, Henry Bernstein, Sulzbach, Merzbach, Blumenthal, Gougenheim, Bischoffheim, à nos Cohen, Cahen, Kohn, Kohan, à nos Meyer, Lévy, Rosenthal, Rosenblatt, à nos Stern, Klotz, Schrameck et Schmoll, qui arborent fièrement le nom hébreu ou le nom germanique !

« Ceux-là sont les dignes fils de Juda, les vrais conquérants ; et la récompense de leur courage est dans la bassesse du peuple conquis, incliné devant eux, apportant de lui-même dans leurs greniers ses moissons, dans leurs coffres son épargne. »

Le même auteur écrivait dans *Le Droit de la Race Supérieure* : « Pour les Juifs, et pour les Juifs seulement, le Tribunal et le Parquet acceptent comme pièce d'identité suffisante, suppléant à tout état civil, un acte de notoriété fabriqué par n'importe quel rabbin et certifié par sept de nos frères. Ainsi nos Juifs prennent en arrivant les noms qui leur plaisent, dissimulent leur passé, leurs

condamnations, les raisons pour lesquelles ils cherchent refuge en France. Le Parquet va jusqu'à dispenser les Juifs, les Juifs seuls, de toute légalisation pour les pièces qu'ils veulent bien produire. Une signature de rabbin, lequel n'a même pas à prouver qu'il est rabbin, est un talisman devant lequel tout s'incline. »

Des faux visages aux fausses nouvelles, il n'y a qu'une tradition : celle de la falsification. Elle est vieille comme Juda. « Depuis Ptolémée Philadelphe, raconte l'écrivain juif Bernard Lazare, dans son livre : *L'Antisémitisme*, jusqu'au milieu du troisième siècle, les Juifs alexandrins se livrèrent à un extraordinaire travail de falsification des textes propres à devenir un appui pour leur cause.

« Des vers d'Eschyle, de Sophocle, d'Euripide, de prétendus oracles d'Orphée conservés dans Aristobule et les *Stromata* de Clément d'Alexandrie, célébraient ainsi le seul Dieu et le sabbat. Des historiens étaient falsifiés. Bien plus, on leur attribuait des œuvres entières, et c'est ainsi que l'on mit sous le nom d'Hécatee d'Abdère une *Histoire des Juifs*. La plus importante de ces inventions fut celle des oracles sibyllins, fabriqués de toutes pièces par les Juifs alexandrins, et qui annonçaient les temps futurs où adviendrait le règne du Dieu unique. » (Tome 1, pages 77-78.)

Dans *La Question du Messie et le Concile du Vatican*, paru en 1869, les abbés Lémann, Juifs convertis, dénoncent la falsification des Juifs : « On commença par altérer la lettre de certaines prophéties. Ces altérations purent se pratiquer, et comme se couler, sans que le peuple y prît garde. Comme la langue et l'écriture hébraïques sont extrêmement délicates, par suite de la ressemblance entre elles de plusieurs lettres de l'alphabet, non moins que par le jeu des lettres dans la formation des substantifs et des temps des verbes, de plus, comme cette langue de la Bible était devenue en quelque sorte le dépôt des rabbins, depuis que les Juifs dispersés parlaient les langues de toutes les autres nations, on conçoit comment, sans éveiller les soupçons du peuple, les rabbins ont pu glisser de perfides altérations dans la contexture des mots.<sup>45</sup> »

Les Pères de l'Eglise et les rabbins convertis ont signalé ces falsifications. Dans son ouvrage sur *L'Harmonie entre l'Eglise et la Synagogue*, en 1844, l'ancien rabbin Drach, savant hébraïsant, écrit : « Je pris le parti de conférer attentivement l'hébreu de l'Ancien Testament avec la version grecque des Septantes, parce que cette interprétation est l'ouvrage des docteurs de la Synagogue, revêtus de toute l'autorité qu'on peut désirer, et qu'elle date du commencement du troisième siècle avant la naissance de Jésus-Christ, c'est-à-dire d'une époque où ils n'avaient encore aucun intérêt à détourner le sens des prophéties qui regardent le Messie... » Mais le grand-rabbin, Abraham Cologna, président du Consistoire

---

<sup>45</sup> L'auteur ajoute : « Dans le but d'empêcher à jamais qu'on retranchât, ou qu'on déplaçât au seul iota de la Bible, ces docteurs hébreux du sixième siècle eurent la patience de compter et les versets et les mots et les lettres, dans chaque livre du vieux Testament, travail que la postérité juive a surnommé la haie de la loi. Mais ce qu'on ne sait pas, et ce qu'il importe de bien faire remarquer, c'est que l'œuvre des Massorètes de Tibériade ne vit le jour qu'après que les altérations eurent été commises ; en sorte que, mêlée à l'égal du bon grain, dans le reste du texte pur, la fraude, sous le procédé massorétique, est devenue comme immuable. » (Page 40.)

central, enjoignit au rabbin Drach de renoncer à publier « *un ouvrage aussi anti-juif.* »

Le Pentateuque des Juifs samaritains, retrouvé au XVIII<sup>e</sup> siècle, était également falsifié au sujet du culte public qu'ils tenaient pour avoir été établi par leur Dieu sur la montagne de Garizim, tandis que les autres Juifs soutiennent que Iahvé doit être adoré à Jérusalem.

En 1826, lors de la préparation du *Brockhaus Konversations Lexikon*, Salomon Rothschild chargea Gentz d'écrire sur sa maison un article payé princièrement. Il fallait laisser entendre que l'électeur de Hesse avait confié son énorme fortune à la banque Rothschild, qui l'avait sauvée et rendue avec une probité désintéressée. Cette légende - car c'en était une - court encore ; mais elle falsifie l'histoire qui nous apprend, au contraire, que l'électeur de Hesse « *n'avait pas confiance en ses hommes d'affaires* » et qu'il fit porter sa fortune, au dernier moment, chez le ministre d'Autriche, le baron de Wessenberg. Dix-neuf caisses furent déposées à la maison de transport Preye et Jordis. Rothschild ne reçut en tout, en 1807, que quatre caisses de papiers d'archives. Son mérite réel n'est donc pas aussi grand que le lui prête le Lexique falsifié.<sup>46</sup>

Ce long préambule psychologique, reposant sur des faits anciens historiques et sur des faits contemporains, était indispensable pour comprendre la passion des Juifs pour la falsification des textes, pour le camouflage de leurs noms et pour le penchant inné qui les pousse à propager les faux documents et les fausses nouvelles : c'est cette marque juive, que j'ai voulu montrer.

Le génie de la falsification les entraîne à truquer même les photographies ou bien à induire en erreur sur leur provenance : par exemple, le 27 septembre 1938, un journal du soir a publié une photographie représentant un régiment tchécoslovaque défilant, musique en tête, dans les rues de Asch, la petite ville natale du chef allemand sudiste, Conrad Henlein. Or, le fait, à cette date, était impossible. Mais, en y regardant de près, on découvre, derrière les soldats, la silhouette de Jean Huss sur la place de l'Hôtel de ville de Prague...

Le lendemain, le speaker du poste officiel français (et enjuivé...) Radio-Paris amputait le discours de M. Neville Chamberlain après cette phrase : « Ne vous alarmez pas si vous apprenez que des hommes sont appelés pour rejoindre leur détachement de défense aérienne ou leurs unités navales. »

« Ainsi se termine le discours de M. Chamberlain », déclarait froidement le poste Paris P. T. T.

C'était le mensonge par omission, la nouvelle faussée par truquage et enfin - c'était là le but poursuivi - la manœuvre belliciste cherchant à créer son climat.

Au contraire, le Premier ministre britannique poursuivait : « Ce ne sont que des mesures de précaution qu'un gouvernement doit adopter en des temps

<sup>46</sup> Voir *Der Aufstieg des Hauses Rothschild* (1927), par Egon Ceasar Corti (pages 54-57).



comme ceux que nous traversons, mais elles ne signifient pas nécessairement que nous sommes résolus à la guerre, ni que la guerre est imminente.

« Quelle que soit notre sympathie pour une petite nation qui se trouve en face d'un grand et puissant voisin, nous ne saurions en toutes circonstances nous engager à entraîner la totalité de l'Empire britannique dans une guerre pour cette seule petite nation. Si nous avons à nous battre, cela devrait être pour des problèmes plus vastes que celui-là. Je suis moi-même un homme pacifique jusqu'au plus profond de mon âme.

« Les conflits internationaux sont pour moi un cauchemar. Si j'étais convaincu qu'une nation, quelle qu'elle soit, fût résolue à dominer le monde par la crainte de sa force, j'estimerai qu'il faut lui résister. Sous une telle domination, la vie des peuples qui croient à la liberté ne vaudrait pas d'être vécue.

« Mais la guerre est une chose terrible et nous devons être bien certains, avant de nous y engager, que ce sont vraiment de grandes causes qui sont en jeu, et que l'appel à tout risquer pour leur défense, une fois pesées toutes les conséquences, est réellement irrésistible.

« Pour le moment, je vous demande d'attendre aussi calmement que possible les événements des quelques jours prochains. Tant que la guerre n'a pas commencé, l'espoir subsiste de l'empêcher, et vous savez que je travaillerai pour la paix jusqu'au dernier moment. »

Cet admirable appel au calme et cette émouvante profession de foi dans le maintien de la paix, les Juifs n'ont pas permis au peuple français de l'entendre, le 28 septembre 1938 ; et ils l'ont maquillé, par des omissions, en déclaration contraire.

Les agences et les postes de la radio ont pratiqué à l'endroit du discours du chancelier Hitler le même mensonge par omission que pour le discours de M. Chamberlain.

Voici, à titre documentaire, le passage essentiel du discours du Führer qui a été caché à la presse et au public français :

« Je suis disposé et j'étais disposé à faire voter dans tout le territoire de la Tchécoslovaquie, mais M. Bénès et ses amis se sont élevés là contre. On ne devait voter que dans certaines parties. Bon, j'ai cédé sur ce point. J'ai dit à M. Chamberlain : si vous voulez qu'il ne soit voté que dans certains territoires litigieux, eh bien ! soit. Mais pour qu'on ne dise pas que le vote ne pouvait pas être régulier, j'étais prêt à faire contrôler les opérations de vote par une Commission internationale.

« Je suis encore allé plus loin. J'étais disposé à confier la délimitation de la frontière à une commission germano-tchèque. M. Chamberlain a fait observer que peut-être on pourrait prévoir une Commission internationale. J'étais prêt également à faire cela ; bon ! ce serait donc une commission internationale.

« J'étais, en outre, même prêt à retirer mes troupes durant ce plébiscite, et aujourd'hui je me suis déclaré disposé à inviter, pour cette période, la Légion bri-

tannique, qui m'a fait l'offre d'aller dans ce territoire et d'y maintenir la tranquillité et l'ordre.

« Puis, j'étais disposé à ce qu'une Commission internationale délimitât la frontière définitive, et j'étais prêt à laisser à cette Commission, qui doit comprendre des Allemands et des Tchèques, le soin d'établir toutes les modalités. Quel est maintenant le contenu de ce mémorandum ? Ce n'est pas autre chose que la réalisation pratique de ce que M. Bénès a déjà promis, et cela sous les plus grandes garanties internationales. A vrai dire, il y a quelque chose qui n'est pas acceptable pour M. Bénès.

« M. Bénès vient nous dire : « Ce mémorandum crée une situation nouvelle. » En quoi consiste cette situation nouvelle ? Dans le fait que je demande maintenant que M. Bénès tienne, pour une fois, ce qu'il a promis. C'est en cela que consiste la nouvelle situation pour M. Bénès. Que n'a-t-il pas déjà promis dans sa vie ! Et il n'a rien tenu.

« Maintenant, pour la première fois, il doit tenir sa promesse. M. Bénès nous dit : « Nous ne pouvons pas nous retirer du territoire. » Ainsi, M. Bénès a compris la remise de ce territoire de la façon suivante : le territoire est reconnu en droit au Reich, mais il reste soumis à la violence tchèque. »

M. Jean-Charles Legrand est donc autorisé à écrire dans son *Défi* : « La panique a été provoquée et entretenue chez nous par de fausses nouvelles répétées. Les Français ont le droit d'en connaître les auteurs. » (Je les nommerai dans les chapitres suivants.) « Si le calme français n'avait pas été bouleversé par les agents du complot pour la guerre, servis par leur presse, leur radio et leurs propagandistes officieux, le peuple de France n'aurait pas vécu les heures angoissées qu'il a connues.

« Ce sont les fausses nouvelles qui ont jeté le trouble dans les esprits. Ce sont les fausses nouvelles qui ont créé la psychose de la guerre... Ce sont les fausses nouvelles qui révèlent le complot monté pour jeter, par surprise, la France dans la plus incompréhensible des guerres, au profit des Juifs, des Soviétiques, et des marchands de canons. »

La méthode du mensonge direct ou indirect n'est pas limitée à septembre 1938 : elle continue. Je ne sors pas de mon sujet en citant un seul exemple, celui de Radio-Strasbourg annonçant, le 4 novembre dernier, que le vapeur espagnol rouge *Cantabria* avait été torpillé par un navire allemand dans la mer du Nord. On sait que ce navire, germanisé pour les besoins de la cause juive, était en réalité le croiseur *Nadir*, de la flotte espagnole nationaliste...

## CHAPITRE XII

## DE LEVY A PERI

Il me revient une de ces histoires cocasses dont est peuplée la rue parisienne. Devant un hôtel, un groom et un chauffeur de taxi s'étaient pris de querelle à propos d'une malle trop lourde à porter. Dans un langage imagé, où semblaient se rencontrer les cinq continents, les deux antagonistes épuisèrent leur riche vocabulaire. Enfin, visiblement à bout d'argument, le groom jeta superbement à la tête du chauffeur l'injure définitive : « Sale métèque ! » L'autre demeura coi : il était nègre. Quant à son insulteur... c'était un Chinois !

Cet incident remonte à ma mémoire lorsque j'entends le Juif Lévy traiter de métèque M. Charles Lesca, qui a passé trente-cinq mois dans les tranchées et dont le seul crime est d'être né en Argentine d'un père français.

Le Juif Lévy dirige une feuille hebdomadaire intitulée *Aux Ecoutes*, ce qui fait tout de suite penser à ses oreilles. Le 14 octobre 1938, le père de M. Lesca lui a proposé de publier où se trouve le berceau de sa famille : on attend toujours la réponse du directeur israélite...

J'avais tenu, jusqu'en 1938, M. Paul Lévy pour un de ces Juifs bien nés que la culture française aurait assimilés. Il sera donc dit qu'on se repent toujours d'avoir mis sa confiance dans un Juif. Le Lévy des *Ecoutes* s'est montré, suivant la nature de sa race, le frère des Lévy du peuple juif. Il a réagi, en face des événements de Tchécoslovaquie, non comme un Français soucieux de l'avenir du pays ancestral - ce qu'un métèque ne peut réaliser - mais comme un bon Juif.

La crise de septembre 1938 a fait éclater le divorce entre le Français et le Juif. M. Paul Lévy a choisi instinctivement la cause de sa race. Je ne l'en blâmerai pas. Son bellicisme, dont je vais reproduire un échantillon, est au moins fondé sur une cause qui tient, et dont seul l'esprit vindicatif me fait horreur.

Mais enfin, j'ai le devoir de mettre mon pays en garde contre lui, car nous ne servons pas la même cause ; et j'ai le devoir de le dénoncer aux patriotes abusés qui pourraient le suivre encore, parce que sa bonne foi a dépassé les limites de la crédibilité. Je vais à l'essentiel : que le Juif Lévy essaie de provoquer, pour la guerre, les esprits sensibles à ses arguments perfides, je lui abandonne cette liberté honteuse mais quand, à une heure décisive et dramatique, le même Juif, pour nous pousser à l'irréparable, écrit avec cynisme qu'une intervention franco-britannique déclencherait « immédiatement un immense mouvement du peuple

yougoslave et du peuple polonais en faveur du peuple tchèque », j'écris que c'est un mensonge criminel.

Le Juif belliciste Paul Lévy n'a pas même l'excuse d'avoir commis une erreur ; ou il faudrait admettre que ce singulier journaliste ne lit pas les journaux, car il aurait vu dans toute la presse la réserve de la Yougoslavie, empêchant le pacte de la Petite Entente de jouer contre l'Allemagne, et surtout l'attitude nettement hostile de la Pologne, dont le gouvernement réclamait la cession du territoire de Teschen, et dont la population formait des corps francs, en lutte ouverte avec les troupes tchèques sur la frontière slovaque.

En écrivant le contraire, en face des faits, le Juif Lévy a perdu toute qualité pour nous donner des leçons de morale civique. Nous n'oublierons ni son bellicisme, ni sa méthode mensongère.

Le Juif Grunbaum-Géraud, dit Pertinax, dont le père Grunbaum venait de Poznan, en Pologne, est un Lévy supérieur : son intelligence, son entregent et sa ruse lui composent une importance à laquelle je vais faire honneur.

Ce Juif distant ne se commet généralement pas avec « la valetaille » des rédactions de journaux : je ne l'ai jamais rencontré avec mes grands confrères, dans les réunions de presse chez le président Aristide Briand, lors de la Conférence de La Haye, où j'assurais la correspondance de *Paris-Midi*. Mais, sur le coup de minuit, je le rencontrais par hasard à l'Hôtel des Indes, sortant de chez le ministre des Affaires Etrangères, dont il devait soutenir la politique en la combattant sur tel ou tel point.

Quand il s'est agi du pacte franco-soviétique, Pertinax vola tout de suite, à son secours et laissa entendre qu'il avait l'assentiment de l'état-major. Un de ses collaborateurs lui aurait fait connaître l'opinion du général Weygand. Mais - patatras ! - voici que M<sup>e</sup> Gautrat produisit, au procès avec *Gringoire*, la note autographe suivante, remise le 25 février 1936, par le général Weygand à M. de Carbuccia :

« Deux points de vue : 1<sup>e</sup> Le général Weygand, en tant que général de l'armée française, n'a jamais été consulté sur l'opportunité de conclure un pacte franco-soviétique, 2<sup>e</sup> Le général Weygand, simple particulier, n'est pas favorable à ce pacte. »

Signé : Weygand. 25/2/36.

Il a été question, au même procès, de la fameuse nouvelle pieusement recueillie et répandue par le Juif Pertinax, selon laquelle des troupes allemandes auraient débarqué au Maroc. Sous le titre effarant: *Un commencement d'occupation militaire allemande*, Pertinax écrivait : « Plusieurs centaines de soldats allemands ont débarqué dans les divers ports de la zone espagnole, et les ingé-

nieurs commencent à renouveler les fortifications de Ceuta et de Melilla. Ainsi nous revient, sous une autre forme, Agadir. Des casernes sont mises en état, agrandies construites, etc... Un blocus franco-britannique de l'Espagne et des possessions africaines, un blocus de terre et de mer s'impose. Tout attermoiement serait fatal. L'Afrique du Nord est attaquée. »

« Supposez, s'écrie M. Marion, que le démenti ne soit pas arrivé très vite, supposez qu'à ce moment-là l'Allemagne et le général Franco n'aient pas immédiatement brisé la fausse nouvelle, que les Anglais eux-mêmes, par l'intermédiaire d'un de leurs navires de guerre qui se trouvait dans les eaux du Maroc espagnol, n'aient pas démenti, eh bien ! on risquait sinon de jeter notre pays dans un conflit, tout au moins de le mettre au bord d'un conflit. »

Pertinax combat la politique de non-intervention et les accords de Nyon, pour la répression commune de la piraterie. En octobre suivant, au comité de Londres, l'Italie accepte de discuter sur la base des propositions anglaises. Pertinax écrit que Rome les a rejetées.

« Autre fausse nouvelle, ajoute M. Marion, le débarquement des Italiens à Majorque. Quelques jours après, il était prouvé que c'était faux.

« Pertinax prétend que les Italiens ont exigé de l'Angleterre, au cours des négociations, une participation au canal de Suez. La nouvelle est fausse. Elle est démentie par l'Italie et par l'Angleterre.

« Là encore, on a essayé de faire échouer une négociation. Je trouve accablantes toutes ces concordances. On peut se tromper sur une fausse nouvelle, mais on ne peut pas constamment joindre à ses qualités de journaliste l'industrie de la fausse nouvelle. Il y en a trop. »

« D'autre part, ajoute M. Bertrand de Jouvenel, Pertinax a plus fait qu'homme au monde pour desserrer les liens qui nous unissaient à la Belgique et pour combattre la francophilie naturelle des Belges. Je citerai des faits. Le 20 juillet 1936, M. Spaak, le jeune ministre des Affaires étrangères de Belgique, prononçait un discours dans lequel il laissait entendre, dans les termes voilés qui sont naturels aux diplomates, que la Belgique était très inquiète du pacte franco-soviétique, parce que l'effet de ce pacte était d'obliger, au cas où il y aurait un conflit entre l'Allemagne et la Russie, la Belgique à livrer passage sur son territoire aux troupes françaises. Et M. Spaak, laissait entendre que la Belgique ne désirait pas livrer ce passage, ne désirait pas se trouver mêlée à un conflit qui éclaterait à l'orient de l'Europe et que, par suite, elle songeait à dénouer sérieusement ses liens avec la France.

« Ce discours était extrêmement modéré dans ses termes. Il fut suivi d'une avalanche d'injures de la part de Pertinax et C<sup>o</sup> contre M. Spaak. Cette avalanche d'injures ne fut pas étrangère au discours du roi, plus net, qui eut lieu le 14 octobre 1936 et qui éloigna davantage la Belgique de la France. »

A son tour, M. Fernand de Brinon accuse Pertinax d'avoir exploité des fausses nouvelles et rappelle l'effet désastreux produit outre-Manche par les attaques personnelles de Pertinax contre M. Chamberlain.

« Moyens dangereux ! s'écrie M<sup>e</sup> Jallu. Pertinax a d'abord essayé de pousser la Pologne une première fois contre l'Allemagne et une seconde fois contre la Russie. Plus récemment, il n'a cessé de réclamer le blocus des côtes d'Espagne et du Maroc espagnol. Il a demandé l'occupation de Minorque. Il a insisté pour la mobilisation conjointe des flottes française et anglaise.

« A propos des affaires d'Autriche et de Tchécoslovaquie, c'est, dans ses articles, de « *passer le Rhin* » qu'il s'agit, sans d'ailleurs que Pertinax s'inquiète de savoir sur combien de frontières la France aurait à se défendre, si elle serait prête et s'il y aurait une nation en Europe pour se joindre à son action.

« Car non seulement Pertinax accomplit tout ce qui est nécessaire et suffisant pour allumer la guerre mondiale, mais il fait tout ce qui est nécessaire et suffisant pour éloigner de nous tous ceux qui, Soviets exceptés bien entendu, pourraient être nos alliés. »

Quand le Juif Pertinax, dans le *Daily Telegraph*, prête à Briand, en 1921, des propos désobligeants sur l'armée italienne, notre ministre des Affaires Etrangères doit les démentir. M. Schwantzer, délégué de l'Italie, à qui, selon Pertinax, ces propos auraient été tenus, dément à son tour. Le 28 novembre, le *Daily Telegraph* doit rejeter la responsabilité de la fausse nouvelle sur Pertinax.

Un conseiller d'Etat déclarait à *l'Œuvre* :

« L'acte de Pertinax n'est pas celui d'un inconscient, mais d'un criminel. Pertinax a commis une coquinerie journalistique, une ignoble mystification. Il faut punir ce provocateur. »

Le *Populaire* demandait contre lui des poursuites et M. Yvon Delbos écrivait dans *l'Ere Nouvelle* : « Le fameux télégramme de Pertinax a singulièrement desservi la cause de la France en Italie et ailleurs. Et l'on peut constater ces choses, évoquer même devant certains farceurs du nationalisme certains articles du Code pénal, sans être sérieusement soupçonné d'intentions liberticides. »

Aujourd'hui, le Juif Grunbaum-Géraud, dit Pertinax, opère dans *l'Ordre* du Juif Ebstein. Ses nouveaux mensonges ont été démasqués, le 19 août 1938, par *l'Homme Libre*, de M. Frossard, où paraissait la note suivante :

« L'Ordre avait publié avant-hier une information selon laquelle M. Mussolini aurait déclaré à l'ambassadeur britannique à Rome, lord Perth, que l'Italie ne quitterait en aucune circonstance les Baléares. Une telle nouvelle, qui ne reposait comme bien on pense sur aucun fondement, a fait hier l'objet d'un démenti catégorique de la part du gouvernement britannique.

« Dans les milieux français bien informés, on appuie le démenti donné par Londres à ce « *canard* ». On fait remarquer au surplus que si une telle conversation avait eu lieu entre lord Perth et M. Mussolini, elle aurait immédiatement provoqué des démarches diplomatiques auprès du chef du gouvernement italien. Elle aurait, au surplus, justifié l'émotion qu'on devine, et qui n'a pas eu à se manifester, puisque la nouvelle ainsi lancée est en tous points inexacte. »

Le lendemain, le *Matin* ajoutait : « La fausse nouvelle sciemment fabriquée et intentionnellement propagée constitue un véritable crime, le crime contre la paix. »

Le Juif Pertinax en a entendu d'autres : il continuera de plus belle. En effet, nous lisons dans *l'Ordre*, du 28 septembre 1938 : « La grave et noble déclaration du Premier ministre dissipe toute incertitude, quant à ce que feront la France et l'Angleterre, auxquelles il a associé la Russie. » Nouveau mensonge ! Il ne s'agissait ni d'une déclaration de M. Chamberlain, ni de lord Halifax, mais d'une note de presse sans valeur.

« *L'Intelligence Service* et notre état-major savent parfaitement que l'armée allemande est loin d'être prête à une guerre mondiale. Les stocks accumulés depuis plusieurs mois sont, en dépit des efforts des autorités du Reich, très insuffisants. Si l'armée de choc est formidable, ses arrières sont donc relativement mal assurés et derrière une façade redoutable, il y a d'immenses faiblesses, alors que du côté franco-anglais, derrière les faiblesses étalées au grand jour, il y a d'immenses réserves de matières premières, de vivres, d'or et d'hommes », écrit, le 16 septembre, l'homme « au profil juif si accentué », ce pauvre M. Henri de Ké-rillis, qui insiste, le 20 septembre, d'une façon particulièrement pressante : « Chacun de nous savait bien qu'en dehors de la lettre des traités, en dehors des textes, en dehors des interprétations du droit, il y a l'esprit. Or, l'esprit du traité franco-tchèque ne prête pas à équivoque. La France avait dit aux Tchèques : *Jurez-moi que si on m'attaque, vous me défendrez et, en échange, je vous jure que si on vous attaque, je vous défendrai.* Les Tchèques avaient acquiescé. Les deux pays avaient échangé leurs promesses. »

Ce beau raisonnement pêche par la base, qui est fausse, comme je l'ai démontré précédemment dans la *Crise Tchèque* (second point).

Et dans le même journal, où trône la pythonisse juive Hirsch, dit Hutin, paraissait, le 25 septembre, cette fausse nouvelle : « Hitler est pressé de prendre possession du territoire sudète, et il ne veut pas que la fixation de la nouvelle frontière soit faite par une Commission internationale. » Nous savons déjà le contraire par le discours du Führer ; mais le mémorandum lui-même, cité par le *Temps*, précisait sa pensée : « Les modifications de la nouvelle frontière résultant du plébiscite seront réglées par une Commission germano-tchèque ou internationale. Le plébiscite lui-même sera effectué sous le contrôle d'une Commission internationale. »

Et voici, le 26 septembre, l'entente touchante de nos Juifs de gauche, du centre et de droite : le Juif Péri écrit dans *l'Humanité* : « La réponse du gouvernement tchécoslovaque, remise, hier soir, à lord Halifax par M. Masaryck, souligne les différences capitales entre le plan primitif et le diktat de Berchtesgaden. » *L'Ordre* pose ce titre sur cinq colonnes : « Les exigences du mémorandum allemand dépassent infiniment la demande de rattachement des Sudètes. » Et *l'Epoque*

écrit à son tour, sur trois colonnes : « Le mémorandum allemand va très au delà du plan franco-anglais. »

La vérité - le *Temps* l'a montré en publiant les cartes se rapportant aux deux plans - n'est naturellement pas conforme à l'interprétation des Juifs. Le plan franco-anglais tenait compte des districts de l'administration tchécoslovaque. Le plan allemand, plus précis, plus logique et, d'ailleurs, parfois moins avantageux, fixait la frontière d'après les communes. Dans l'ensemble, la différence était insignifiante.

Maintenant, M. de Kérillis, nerveux, frémissant, exalté, enfin parfaitement entraîné à son effroyable besogne, va la poursuivre implacablement. Il écrit le 28 septembre : « Le chef du plus grand Empire de la terre sait bien qu'il ne s'agit pas, comme nos défaitistes voudraient le faire croire, d'une guerre pour les Tchèques. Il voit au delà. » Il annonce la rumeur selon laquelle « le docteur Goebbels aurait annoncé dans l'après-midi aux journalistes étrangers à Berlin que l'Allemagne ferait aujourd'hui même sa mobilisation générale, si aucun revirement ne s'était produit à Prague. »

C'était, bien entendu, un mensonge : mes confrères français et étrangers peuvent en témoigner. On connaît, au surplus, le démenti officiel allemand transmis par l'agence D.N.B. La vérité sur ce point, j'ai le pénible devoir d'en témoigner, sans craindre aucun démenti, c'est que premièrement le peuple allemand n'était pas informé de la gravité de la situation, (ce qui démontrerait déjà la volonté de non-agression antifrançaise du gouvernement allemand : je renvoie mes lecteurs incrédules à la presse allemande de l'époque) ; et que, deuxièmement, l'Allemagne n'avait pris aucune des mesures de mobilisation prises par la France dans un louable dessein de protection nationale : l'Allemagne n'a mobilisé aucune classe, au mois de septembre 1938. C'est un fait indéniable que l'Histoire retiendra.

Je le rapporte d'autant plus librement que j'approuve cependant - et de tout mon cœur de Français - les mesures de précaution de notre état-major, parant d'avance à tout danger ultérieur ; mais, maintenant, on peut l'écrire sans nuire au moral du pays. Et M. de Kérillis, qui n'est pas si mal informé qu'il le laisse paraître, ne disait pas la vérité quand il parlait encore du « communiqué publié hier par Downing Street (et qui n'a nullement été démenti, comme on le racontait à la Chambre), aux termes duquel il était formellement déclaré que l'Angleterre et la Russie seraient immédiatement, en cas de conflit, aux côtés de la France. »

Qui se ressemble s'assemble ; dans les journaux bellicistes, pourtant d'opinion intérieure si différente, divergente et même contradictoire, la collusion quasi quotidienne de leurs tendances extérieures prouve un véritable complot contre la paix et les rapproche, même après l'échec de leur tentative, le 2 octobre, pour annoncer en chœur, dans *l'Humanité* et dans *l'Epoque*, que « M. Bénès n'a pas l'intention de démissionner », et dans *l'Ordre* : « M. Bénès ne démissionnera pas.

»



Après cette dernière fausse nouvelle, chacun pouvait être assuré de la démission certaine de M. Bénès : ce qui ne manqua pas d'arriver.

Le politicien qui s'effondrait parmi les ruines de son œuvre, le responsable en chef de la crise tchèque, mis en accusation dans son propre pays, devait trouver dans le vaste monde un ami reconnaissant pour prononcer son panégyrique, comme si la nouvelle d'une démission équivalait à un faire-part de décès.

En effet, M. Henri de Kérillis écrivait, le 6 octobre, dans *l'Epoque* : « M. Bénès était devenu le défenseur ardent des catholiques tchèques, réconciliant la vieille Bohême hussite avec le Vatican (oh ! là, là !), et il fut l'animateur fanatique de la magnifique armée de son pays, en même temps qu'un démocrate converti à l'autoritarisme le plus jaloux. Comme Venizelos, comme Titulesco, il appartenait à cette catégorie d'hommes d'Etat exceptionnels que l'Europe centrale et orientale n'a cessé de produire depuis un demi siècle, et dont l'action débordante s'est étendue loin au delà des frontières de leur pays. »

Pour demeurer conforme à son attitude farouche de fier-à-bras, M. de Kérillis fut le seul député opposant à l'acte de paix de Munich, en dehors des 73 communistes et d'un obscur socialiste. « Les communistes applaudissent M. de Kérillis », notait *l'Ordre* du 5 octobre 1938. Pour se justifier, le député de Neuilly écrivait le même jour : « Je ne pouvais pas accorder mon bulletin à un gouvernement qui a renié la parole de la France, et apposé sous la menace sa signature au bas du traité de Munich. »

Nous avons vu continuer l'épouvantable collusion de ces journaux vaincus par l'événement, déçus dans leurs espoirs avoués, dépités enfin devant leur isolement et leur impuissance publique. Le 13 octobre, le Juif Gabriel Péri, dans *l'Humanité*, insinue, à bout d'argument : « Que M. Georges Bonnet veuille ainsi hitlérifier le Quai d'Orsay, cela n'est point fait pour surprendre. » Le même jour, *l'Ordre* écrit : « Maintenant que M. Georges Bonnet a donné (à Berlin) ces nouveaux témoignages de sa bonne volonté, on se montre assez indulgent, et même bienveillant, quant aux affaires politiques françaises, tant intérieures qu'extérieures. »

Et vas-y Henri ! M. de Kérillis appuie vigoureusement : « Aussi longtemps qu'un Daladier et qu'un Bonnet, qui ont osé aller faire acclamer leur défaite devant le monument élevé par nos pères, en commémoration de la plus glorieuse de nos épopées militaires, et devant les cendres du Mort inconnu de la grande guerre victorieuse, ne seront pas expulsés du pouvoir... »

On remet ça, le 22 octobre, avec la même orchestration, étrange et pleine d'aveux. *L'Humanité* lâche son venin : « Les services du Quai d'Orsay, dont la collusion avec les agents de la Gestapo en France n'est un secret pour personne... » *L'Ordre* héberge cette vermine : « La Gestapo et l'Ovra, dont les agents sont désormais *persona grata* dans les milieux gouvernementaux... » Et M. de Kérillis conclut : « Hitler veut consolider Bonnet. » Il suffit, en effet, de ne pas penser comme ces gens-là pour être traité d'*hitlérien*, de même qu'autrefois de *réactionnaire*.

Trois jours plus tard, le ministre, M. Anatole de Monzie, ayant publiquement constaté que la France n'avait aucun engagement militaire à l'égard de la Tchécoslovaquie, *l'Epoque* étale, sur trois colonnes, ce titre : « *Un stupéfiant discours.* » Ce qui est stupéfiant, c'est le rôle joué, pendant la crise tchèque, par M. Henri de Kérillis, « au profil juif accentué ». Laissons ses exaltations tintamarresques et retenons le froid jugement de M. Charles Maurras, dans *l'Action Française*, du 15 octobre :

« Etre l'ami des Juifs, - être hostile à toute renaissance des vieilles provinces françaises, - se prononcer contre la collaboration des classes, - c'est le programme essentiel de M. de Kérillis. Refermons là-dessus des yeux attristés. Disons : Sous la bannière patriote, tel est et tel doit être le règne des rhéteurs, le règne des orateurs. Centralisation ! Etatisation ! Judaïsation ! Bref, la ruine de la patrie. »

Après l'opinion du grand chef monarchiste, écoutons la déclaration pondérée du prince exilé. Dans son *Message aux Français*, du 21 octobre 1938, le comte de Paris s'exprimait en ces termes mesurés, mais fort nets : « Pesant tous mes mots, je dis cependant que le gouvernement ne pouvait s'en tirer à meilleur compte. Le bluff à la résistance, dans notre situation matérielle, eût été tout aussi criminel que la guerre elle-même. »

Avec sa bonne foi coutumière, M. de Kérillis traduit dans *l'Epoque* du 23 octobre, par cette affirmation en contre-pied : « Le comte de Paris, s'il avait été roi de France, n'aurait pas signé un traité qu'il considère comme honteux. »

Cette licence outrageante avec la vérité, c'est la méthode pamphlétaire de M. Henri de Kérillis. Je me refuse, quant à moi, à le qualifier d'imbécile ; il est quelque chose d'infiniment plus dangereux ; car le publiciste responsable, qui voulait délibérément engager la France dans une aventure guerrière, était parfaitement conscient, contrairement à ses affirmations tapageuses, des faiblesses de notre armement. J'en trouve la preuve écrasante et le terrible aveu dans son propre article du 8 novembre dernier, où il écrit : « Le renforcement de notre appareil militaire est illusoire. On continue à ne pas sortir plus d'avions que l'an dernier à la même époque. La campagne de presse en faveur des 5.000, des 3.000, des 2.000 machines américaines n'a pas abouti à la commande d'une seule. La défense passive n'a pas fait un pas en avant. Aujourd'hui comme hier, il n'y aurait pas un seul masque à distribuer aux habitants de Paris. »

Pourquoi, sachant cela, M. de Kérillis, « au profil juif si accentué », mettait-il sa main dans celle des Juifs bellicistes de *l'Humanité* quelques semaines plus tôt ?

J'ai reproduit les noms des fondateurs juifs de ce journal dans le chapitre sur *les Juifs dans la Presse*<sup>47</sup> nous allons apprendre comment les articles de Cachin

<sup>47</sup> *Erratum* : M. Treich n'est plus rédacteur au *Petit Journal*, car il n'est ni Juif, ni P. S. F.

et de Péri sont corrigés par « un émissaire étranger » : le Juif qui représente Moscou.

Voici la lettre de M. Lebrun, ancien secrétaire général de *l'Humanité*, au tribunal ayant à juger l'affaire Pertinax-Suarez :

« Monsieur le Président,

« J'ai acquis, étant rédacteur à *l'Humanité*, la preuve que les articles publiés par ce journal sont inspirés et commandés par la III<sup>e</sup> Internationale, c'est-à-dire par Moscou.

« J'ai été rédacteur à *l'Humanité*, de 1930 à 1933. Pendant deux années, j'ai occupé, à ce journal le poste de secrétaire de la rédaction. Très souvent, j'ai assisté à la mutilation et au changement total, quant aux idées politiques qu'ils exprimaient, des articles rédigés par les collaborateurs de *l'Humanité*, et notamment de MM. Cachin et Gabriel Péri. Ces changements étaient dictés PAR UN EMISSAIRE ETRANGER, dont nul ne connaissait le véritable nom, et qui m'avait été présenté par M. Thorez sous le pseudonyme de Lenoir. C'était un personnage de 30 à 35 ans, qui s'exprimait avec un fort accent. La présentation avait été faite en présence de M. Berlioz, actuellement député, quelques semaines avant le VII<sup>e</sup> Congrès national du Parti communiste, alors que Lenoir dictait à M. Thorez les éléments de son discours à ce Congrès.

« Par la suite, j'ai eu affaire à Lenoir à de nombreuses reprises. Il me communiquait des ordres formels que je portais à M. Berlioz et à M. André Marty qui, successivement, ont été rédacteurs en chef de *l'Humanité*.

« D'autres fois, dans la soirée, je recevais une convocation de sa part, et je soumettais à Lenoir les articles de M. Péri ou de M. Marcel Cachin et, de très nombreuses fois, j'ai assisté au remaniement total de la rédaction de ces articles. Je devais d'ailleurs, ensuite, essayer de remettre en français correct les phrases qui avaient été changées par Lenoir.

« De tels changements ont été fréquents, particulièrement dans les articles où MM. Péri et Cachin traitaient de la S. D. N. avant que la Russie y eût adhéré.

« Au moment de l'assassinat du président Doumer, d'autre part, Lenoir insistait auprès de moi afin que *l'Humanité* publie, dans les titres et dans les articles, que c'était M. André Tardieu qui avait ordonné l'assassinat.

« Le rôle décisif joué par un représentant de Moscou à *l'Humanité* ne peut faire aucun doute pour tous ceux qui ont pu connaître d'assez près les rouages de ce journal.

« Il n'est pas douteux qu'à cette époque, sous les ordres de Lenoir, le rédacteur en chef, les chefs de service et les rédacteurs de *l'Humanité* ne pouvaient accomplir qu'une fonction subalterne. »

La responsabilité de Moscou établie, prenons la collection du journal communiste. Le 3 septembre 1938, *l'Humanité* annonce : « Washington soutient Londres et Paris... » En cas de conflit européen, les Etats-Unis apporteraient leur appui aux démocraties européennes. » Est-il besoin de rappeler que le président Roosevelt a officiellement déclaré à la presse américaine, le 11 septembre, que « *ces interprétations sont cent pour cent fausses* ».

A la même date, la même presse judéo-française annonce qu'en cas d'attaque allemande, la Roumanie ouvrira son territoire à l'armée soviétique. Le gouvernement de Bucarest est venu démentir cette fausse nouvelle.

Le 14 septembre, le Juif Gabriel Péri écrit, dans *l'Humanité*, que la bataille sera gagnée si les gouvernements responsables de l'ordre européen montrent, « par des faits, qu'ils sont résolus à honorer leur signature » ; et il dit, le 16 septembre : « M. Neville Chamberlain tente de livrer à domicile l'indépendance de la Tchécoslovaquie. » Le même jour, dans le même journal, le Juif Duclos écrit : « La démarche de M. Chamberlain est venue encourager les auteurs de guerre du fascisme. »

*L'Humanité* du 18 septembre écrit ensuite :

« Il n'y a qu'une politique de sauvetage de la paix. C'est celle qui encouragera la Tchécoslovaquie à la résistance et qui, en mettant fin à toute espérance d'impunité, découragera par avance le seigneur de la guerre. M. Chamberlain, en s'envolant vers Berchtesgaden, avait tourné le dos à cette politique. M. Daladier a le devoir de démontrer qu'elle est la seule juste. »

Le journal judéo-moscovite précise, le 21 septembre, dans sa manchette étendue sur quatre colonnes : « La Tchécoslovaquie ne veut pas se laisser démembrer. Avec enthousiasme, le peuple tchécoslovaque se prépare à sauvegarder l'intégrité du pays. » Décidément, nos Moscoutaires étaient mal renseignés, car, au même moment, le gouvernement de Prague avait accepté le démembrement du pays allemand sudète, sur la base de l'accord franco-britannique de Londres.

Le 24 septembre, *l'Humanité* prend sa revanche sur cinq colonnes : « *La rupture de Godesberg* ». C'était une autre fausse nouvelle ; et, dans son discours à la Chambre des communes, le 29 septembre, M. Chamberlain a déclaré avec force qu'au cours des entretiens de Godesberg, il n'y eut pas même une menace de rupture...

Le 28 septembre, *l'Humanité* annonce, en première page, la mobilisation italienne : encore une fausse nouvelle.

Le même numéro contient le commentaire suivant : « On estime généralement que le chancelier Hitler a voulu mentionner la mobilisation générale, dont l'ordre était attendu pour lundi lors du discours du chancelier, et qui n'a été sans doute retardé qu'en raison de la lettre du Premier britannique. » Cette information était également entièrement fausse.

Je respecte l'opinion chauvine de l'homme qui signe un engagement volontaire pour la durée de la guerre, mais je méprise la même opinion, si elle est exprimée par un citoyen réformé comme Péri.

D'autres ont eu peur de la guerre : c'est une peur humaine. Lui n'avait pas peur : il l'attendait. Il avait tout fait pour qu'elle éclatât en pluie de bombes incendiaires sur la capitale mal défendue. Et ensuite au moment décisif où l'heure H devait enfin sonner au cadran de la Révolution mondiale, le, camarade Péri commençait à douter de son œuvre. Il s'inquiétait de la possibilité d'une détente que des millions d'êtres humains souhaitaient du plus profond de leur cœur. Et il voulait, à son tour, douter de cette détente salvatrice. On devine ses sueurs froides et le sale sourire jaune qui crispa son visage squelettique de hyène lorsqu'il écrivit, dans l'*Humanité* du 25 septembre 1938, ces lignes qui dénotent sa panique : « On nous assure qu'une certaine détente a suivi la nuit d'angoisse de vendredi à samedi. Mais, jusqu'ici, ce que les journaux inspirés par Georges Bonnet ont appelé la détente, a précédé les grandes catastrophes et les grandes trahisons. »

« Les grandes trahisons », dans la langue spéciale de Péri, c'était la paix sauvée. Donc l'impossibilité de déclencher la révolution !

Le même jour, le *Temps* pouvait justement écrire dans sa seconde colonne : « Pourquoi faut-il que, même au cours des heures dramatiques que nous traversons, le parti communiste continue à prêcher la discorde, à semer la haine, à se répandre en folles excitations, bien faites pour créer un dangereux désordre dans les esprits, alors que notre pays tend spontanément à s'unir dans une même volonté patriotique ? Ce n'est un secret pour personne que le Parti communiste qui, du reste, ne s'en cache nullement et même s'en fait gloire, cherche à imposer au gouvernement français une attitude conduisant directement à la guerre étrangère, et pouvant la faire surgir, d'une minute à l'autre. »

## CHAPITRE XIII

## LES JUIFS PENDANT LA CRISE

L'attitude des Juifs pendant la crise internationale de septembre ressort assez fidèlement des échos suivants : *La France Enchaînée*, du vaillant conseiller municipal de Paris, M. Darquier de Pellepoix, écrivait dans son numéro d'octobre : « Les bouchers en gros de La Villette non mobilisables ont reçu l'ordre, au cours des mesures de mobilisation partielle, de ne point quitter leur poste, afin d'assurer le ravitaillement normal de la population parisienne.

« Les Français ont obéi.

« Mais le groupe le plus important se signalait bravement par son absence. Il s'agissait de MM. Idon Hirsch, Edmond Dreyfus et Ernest Dreyfus, qui ne repa-rurent qu'au bout de trois jours. Aux reproches de leurs confrères, ils répondirent qu'il leur avait fallu tout ce temps-là pour mettre en lieu sûr leurs biens et leurs familles. Si tout le monde en avait fait autant, les Parisiens mouraient de faim. »

Avec cette belle conscience qui caractérise leur race, les Juifs coururent aussitôt à la spéculation : « Lorsque la perspective d'une guerre se précisa, deux Juifs achetèrent, aux maisons Chausson et Herbès, 100.000 sacs de ciment vides, au prix de un franc l'unité. Ils les revendirent aussitôt à l'Administration des Beaux-Arts, au prix de 2 fr. 50. Bénéfice net de la combine : 150.000 francs. »

Lorsque l'entrevue des Quatre fut annoncée, le *Jour* a décrit les sentiments de l'opinion : « Plus bruyante était la satisfaction des uns, plus comique et plus laide, la déception des autres, de ceux qui avaient misé sur la guerre à tout prix, qui la voulaient, qui la prétendaient inévitable, qui en escomptaient déjà les profits. Ceux-là, plus nombreux qu'on n'eût osé le supposer, affichaient des mines livides, des nez trop longs et, sous leurs fronts arrosés de sueur froide, le pitoyable regard d'une bête traquée.

« L'un d'eux, journaliste étranger, m'a confié, dans un jargon haché de sou-pirs : « Quel désastre ! C'est la défaite sans la guerre ! »

Le 3 octobre, le journal du Juif Bloch, *Ce Soir*, écrivait : « La France vient de subir une dévaluation morale qui lui coûtera plus cher encore que les dévaluations monétaires. » Le lendemain, dans la même feuille, le Juif marxiste Paul Nizan surenchérisait : « Il ne s'agit pas seulement d'enregistrer la perte de l'amitié tchécoslovaque, mais de saisir que tout le système de la sécurité française vient de s'écrouler. Un désastre diplomatique vient de s'accomplir. Le président du Conseil français ne le fera pas passer longtemps pour un triomphe. »

La déception du Juif Grunbaum-Géraud, dit Pertinax est éruptive. Il écrit dans *l'Ordre* du 1<sup>er</sup> octobre : « Une telle catastrophe diplomatique est sans excuse. Si elle procède de la distribution inégale de la puissance militaire, notre diplomatie est en faute... Si, comme l'ont affirmé les chefs de l'armée, nous étions de taille à nous mesurer avec l'armée allemande, notre fléchissement, vu le formidable enjeu, est inintelligible. Ou plutôt il n'est intelligible que par l'aberration de l'opinion publique et, pour le futur, ce n'est pas rassurant. »

De son côté, le Juif Benda exhale sa mauvaise humeur : « Quant à arguer de ce que, dans une nouvelle guerre, la Tchécoslovaquie, pour laquelle nous nous fusions battus, eût commencé par être anéantie, je réponds qu'elle eût été à la fin restaurée et eût récupéré l'existence, laquelle était radicalement perdue pour elle si nous avions cédé aux injonctions de nos pacifistes. »

On devine la fureur du journal judéo-communiste *l'Humanité* : « Nous ne prenons pas place dans la brigade des acclamations écrit le Juif Péri, le 1<sup>er</sup> octobre. Non, l'effondrement de Munich, ce n'est pas la politique du Front populaire, pas plus que la frauduleuse non-intervention en Espagne. » et, le 2 octobre : « Nous voulons savoir oui ou non, si le cabinet dit de Défense nationale, que préside M. Daladier... a décidé de devenir l'exécuteur des volontés de *Mein Kampf* ».

Le même journal écrit : « S'il est une certitude établie, c'est que les pèlerins de Londres et de Paris ne sont pas allés à Munich pour sauver la paix. En réalité, on a voulu sauver Hitler. »

Le Juif Jacques Duclos ajoute dans le numéro du 3 octobre : « On ose dire qu'on a sauvé la paix à Munich. On a tout simplement souscrit aux exigences d'Hitler... On est en droit de se demander si la mobilisation, dont il sera intéressant de noter certains détails, l'extinction des lumières dans certains quartiers, la distribution de sable, etc... n'ont pas été organisées pour effrayer la population et pour permettre à Hitler - Mussolini, Chamberlain, Daladier - de se présenter en sauveurs de la paix ? »

Le même jour, le petit-fils du Juif Mardocheï, dit Karl Marx, Edgar Longuet, écrit : « Que de soi-disant démocrates couvrent et acceptent tout cela, c'est une honte qui n'a d'égale que celle amenée par les acclamations adressées à M. Georges Bonnet. »

Et l'organe des Juifs *Le Droit de Vivre* du 29 octobre répétait : « Il n'est sans doute pas besoin de dresser longuement ici le tableau des redoutables répercussions que l'accord de Munich a déjà eues en Europe. Elles n'ont pas échappé à nos amis de la L. I. C. A. Le grand public lui-même, après avoir été abusé par la plus incroyable des campagnes de presse, et après s'être laissé aller à saluer comme un triomphe l'abaissement de la France et le démantèlement de la Tchécoslovaquie, commence à mesurer l'étendue de notre défaite. »

Le journal juif juge ainsi la paix de Munich, qui, tout en libérant les peuples minoritaires de la République tchécoslovaque au profit de l'Allemagne, de la Po-

logne et de la Hongrie, selon le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, sans guerre et sans vainqueurs ni vaincus, a eu la vertu, supérieure à ses faiblesses, de sauver des millions de vies humaines, la sécurité de la France et les trésors de la civilisation.

Il ne faut pas se lasser de le répéter : le signe plus dépasse de très haut le signe moins.

Mais la paix - la nôtre - est le cadet de tous les soucis des Juifs. Qu'est-ce qu'une paix dirigée contre quelqu'un ? C'est le camouflage de la guerre. Telle est la politique du Juif Bernard Lecache, dans *Le Droit de Vivre* du 29 octobre 1938, qui qualifie son pacifisme d'antihitlérien, d'antifasciste et d'antiraciste : « Nous - c'est-à-dire les Juifs - nous sommes menacés depuis 1933 - c'est-à-dire par Hitler en Allemagne ». Dans la colonne voisine, le Juif Bradu écrit : « Hitler constitue un grave danger pour le monde entier. On ne peut pas le tolérer à la place forte qu'il a escaladée. »

La déception des Juifs devant la paix de Munich éclate en cent autres aveux précieux. Le 14 novembre, à Chambéry, à une réunion présidée par le maire Pierrol, salle de la Grenette, un certain Haeglen a eu l'imprudence d'afficher son dépit. Il a eu l'audace de dire : « Les avions allemands ne sont pas plus rapides que les nôtres, et il est peut-être regrettable que nous n'ayons pas poussé les choses plus loin, en septembre ! »

La rage des Juifs s'est traduite à la Commission administrative du parti socialiste S. F. I. O., le 6 octobre 1938 par l'ordre du jour suivant du Juif Lévy, furieux de voir la paix sauvée : « La C. A. P. fidèle aux décisions du parti, notamment à la motion de Royan, condamne la politique extérieure du cabinet Daladier-Georges Bonnet, qui a abouti au dépècement de la Tchécoslovaquie et qui, par l'affaiblissement des positions de la France et de la démocratie dans le monde, risque de provoquer le triomphe du fascisme international. »

Le Juif Grumbach, se déclarait d'accord avec Lévy, mais contestait l'opportunité de son initiative. « N'avouez jamais ! » proclamait Avinain. Le Juif Grumbach, à cheval sur le « Vater Rhein », se montrait plus prudent que le Lévy de service.

Le *Voltaire* du 12 novembre 1938 rapporte ces « quelques perles du collier de Bellone » : Le Comité central de la Ligue (juive) des Droits de l'Homme a voté un manifeste contre les accords de Munich. « Ce vote fut précédé d'une discussion de laquelle nous extrayons ces perles du plus pur orient... soviétique :

« (*Le Juif*) Victor Basch. - Il n'est pas possible d'accepter sans révolte le plus grand désastre que la France ait jamais subi.

« (*Le Juif*) Emile Kahn établit la statistique des Allemands qu'Hitler a l'intention de réintégrer dans le Reich et arrive au chiffre de 6.989.000. Dans ce nombre, notre Loriquet fait entrer 2.900.000 Suisses et 1.634.000 Alsaciens. Or, Hitler n'a jamais fait la moindre allusion à la Suisse et il a proclamé à la face de l'Univers que, pour lui, la question alsacienne était définitivement réglée.



« Bref, tous ces admirateurs de Bellone ne peuvent se consoler à la pensée que la guerre n'a pas eu lieu. »

On ne récusera pas le témoignage de *Marianne*, où les Juifs plastronnent comme chez eux. Tout de même, dans son numéro du 21 septembre 1938, cet hebdomadaire judéo-marxiste publiait l'écho suivant, sous le titre : *Antisémitisme ? Non, mais...*

« Il ne serait pas juste d'englober dans notre pitié tous les Juifs que le racisme a molestés, martyrisés, dépouillés.

« Certains d'entre eux ont mérité leur sort pour n'avoir pensé leur vie durant qu'à leurs intérêts personnels sans se soucier du mal qu'ils pouvaient faire.

« Et autant il serait injuste de faire payer les autres pour leurs fautes, autant il est nécessaire de ne pas accepter parmi nous ceux qui, dénués de scrupules, amèneraient par leur présence et leur attitude un antagonisme croissant contre des innocents.

« Parti pris ? Non, mais... L'autre jour, on a remarqué à la Bourse certaines personnes qui exhalaient tout haut leur désappointement de voir que l'entrevue Chamberlain-Hitler leur faisait perdre d'importants bénéfices qu'elles devaient réaliser sur la baisse. »

L'un des Juifs les plus désappointés fut le chef des services de presse, Pierre Comert, qui a dû changer de bureau au quai d'Orsay. Il aurait bien voulu se faire couvrir complètement par notre excellent ministre des Affaires Etrangères ; mais, à côté des complaisantes déclarations de M. Georges Bonnet, il n'avait pas compté sur la gaffe magistrale de son ami Bernard Lecache. On est toujours trahi par ses amis. Le Juif Comert demeure accablé par les éloges que *Le Droit de Vivre* du 15 octobre 1938 lui a collés dans le dos. On peut y lire cette belle citation à l'ordre du jour :

« Le cas de M. Comert. Le bruit court que M. Comert, chef des services de presse du Quai d'Orsay, serait « limogé »... Le scandale serait de taille. M. Comert est un des rares fonctionnaires républicains du Quai d'Orsay. Il est certain que l'on n'a que faire de lui au moment où l'on nomme un ambassadeur à Rome et où l'on reconnaît l'empire italien après avoir souscrit aux desiderata de Hitler. »

Terminons cette revue par le rappel de l'interdiction pour une durée de trois mois, par la Suisse, au début d'octobre 1938, du journal juif attaché à la Société des Nations, *Le Journal des Nations*, pour avoir traité, dans un article du 30 septembre, la réunion des négociateurs de la paix de Munich de « Club des Charcutiers. »

En s'affirmant de toutes ces façons grossières, la déception explosive des Juifs a fait la contre-épreuve de leur bellicisme manifeste.

## CHAPITRE XIV

## AU PEUPLE FRANÇAIS.

*EXORDE*

En abordant, il y a six mois, *La Crise Tchèque*, je me demandais si l'effort d'objectivité nécessaire à un sujet aussi dramatique pourrait se soutenir, sans défaillance, jusqu'au bout de la recherche de la vérité.

Aujourd'hui, avec des trésors d'indulgence imprévus, tout le monde s'accorde à trouver dans ma modeste étude des données raisonnables, qui paraissaient alors des combinaisons machiavéliques, et des conclusions timides, qui firent figure d'audaces.

Entre les premières critiques et les jugements révisés, il y a eu l'accord de Munich.

Les mêmes éminences n'avaient pas imaginé que leurs ministres favoris iraient plus loin, et même beaucoup plus loin, dans la voie des abandons que n'entrevoyaient les sages suggestions de *La Crise Tchèque*.

C'est là, pour eux, un grave avertissement.

Nous vivons au milieu d'un siècle tourmenté, où les événements courent très vite, dans une fresque gigantesque, si bien que notre vision du monde n'arrive pas toujours à suivre son évolution rapide ; et tel fait, invraisemblable sur l'heure, peut devenir la vérité de demain.

A force de conquérir par l'usure, par la corruption et par une solidarité substantielle la plupart des marchés du monde, les Juifs ont pu croire, de toute la foi de Moïse, que leur Messie allait venir sur la terre pour couronner leur règne de l'argent.

Ils ont tenu, dans leurs mains fiévreuses, les rênes de plusieurs Etats européens ; et nous avons même vu, pour la première fois au pays des Ligures, des Gaulois et des Francs, dans la France de saint Louis, de Jeanne d'Arc et de Napoléon, nous avons vu le gouvernement de la République présidé par un Juif : nous avons subi Léon Blum.

Mais la Justice immanente dont parlait Gambetta a fait passer depuis, sur les plans orgueilleux d'Israël, la terrible rafale des peuples réveillés. Qui se souvient encore de Karl Liebknecht en Prusse, de Kurt Eisner en Bavière, d'Otto Bauer en Autriche, de Léon Trotski en Russie, de Bela Kuhn en Hongrie et de tous les gouvernements juifs étrangers jusqu'à la coûteuse expérience de Léon Blum et de son Front populaire enjuivé ?

Seuls, dans le monde qui se défend contre leur emprise parasitaire, seuls, en France où ils, abusent du droit d'asile jusqu'à y perpétrer leurs crimes, seuls les Juifs n'oublient pas. Mais leur vengeance n'est pas la nôtre. Et la roue du destin qui les écrase peut modifier, dans l'éclair d'un sursaut populaire, les jugements hâtifs de ceux qui ne songent qu'à flatter les puissants du jour et à s'en faire les chiens de garde.

Car les événements d'hier peuvent se renouveler demain, avec une ampleur inattendue ; et l'histoire est faite de perpétuels recommencements. Sa méditation, au bord des dangers qui nous menacent, nous entraîne à rassembler autour du drapeau tricolore tous les hommes qui sentent profondément en eux-mêmes la communauté de leur origine, de leur intérêt, de leur culture et de leur patrimoine ancestral fondu dans l'entité France.

Il n'y aurait pas d'union nationale sans l'entente de tous les Français contre l'ennemi intérieur. Le patriotisme sain est un foyer d'amour civique excluant la haine contre d'autres hommes, parce qu'ils sont nègres ou sémites ; mais il professe vis-à-vis d'eux la grande loi du charbonnier : pour être maître chez soi, il veut rendre la France aux Français !

Un excellent journaliste radical, Eugène Lautier, se plaignait de voir que la France n'était plus française. Eh bien ! la voici votre tâche, à vous, ses fils spirituels : rendez au pays son propre visage ! Pour refaire la France et lui retrouver les splendeurs de son génie, entendez la voix du sang qui finit toujours par se reconnaître dans les circonstances les plus pathétiques ; et, l'ayant vous aussi reconnue, allez exclure les malfaiteurs publics dont parlait Séverine, les bellicistes impies de la guerre juive.

Ce devoir patriotique et humain nous conduit à montrer face à face les deux causes qui déchirent nos consciences angoissées : la cause de la paix et la cause de la guerre.

## PREMIER POINT

## POUR LA PAIX

Au Congrès radical de Marseille, le 28 octobre 1938, M. Edouard Herriot, abordant de travers le problème juif, s'est exprimé ainsi :

« Vous avez à défendre toutes les formes de cette liberté : la liberté politique, la liberté d'approuver et de comprendre, la liberté de la presse, d'autres choses encore ; par un étrange paradoxe, qui est lui aussi la vérité, c'est vous, les démocrates, vous, les républicains, les radicaux, les anticléricaux d'autrefois, qui avez, aujourd'hui, à défendre la liberté religieuse, le droit que chaque homme a d'être Juif ou Chrétien.

« Désormais, peut-être, allez-vous être obligés de descendre dans les arènes (??) pour défendre les libertés religieuses menacées. Nous avons à défendre aussi quelque chose contre cette conception de la race qui nous rabaisse au niveau de la série animale. C'est nous qui avons à défendre la personne humaine, le droit qu'a chaque homme de s'opposer à lui seul à tout un ensemble et de défendre, contre cet ensemble qui veut l'opprimer, la personnalité de sa croyance et de sa pensée. C'est nous qui avons à défendre l'égalité humaine. »

Le gros bon cœur du président Herriot n'a rien innové. Lorsque nous lui disons, avec beaucoup de calme que, sur la terre de nos pères, dans notre patrie, un peuple étranger campe depuis plus d'un siècle, non pour s'assimiler à notre ethnie française, mais pour la dissocier, non pour s'habituer à nos traditions populaires, mais pour maintenir son esprit de corps - uni à un corps mondial et international - non pour servir la société française ou l'Etat républicain, mais pour usurper leurs plus hautes fonctions et les asservir à la fortune du peuple juif universel ; oui, lorsque nous avons nommé par son nom ce peuple métèque, à peine naturalisé, qui vient prendre notre place au foyer de la nation, M. Edouard Herriot nous répond : « Chaque homme a le droit d'être juif ou chrétien. » Comme si, d'ailleurs, un Français non juif appartenait également à un autre peuple dispersé sur les cinq continents. Et en avant le couplet sur « la défense religieuse !... » ce qui ne manque pas de saveur dans la bouche du chef du parti maçonnique.

Nous parlons politique, défense nationale et défense sociale, service de la patrie et service de l'Etat, paix et guerre. M. Herriot répond : défense des libertés religieuses, des croyances et de la pensée. On le voit : nous ne parlons pas la même langue.

Mais quel est donc ce quiproquo ? N'est-ce pas le même que celui du *Sourd ou l'Auberge pleine* ? Un voyageur arrive, demande une chambre :

- Nous n'en avons pas.

- Que vous êtes aimable. J'avais réellement bien besoin de repos.

Il se dirige alors vers la meilleure chambre de l'hôtel.

- Mais je vous dis que c'est loué !

- Ne vous donnez pas la peine de me conduire ; je trouverai tout seul.

Le voilà qui se déshabille imperturbablement, malgré les cris de l'hôtelier.

- Mais, monsieur, je vous répète que cette chambre n'est pas libre.

- Merci mille fois de votre sollicitude ; je suis fort bien et je crois que je ferai une bonne nuit.

Impossible de se faire comprendre de ce faux sourd résolu à ne rien entendre et qui finit par s'installer dans le lit d'autrui.

Dans *La France Juive devant L'Opinion*, Edouard Drumont montre ainsi Israël jouant avec nous aux propos interrompus :

- Comment se fait-il qu'en quelques années la fortune presque entière de la France se soit centralisée entre quelques mains juives ?

- Quoi ! Malheureux ! Vous voudriez, au nom de préjugés d'un autre âge, nous empêcher d'adorer le dieu de Jacob, de célébrer le Yom-Kippour et Peçah ?

- Vous vous êtes abattus comme une pluie de sauterelles sur cet infortuné pays. Vous l'avez ruiné, saigné, réduit à la misère, vous avez organisé la plus effroyable exploitation financière que jamais le monde ait contemplée.

- C'est la fête de Soucoth qui vous gêne ? Soucoth, la poétique fête des feuillages... Allons donc, soyez de votre temps, laissez à chacun la liberté de conscience.

- Les Juifs allemands que vous avez trouvé le moyen d'introduire dans tous les emplois, dans les ministères, dans les préfectures, au Conseil d'Etat, sont d'impitoyables persécuteurs ; ils vilipendent tout ce que nos pères ont respecté, ils jettent nos crucifix dans des tombereaux à ordures, ils s'attaquent à nos héroïques sœurs de charité !

- Les principes de tolérance proclamés par 89 ! Il n'y a que ça ! C'est la gloire d'Israël d'avoir défendu ces doctrines. Cher et bon Israël ! Israël, phare des nations ! Israël est le champion de l'Humanité ; il veut le bien de tous les peuples... c'est pourquoi il le prend !

Dans ces conditions, on le comprend, aucune discussion sérieuse n'est possible.

Si M. Herriot n'est pas le gros farceur que ses adversaires prétendent, et je suis de ceux qui admirent son très beau talent, il se présente à l'esprit une seule explication plausible : le discours du candidat à la présidence de la République vient de donner aux Juifs un gage essentiel en leur empruntant, pour les servir, le système éculé de leur défense talmudique.

Ce quiproquo voulu, intentionnel et forcé, c'est le vieux cliché des Juifs ; ce n'est pas un discours français.

Comme l'écrivait Edouard Drumont au Juif Lisbonne, président du Conseil Général, de l'Hérault, il n'y a pas, dans les douze cents pages de *La France Juive*, un outrage à un rabbin, une raillerie, même inoffensive, contre des croyances dont l'auteur ne parle qu'avec infiniment de circonspection.

Je ne connais pas non plus un antijuif de France qui aurait l'idée d'interdire aux rabbins l'enseignement de la Thora ou bien d'expulser les séminaires israélites. Or, ceux qui prennent aujourd'hui le grand air de défendre contre nous les libertés religieuses, ce sont ceux qui ont interdit l'enseignement catholique par les Congréganistes ; ceux qui plaignent les Juifs émigrés, mais ne les hébergent pas, ce sont ceux qui ont expulsé les Révérends Pères de l'Eglise de France ; et ceux qui reprochent aux Allemands d'avoir imposé les Juifs de un milliard de marks, pour expier le crime de Grynspan, ce sont les mêmes qui ont volé un milliard aux Congrégations catholiques françaises ; ceux-là qui crient à l'irrespect des religions, vous les avez reconnus : ce sont leurs plus implacables ennemis, leurs insulteurs et leurs détrousseurs !... les organisateurs de l'anticléricisme par leur moyen préféré : les Loges.

Dans *L'Eclair de l'Est* du 15 novembre 1938, Mme Jeanne Dassonville a publié le compte rendu du Congrès international de la Libre Pensée, qui s'est tenu à Londres, en septembre, sous la présidence d'honneur de M. Edouard Herriot.

« Le but de l'Union mondiale des libres penseurs est de détruire la civilisation chrétienne une fois pour toutes. L'hymne officiel de l'Union se termine par ces mots :

*Le cléricisme à la griffe sanglante  
Devra briser son glaive et sa croix de malheur.*

Tandis que le *Freethinker*, organe en langue anglaise du mouvement, publie ce poème :

*Notre génération sait que la fin du Christ doit venir  
Que le christianisme est une croyance vile  
Qui retient les nations dans un filet de honte  
La fin du Christ doit venir, puisque Freud et Darwin sont venus.*

Le Congrès de Londres a voté une résolution demandant « la rupture de toute alliance avec les partis confessionnels, la suppression des emblèmes religieux dans les écoles et les édifices communaux, le refus de subventions pour la construction de nouvelles églises ou pour la conservation d'édifices existants, la suppression des noms religieux aux rues, etc. »

La présidence d'honneur de M. Edouard Herriot a couvert ces niaiseries antireligieuses. On y retrouve le souvenir de l'agression honteuse du Président du Conseil de 1924 contre notre chère Alsace, si pénétrée de ses croyances.

Le laïcisme intégral n'a pas mordu dans le granit des Vosges : la volte-face de M. Herriot alertera seulement les vrais amis de la liberté, voyant la défense religieuse tombée entre les mains de ses étrangleurs.

Il fallait que cette réponse fût faite au candidat à la Présidence de la République, grand protecteur des Juifs et loyal serviteur des Soviets, qu'il a fait reconnaître en 1924, au moment même où ses œuvres complètes étaient publiées, avec droits d'auteur, à Moscou, tandis que tous les autres écrivains y sont plagiés. C'est à la même époque que le président Herriot rappela notre ambassadeur auprès du Vatican.

L'homme qui mena la livre à 240 en 1926, fit tomber Poincaré le 5 octobre 1928 au Congrès d'Angers. L'homme qui fit évacuer la Ruhr en 1924 et passa l'éponge sur les réparations allemandes, à Lausanne, en juin 1932, voulait payer nos dettes à l'Amérique et annonça, le 27 septembre, qu'il réduisait la force de l'armée française de 43.000 hommes et de 527 officiers. L'homme qui dit, le 15 février 1920 : « *Le bolchevisme, c'est la dictature du vol, du meurtre et de l'ignorance.* » déclara en septembre 1933 : « *Le peuple soviétique est cordial généreux, ingénu, non pas violent, presque timide...* » et il poussa les Soviets à la Société des Nations. L'homme qui proclama le 30 avril 1934 : « *La parole qu'a donnée le citoyen Herriot ne se reprend pas.* » abandonna son président du conseil, Gaston Doumergue, six mois plus tard ! C'est cet homme que la Juiverie veut porter en triomphe à l'Élysée. En volant basement au secours d'Israël, le président Herriot s'est estampillé lui-même.

Pour définir les Juifs, il suffit de recueillir leurs propos. Peints par eux-mêmes dans leurs *histoires juives*, ils nous livrent avec humour leur caractère foncièrement parasitaire.

Lévy implore le secours de Rothschild. Le financier veut bien accorder une aumône, si Lévy la gagne à scier du bois.

- Combien donnes-tu ? demande ce dernier.

- Oh ! pour un chrétien, je donnerais vingt francs. Pour toi, ce sera cinquante, répond le baron.

- Entendu, dit Lévy, fais travailler un chrétien, et donne-moi les trente francs.

Voici une autre histoire juive :

- Voici ce que je vous propose. Je serai directeur général aux appointements de 100.000 francs, votre neveu sera secrétaire général avec 50.000 francs. Et il faudra trouver un secrétaire à 1.500 francs par mois pour faire le travail ! (IL 402).

Attention ! Le rire, votre rire, c'est celui du chrétien exploité. Votre rire, c'est celui du secrétaire de la société anonyme, et c'est celui du larbin de la Juiverie.

Ah ! les Juifs vous font rire à vos dépens ! Eh bien ! craignez de voir un jour ce rire se muer en rictus et fondre en larmes amères. Le rire d'Israël, aujourd'hui fait de votre sueur, pourrait être fait, demain, de votre sang.

Lorsque le Conseil de cabinet se réunit le 12 septembre 1938, le ministre des Affaires étrangères prit la parole dans un profond silence : « Je viens de Genève, déclara M. Georges Bonnet. J'ai fait le tour de nos amitiés et de nos alliances.

J'ai surtout interrogé M. Litvinoff, qui m'a dit : « Bien sûr que la Russie tiendra ses engagements. Mais, pas tout de suite. En tout cas, pas à l'heure précise où la France marchera. La Russie voudrait que la Société des Nations lui reconnût officiellement et formellement le droit d'intervenir en application de l'article 16 ! »

Cette carence des Soviets, M. Maurice Thorez la confirmait dans *l'Humanité* : « Il faut, *écrivait-il*, qu'on sache à Berlin que la France honorera sa signature, créant ainsi une situation où l'Union soviétique sera EVENTUELLEMENT à ses côtés, pour assurer l'intégrité de la Tchécoslovaquie. »

« Ainsi, *conclut M. Georges Bonnet*, la France serait seule. Tandis qu'elle partirait à l'assaut de la ligne Siegfried, la Russie se réfugierait dans le maquis de la procédure.

« D'autre part, l'Allemagne se place sur un bon terrain, puisqu'elle invoque le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il nous apparaît donc nécessaire de défendre les Tchèques au moyen de la négociation. C'est à cette négociation que je vous demande de souscrire. »

Qu'on veuille bien relire maintenant la page 181 de mon livre sur la *Crise Tchèque*, paru en juillet :

« M. le président Bénès décidera. Peut-être, au cours de ses hautes méditations, se souviendra-t-il de ses promesses, relira-t-il sa thèse d'avant-guerre, à Paris, et ses lénifiantes déclarations de ministre des Affaires étrangères... Peut-être entendra-t-il l'émouvant concert de notes plaintives qui montent de tous les peuples de sa République...

« L'Europe, haletante, tourne aujourd'hui ses yeux vers Prague. Elle attend le dénouement de la crise tchèque ; et si, me haussant au-dessus d'elle, j'ose interpréter le sentiment général des peuples, je m'enhardirai à présenter au président de la République tchécoslovaque leur vœu unanime de le voir bientôt résoudre lui-même son propre problème, sans faire appel à des concours étrangers déplacés, mais en saisissant l'occasion unique offerte par les minorités de conserver son Etat en leur accordant, dans une large autonomie, la liberté de conscience et l'égalité des droits, sans lesquels une République se renie et une nation s'écroule. »

Pour être resté sourd à l'appel de la raison, Edouard Bénès a laissé s'envenimer le problème des minorités jusqu'à en faire un problème international, nous menant, dans la fièvre, au bord de la guerre.

Bénès, homme lige de la Banque juive et des Loges, a peut-être l'excuse d'avoir écouté la sirène diabolique de ce singulier ministre de l'Air, qui faisait publier par le *Journal Officiel* sa désertion de l'aviation, la veille de la mobilisation, le décret du 28 septembre le plaçant, avec son grade, dans l'artillerie métropolitaine de l'armée de terre. Pierre Cot avait brisé ses ailes !...

A cette heure tragique, la stupeur figeait les visages devant les affiches blanches du ministre de la Guerre. La chair crispée, le cœur haletant, l'esprit prostré, chacun refusait encore de désespérer. Mais, dans le silence des âmes, on sentait l'angoisse s'appesantir avec la majesté de la Fatalité.



Des profondeurs du pays réel s'élevaient à l'adresse du gouvernement des appels pathétiques. J'en cueille deux au hasard. Le Syndicat des instituteurs et des P. T. T. « demande au gouvernement français de persévérer dans la voie des négociations sans se laisser décourager par les difficultés renaissantes. Nous lui demandons de traduire, dans ces négociations, l'ardente volonté de paix du peuple de France... »

L'Union nationale des Syndicats agricoles envoie, le 27 septembre, à M. Daladier « un *ultime appel pour la paix* » : « Nous souhaitons ardemment que l'émotion intense qui nous étreint vous sera rendue sensible par ce message angoissé.

« Les paysans, vous le savez, ont la conscience la plus haute du devoir patriotique. Si l'honneur et la sécurité de la France sont en jeu, leurs poitrines sont là pour barrer la route à l'envahisseur... Ils sont donc prêts à se lever de nouveau pour la défense du sol sacré de la patrie. Mais ils veulent être certains que le sacrifice qu'on leur demande est nécessaire.

« Or, les événements présents les déconcertent. Ils comprennent mal qu'un conflit de races ou de nationalités lointaines puisse avoir sa répercussion en France. Ils comprennent mal que, vingt ans après l'armistice, un détail de frontières, qui ne sont pas les leurs, puisse les tirer de leurs fermes et de leurs champs. Ils comprennent mal que l'accord intervenu sur ces frontières soit remis en question par des modalités d'exécution... »

Et quelle était alors l'attitude de la presse juive ? Celle d'une bête enragée.

Son cauchemar était, depuis longtemps, l'obstacle dressé devant la guerre par la haute conscience du Premier ministre britannique.

Le journal juif *Ce Soir* n'avait-il pas trahi ses inquiétudes par ces réflexions : « Il ne faut pas confondre le peuple anglais avec la politique de l'actuel président du Conseil. Il ne représente que la partie dorée de la Grande-Bretagne. Nous pouvons espérer que M. Neville Chamberlain n'est qu'accidentel... »<sup>48</sup>

Le premier barrage à la guerre juive, nous le devons à l'accord providentiel de Munich, à l'entente des quatre hommes d'Etat d'Allemagne, d'Angleterre, de France et d'Italie, à l'entremise heureuse de M. Mussolini, mais d'abord à l'initiative courageuse de M. Neville Chamberlain, dont le nom béni par les fiancées, par les femmes, les sœurs et les mères, demeurera brillant, comme l'écrit M. Léon Daudet, « *au firmament moral des grandes nuits silencieuses des consciences.* »<sup>49</sup>

Lors de la discussion des accords de Munich à la Chambre des communes, le Premier britannique a dit : « Quand on a passé par où j'ai passé, - car, pendant des jours et des jours, je me suis trouvé face à face avec la pensée qu'en dernier ressort, c'était moi et moi seul qui aurais à prononcer le oui ou le non décisif pour le sort de millions de mes concitoyens, de leurs femmes et de leurs familles

<sup>48</sup> 4 mars 1938.

<sup>49</sup> L'Action française du 26 octobre 1938.

- quand on a passé par là, on n'est pas près de l'oublier. Un homme arrivé à mon âge, un homme dans ma position, est porté à se dire que la critique, que l'insulte même sont bien peu de chose si sa propre conscience approuve sa conduite. Or, si je regarde en arrière, je suis convaincu que par mon action (je n'en tire aucune vanité, car je crois n'avoir fait que ce que tout autre eût fait à ma place), que par mon action, dis-je, j'ai évité la guerre. Et je suis également convaincu que j'ai eu raison d'agir ainsi. »

A Munich, le maréchal Goering avait déclaré au directeur de *Candide*, M. Jean Fayard :

« Hier, une grande victoire a été remportée, grâce à quatre hommes d'Etat responsables de leurs devoirs vis-à-vis de leurs peuples : la victoire de la paix sur la guerre.

« Je tiens à dire que l'Allemagne n'a jamais éprouvé de sentiments hostiles à l'égard de la France. Personnellement, j'ai toujours été partisan de l'entente franco-allemande, et j'ai été heureux de constater ces jours-ci l'absence d'antipathie entre les deux peuples, qui s'est manifestée pendant la crise. Il faudra lutter à l'avenir pour la paix entre les deux nations, et je suis certain que les relations s'amélioreront à partir de cet accord, qui est le départ d'une meilleure situation internationale. Mais c'est aussi à titre d'ancien combattant que je tiens à vous dire que j'estime l'armée française. »<sup>50</sup>

Il s'est pourtant trouvé des gens, en septembre 1938, pour pousser à la guerre. C'est le président du Conseil lui-même qui les a dénoncés au Congrès radical de Marseille, le 27 octobre 1938. M. Daladier a dit :

« Quand nous regardons la situation du monde et de l'Europe présente, quel est le fait qui domine tous les autres, quel est l'élément qui dépasse en importance et en ampleur tous les autres éléments ? C'est que la paix, qui semblait être perdue, a été sauvée, et que c'est dans la paix que nous avons à résoudre tous ces problèmes.

« Je n'ai pas besoin de vous rappeler que pendant les dernières semaines que nous venons de vivre, cette paix a été menacée par bien des périls. Je n'ai pas besoin de retracer devant vous l'historique de cette crise européenne qui nous a menés jusqu'au bord de la catastrophe. Je n'ai pas besoin de vous dire au prix de quels efforts et de quels durs sacrifices nous sommes arrivés à résoudre cette crise.

« Ce que je tiens à affirmer une fois de plus devant vous, avec toute la force dont je suis capable, c'est que pour la civilisation européenne tout entière, pour notre idéal de liberté, pour notre pays, pour la Tchécoslovaquie elle-même, la situation qui résulte des accords de Munich est préférable à la situation qui existerait aujourd'hui si l'on n'avait pas évité la guerre.

---

<sup>50</sup> Une déclaration franco-allemande garantissant les frontières a été signée à Paris, le 6 décembre 1938, par les ministres des Affaires étrangères de France et d'Allemagne.

« Et je comprends mal, à moins que je ne comprenne trop bien, une certaine campagne qui se dessine contre un accord qui, au soir de sa signature, dans tous les pays, a été plébiscité par les hommes et par les femmes qui auraient payé de leur sang ou de leurs larmes le recours à la force brutale.

« Lorsque j'essaie de ne dire que des choses raisonnables, et que, peu soucieux des acclamations comme des invectives, je ne pense qu'à l'intérêt permanent du pays, je m'indigne de voir certains hommes considérer ces événements comme un sujet de polémique.

« N'ai-je pas le droit de dire après tout qu'au moment où les périls s'annonçaient, et où la redoutable échéance ne semblait plus être qu'une question d'heures ou de minutes, certains qui avaient été, et qui sont redevenus, les tenants d'une fermeté intransigeante ALLANT JUSQU'A LA GUERRE, n'ont plus fait preuve que d'une volonté chancelante pour ne pas dire plus. Je ne permettrai la critique qu'à ceux qui pourraient me rappeler que, dans ces heures tragiques, ils sont venus me dire d'aller jusqu'à la guerre plutôt que d'accepter un compromis. Je ne permettrai la critique qu'à ceux qui n'auraient pas eu un sentiment d'apaisement à l'annonce de mon départ pour Munich.

« Qu'est-ce que c'est que cette hypocrisie qui consiste à prendre des attitudes et à donner des leçons, lorsque le péril est passé, et à se taire et à trembler à la seconde où il faut être résolu à aller jusqu'au bout ? Certes ! un parti peut me dire qu'il a toujours été partisan de l'intransigeance, dût-elle conduire à la guerre, et qu'il a désapprouvé la négociation. C'est le Parti communiste qui, d'ailleurs, a manifesté son opposition totale par son vote au parlement et par ses insultes quotidiennes dans le pays.

« La violence et l'intransigeance de ce parti a paralysé mon action. Lorsque ses journaux et ses orateurs attaquaient grossièrement M. Neville Chamberlain qui a travaillé avec une foi admirable au salut de la paix, est-ce que cela n'a pas affaibli la position de la France ? Lorsqu'ils adressaient tous les jours des sommations au gouvernement français, est-ce qu'ils facilitaient notre action ? Lorsqu'ils ont lancé l'anathème contre des gouvernements en face desquels nous nous trouvions dans une négociation périlleuse, est-ce qu'ils n'ont pas risqué de l'entraver et de précipiter la guerre ? »

Après ce réquisitoire fortement motivé, le président Daladier pourrait retenir les conclusions, plus actuelles que jamais, de mon étude sur *La Préface de la Guerre*, reproduites dans mon livre sur *La Crise Tchèque*. Deux mesures radicales s'imposent désormais : la dénonciation du pacte franco-soviétique et l'interdiction du parti communiste.

En Angleterre, il n'y a qu'un seul communiste à la Chambre des Communes. En Belgique, l'activité bolcheviste est sérieusement bridée. Dans les pays scandinaves, où elle est encore tolérée, elle est insignifiante. Et dans tout le reste de l'Europe, le Parti communiste est rigoureusement interdit.

A la France de suivre l'exemple salubre de la Petite-Entente : Roumanie, Yougoslavie (qui n'a même pas reconnu l'U.R.S.S.), Tchécoslovaquie (Bohême, Slovaquie, Ukraine) de la Troisième Europe ; Esthonie, Finlande, Lettonie, Lituanie, Pologne ; de l'Europe centrale : Allemagne, Suisse, Hongrie ; de l'Europe balkanique : Bulgarie, Grèce et Turquie, enfin de la Péninsule ibérique : Espagne nationale et Portugal.

La voie est ouverte par l'Europe : suivons-la. Il faut dissoudre le Parti communiste : c'est une question politique d'ordre intérieur. La paix et la sécurité de la France resteront en danger aussi longtemps que la meute judéo-communiste n'aura pas été muselée.

Il suffit d'avoir le courage d'aborder hardiment la question juive, vieille comme la diaspora, et comme elle universelle. La question juive, en France, est devenue brûlante depuis la nouvelle invasion d'immigrés de ces dernières années. N'est-il pas particulièrement intolérable de voir des Juifs monter sur le cercueil de leur dernière victime pour nous parler d'un peu plus haut ?

Si le racisme est condamnable, le racisme juif n'est pas moins répréhensible.

Ses provocations effrontées ne légitiment pas la politique raciale, mais elles légitiment les représailles des peuples non-Juifs.

Un Juif, un de ceux qui ont acquis, dans la mutilation de leur chair, leur titre de Français, M. Edmond Bloch, écrit dans le *Bulletin de l'Union patriotique des Français israélites* : « Il ne me plaît pas de polémiquer avec un journal comme *La Tribune juive*, avec le *Bulletin Officiel* des Communautés israélites de Strasbourg, Colmar, Mulhouse, Metz et du Consistoire du Haut-Rhin.

« Cependant, j'ai le strict devoir, en ces jours sombres de septembre 1938 (qu'on retienne cette date, comme celle de la fondation de W. P. F. I. : mai 1934),<sup>51</sup> de faire savoir aux Français israélites d'Alsace combien sont dangereuses les thèses préconisées par cette publication que les non-prévenus croient représenter officiellement leur pensée.

« *Le 6 mai dernier, « La Tribune » recommandait pour les jeunes, entre autres choses : « une rupture définitive avec l'idéologie de l'assimilation, l'échelle des valeurs du judaïsme devant seule servir de critérium ; la culture hébraïque ; la reconstruction de la Palestine. »*

« A Strasbourg, où le patriotisme est à fleur de peau, dans cette Alsace qui vit désormais dangereusement sous le canon allemand et ne peut trouver sa sécurité et son salut que dans une France puissante, de tels propos sont ressentis comme une injure et une défection. »

A la lecture de ce document juif, présenté par un Juif bien né, les Israélites vont-ils encore se plaindre d'une calomnie collective ? Oseront-ils, réclamer une punition pour M. Edmond Bloch ? Soutiendront-ils que notre défense contre le racisme juif aboutit à la rupture des liens nationaux, lorsqu'ils proclament

<sup>51</sup> Retenons-la aussi : 1934, c'est-à-dire l'année suivant la prise du pouvoir par Hitler. Les Juifs se comprennent, mais nous les comprenons. Ceci confirme cela.

eux-mêmes dans *La Tribune* : « la rupture définitive avec l'idéologie de l'assimilation » ?

Une loi contre le racisme se retournerait contre eux. Bien imprudents sont les Juifs qui la réclament ! Si elle n'était pas superflue pour le moment, je l'accepterais, pour ma part, volontiers, car je ne pense pas qu'un parlement français adopterait d'autre loi que celle protégeant, contre les métèques, l'ethnie française. Les premiers décrets pris dans ce sens par le gouvernement de M. Daladier, n'ont d'ailleurs pas manqué de faire rugir les Juifs du *Droit de vivre*.

Alors, il faut s'en remettre au triomphe éblouissant de l'expérience historique. Emile Faguet disait que c'est par le patriotisme que l'on pourra combattre l'égalitarisme chimérique<sup>52</sup> : « C'est en représentant les inégalités des sacrifices à faire à la Patrie..., à la Patrie assainie, ordonnée et par conséquent puissante, qu'on pourra combattre avec efficacité la chimère néfaste de l'égalité absolue et sans conditions. Tout peuple qui s'aime lui-même sent d'instinct qu'il doit choisir entre le besoin malsain d'égalité injuste et le besoin légitime, autant que salulaire, de persévérer dans l'être ; et que ceci ne peut être, si cela est ! »

En 1820, l'oncle du jeune Viala, Agricole Moureau, dit le « Sans-Culotte du Midi », dans un opuscule traitant « *de l'incompatibilité entre le judaïsme et l'exercice des droits de cité* », distinguait les droits de cité des droits d'humanité.

« Ainsi, je dois voler au secours d'un Juif qui se noie mais, après que je l'aurai arraché à la fureur des flots, il n'aura pas plus le droit de s'asseoir auprès de moi au conseil municipal que ne l'aurait un Italien.

« L'humanité, pour être active, n'exige pas même la réciprocité. Quoique je sache fort bien que la loi du Juif ne lui permet pas de ramer le samedi pour venir à mon secours si je me noie, je ne dois pas moins voler au sien s'il se noie le dimanche.

« Le principe veut qu'on fasse du bien à son semblable, mais le particulier et le corps social ont là des devoirs différents... La charité ordonne de vêtir et de nourrir le pauvre, jamais de lui livrer la clef de son trésor pour qu'il se serve avec commodité. »

« On doit aux Juifs la justice, l'humanité, la fraternité, écrit M. Charles Maurras, dans l'« *Action française* » du 8 octobre 1938, on ne leur doit pas l'égalité. On ne leur doit pas la citoyenneté. On leur doit, de plus, la vigilance et la surveillance. Ils en ont trop fait ! Après les insolences et les exactions qu'ils se sont permises durant la domination du Front populaire, on se demande quelquefois, dans le monde, quelle est la couleur du sang qui coule dans les veines françaises. Nous répondons que cette couleur est toujours purpurine et dorée, mais qu'il y a temps pour tout : de claires lois valent mieux que de confus massacres. Il est important, aujourd'hui, de travailler à interdire au commun des Juifs l'accès de

<sup>52</sup> Cité par M. Ernest Seillière : Emile Faguet, Historien des Idées.

l'Etat et celui d'un certain nombre de postes sociaux dont ils abusent et pour lesquels leur indignité ne fait pas de doute. C'est par là qu'il faut commencer. »

Voilà pour la politique intérieure.

Maintenant, en face des projets de guerre juive, un seul programme devrait réunir l'unanimité des Français. Il ne s'agit pas ici de suivre les Juifs sur leur terrain raciste, mais de s'en préserver, mais de défendre, sur le terrain national, les principes mêmes de la paix, c'est-à-dire l'indépendance absolue de notre politique extérieure, rejetant la politique fatalement belliciste des blocs, et interdisant, par conséquent, l'hégémonie d'un groupe de puissances.

Une politique nationale forge l'armement de sa propre sécurité sans recourir à une sécurité collective illusoire.

Elle refuse de participer à des sanctions punitives ; elle ferme le passage aux troupes étrangères en lutte et elle n'entre en guerre que sous l'agression de l'ennemi.

Résolument hostile à toute guerre idéologique, ni pour Israël, ni pour Berlin, ni pour Moscou, elle reste fidèle au droit international qui interdit l'immixtion dans les affaires intérieures des autres Etats.

Une politique véritablement française ne saurait se concevoir sans la fierté d'une indépendance totale au service de la paix.

Seule, cette totale indépendance pourrait contrecarrer les manœuvres bellicistes des Juifs. « Pendant la grande guerre, ils jouaient sur les deux tableaux. Une espèce de nostalgie les retournait vers cette patrie allemande, « *Terre du désir, ô vague patrie...* » et l'on serait dès lors bien imprudent de s'engager avec eux dans une croisade antiallemande dont ils finiraient par être les bénéficiaires, et nous les victimes.

Jamais la politique extérieure française n'a demandé plus de vigilance et plus de doigté. »<sup>53</sup>

---

<sup>53</sup> C'est la conclusion de l'article de M. Charles Maurras dans *l'Action française* du 26 décembre 1938.

## SECOND POINT

## POUR LA GUERRE

« *Que suis-je ?* » demandait Descartes. Ma réponse, mon Dieu ! sera fort aisée. D'abord, je n'ai pas de préjugé. *Les Nouvelles Littéraires* du 15 octobre 1938 veulent même reconnaître mon « *esprit critique indéniable* ». Ensuite, je ne suis ni antisémite, ni philosémite ; et je ne suis pas Juif. Je suis donc tout simplement un goy.

Ce n'est pas une profession de foi : c'est l'appellation qu'accordent les Juifs aux hommes intégraux. Un rabbin savant, Joseph Bloch, dit que le mot « goy » se réfère à tous les non-Juifs, sans exception. Et le grand écrivain Bernard Lazare écrit dans son célèbre ouvrage sur *l'Antisémitisme* : « Ce mot « goy » renferma toutes les colères, tous les mépris, toutes les haines d'Israël persécuté, contre l'étranger, et cette cruauté du Juif vis-à-vis du non-Juif est une des choses qui montrent le mieux combien l'idée de nationalité était vivace chez les enfants de Jacob. » (Tome II, page 135).

Ces colères, ce mépris et ces haines d'Israël, le chef juif du Parti socialiste S.F.I.O. les a criés à ses adversaires, en pleine Chambre des députés, dans cette apostrophe qui restera : « Ah ! Si vous saviez comme je vous hais ! »

« Tout Juif hait, du plus profond de son cœur, tout ce qui n'est pas juif », *écrivait Janus* (n° 2, 1912). « Il n'est rien de plus vivace en moi que cette certitude : que s'il est une chose qui unisse tous les Juifs du monde, c'est bien cette grande haine. »

A la séance de la Chambre des députés du 5 avril 1938, un député excédé ayant crié : « A bas les Juifs ! » le ministre de l'Intérieur, le demi-Juif aux mains rouges du sang de Clichy, Marx Dormoy, répondit : « Un Juif vaut bien un Breton. »

Le débat était ainsi posé sur le terrain raciste ; il tentait maladroitement d'assimiler les Juifs nomades aux Bretons enracinés à leur terre celtique depuis plus de deux mille ans, aux Bretons dont Foch proclama maintes fois l'héroïsme et qui payèrent la plus forte moyenne de pertes durant la guerre ; et cette bêtise, doublée d'une injure, ne pouvait se justifier que dans la personne d'un seul renégat, j'ai nommé M. de Férenzy.

Et pourtant !... Malgré son agenouillement devant le crucificateur de son Dieu, le directeur de l' (In-) *Juste Parole* ne réussit même pas à aliéner le mépris des Juifs pour lui-même. En effet, je lis, dans le journal juif *Le Droit de Vivre* du 11

juin 1938, le filet suivant : « A la vérité, M. de Férenzy devrait nous faire la grâce de ne pas plus s'occuper de la L. I. C. A. que nous ne nous occupons de lui. Cela lui éviterait d'écrire des contrevérités et de proférer des énormités. »

Sous le titre : « *Pour convaincre des amis.* » *Le Droit de Vivre* du 15 octobre 1938 essaie de justifier sa campagne intransigeante. Il écrit : « J'ai eu l'occasion, ces derniers jours, de discuter avec des amis sur l'attitude du *Droit de Vivre*. Sympathisants, de longue date, de la L. I. C. A., ils avaient formulé à ce titre des critiques contre certains titres et articles parus dans les derniers numéros de notre journal ou contre certaines initiatives dont il s'est fait le propagateur. »

Il y a donc des Juifs prudents qui trouvent que leur porte-plume excité Bernard Lecache, va un peu fort. L'article cité poursuit : « La situation, m'ont-ils dit, est exceptionnellement grave pour nous. Nos ennemis répandent dans toute la France la misérable calomnie que les Juifs veulent la guerre et qu'ils ne se servent du nom de Bénès et des malheurs de la Tchécoslovaquie que pour pousser à la haine de l'Allemagne et aux hostilités. Ne fournissons donc pas de prétexte, ont-ils conclu, à ceux qui nous guettent pour soulever contre nous, par l'interprétation mensongère de tel ou tel article, ou de telle ou telle initiative, la masse de l'opinion française. »

Ces conseils de sagesse rabbinique n'ébranlent cependant pas la résolution combative du *Droit de Vivre*, qui répond : « Où est le mal dans tout cela ? Pour ma part, je ne le vois pas, et j'estime que les appréhensions des amis dont je parle sont exagérées... Que faire ? Devons-nous, devant le péril grandissant, cacher nos convictions, nos sentiments et nos idées ?... Les amis qui nous critiquent devraient savoir que nous n'agissons pas à la légère. Autant qu'eux, autant que quiconque, nous connaissons la situation et l'état d'esprit du peuple français. Autant qu'eux, nous entendons ne rien faire qui puisse compromettre les intérêts de la population juive et des autres opprimés. Mais nous sommes convaincus que ces intérêts ne peuvent pas être défendus par la capitulation devant l'ennemi. »

Il y a ainsi deux sortes de Juifs : ceux qui nous désarment à leur égard par la tactique perfide et lâche de leur silence, et ceux qui ne peuvent pas cacher leurs convictions, leurs sentiments et leurs idées.

Ce double aveu, nous le retiendrons, car il éclaire d'un jour nouveau l'attitude diverse des Juifs ; et il les réunit, sur le fond, dans une pensée commune.

Cette pensée juive n'est pas seulement commune à tous les Juifs campés sur notre sol, mais à la Juiverie mondiale tout entière. J'en livre la démonstration à ceux qui nieraient encore, contre l'évidence, l'existence d'un peuple juif disséminé sur la terre, mais uni spirituellement.

Un drame affreux désole, depuis des mois, le pays charmant qu'est la Roumanie. C'est un drame politique, dont je parlerai avec la réserve qui convient et



avec la douleur sincère d'un ami qui a subi, à Bucarest, la fascination de cet esprit roumain, où se retrouve le sentiment romain de la grandeur et l'élégance de la culture française.

Je citerai seulement le cas inouï des Juifs limités dans leurs droits par le président du Conseil roumain, M. Goga, et obtenant son renvoi de S. M. le roi Carol, cédant, selon toute vraisemblance, aux instances de sa favorite juive, Mme Magda Lupesco, la puissante Esther de Bucarest.

J'ai fait la part de l'amour ; il faut maintenant la réduire à ses proportions exactes. La vérité, c'est que deux pressions formidables furent exercées sur le président Goga lui-même.

La première venait d'Amérique. Le *Congrès mondial sioniste* de New-York en appela, en signe de détresse, au peuple juif du monde. Et l'on vit les Juifs de New-York se substituer aux Juifs de Roumanie pour réclamer à leur place, attestant ainsi la solidarité de leur race et le pouvoir dirigeant du peuple juif.

On vit plus encore : les Juifs de New-York, et non ceux de Bucarest, déposèrent une plainte en bonne et due forme à la Société des Nations, quoique les Etats-Unis n'en fissent pas partie et eussent même déclaré qu'ils ne se mêleraient pas des affaires internes de l'Europe.

La seconde intervention - il m'est pénible de le constater - fut celle de la France, mais de quelle France !... Au *Congrès mondial sioniste* de New-York se joignit *l'Association juive fédérale de France*, qui porta plainte à Genève.

C'est alors qu'intervint dans le même sens le ministre de la République française auprès de la Cour royale de Roumanie. Notre représentant s'appelle M. Adrien Thierry : il est marié à Mlle Nadine de Rothschild. Son entrée en scène ne surprendra donc personne.

Elle a été mise en évidence au grand conseil du Parti national chrétien roumain, le 15 février 1938, par le président du Conseil démissionnaire, M. Octavien Goga, qui a déclaré : « Deux jours avant de quitter le pouvoir, j'ai reçu la visite du ministre de France, M. Thierry, qui venait me demander ce que nous avions l'intention de faire lorsque la question juive se présenterait dans deux mois.

« J'ai répondu que nous préciserions alors notre attitude, ce problème n'étant pas maintenant à l'ordre du jour ; M. Thierry a insisté en disant qu'il était inquiet et désirait être fixé d'avance, car M. Micescu lui avait déclaré, après l'ajournement même, que la Roumanie conserverait son même point de vue dans deux mois. La conversation devenant plus animée, j'ai ajouté qu'il était fort possible que nous venions à Genève ayant toutes nos autres minorités de notre côté. Nous avons fait un cartel électoral avec les Saxons et les Hongrois de Transylvanie. Les Bulgares du quadrilatère sont venus nous assurer de leur confiance envers nous et solliciter notre bienveillance. Dans ces conditions, nous pouvons dire à la Société des Nations : « Voici, d'un côté, l'Etat roumain avec ses minorités historiques, de l'autre côté la minorité juive. Choisissez ! Décidez de ce qui pèse le

plus dans la balance : nous ou les Juifs ? » M. Thierry ne m'a donné aucune réponse. »

La réponse de M. Thierry de Rothschild, ce fut le roi qui la transmit à M. Goga, le surlendemain. Les agences juives la câblèrent joyeusement aux journaux des deux hémisphères : « Démission de M. Goga. »

On sait la suite, qui dure encore. La Garde de fer antijuive dissoute. Ses chefs emprisonnés, plus tard abattus comme des chiens sur une route, sans témoins... Le portrait vénéré du roi orne désormais les devantures des boutiques juives de Bucarest. Israël crie : « Vive le roi !... »

Pour combien de temps ?

Les Juifs de New-York et M. le baron de Rothschild eurent la peau de M. Goga, qui en mourut, comme ils eurent, peu après, mais cette fois sans vaine publicité, la peau de M. Daranyi, président du Conseil hongrois, qui avait osé imiter M. Goga pour défendre la malheureuse Hongrie contre les abus des Juifs.

Il leur restait en Europe une citadelle : Prague. Pour la maintenir, contre la nature même des choses, les Juifs préféraient déchaîner la guerre, plutôt que d'abandonner le successeur docile du président Masaryk.

*L'Univers israélite* pouvait saluer, dans la République tchécoslovaque, « un des plus solides remparts d'Israël ». Et le médaillon consacré à Masaryk, en août 1938, à Deauville, est l'œuvre d'Edgar Longuet, petit-fils du célèbre Juif Mordochai, dit Karl Marx.

La défense tchécoslovaque était ainsi devenue la défense d'Israël ; et elle se confondait avec la vengeance contre Hitler, coupable d'avoir délivré l'Allemagne de l'emprise juive qui l'étouffait. Au nom des Juifs tunisiens, l'avocat juif Paul Chez (qui?) fit une démarche auprès du résident général. Il n'y fut pas question de la Bohême : ils apportaient leur contribution, dit le communiqué officiel, « à la défense de leur race, dont l'existence même est en jeu ».

Au premier rang de la presse juive belliciste, il convient de citer *Le Droit de Vivre*, *L'Humanité* et *Le Populaire*, celui-ci dirigé par l'auteur maladif du livre immoral intitulé par erreur *Du Mariage*. Le Juif Léon Blum voulait sans doute écrire : *De la Chiennerie*, et je ne suis pas sûr de ne pas calomnier nos bons amis les chiens.

Nous touchons ici du doigt la plaie de l'éducation judéo-révolutionnaire. Il y a quelque chose de pire, dans ce bouillon de culture pour tous les microbes sociaux : c'est l'écume qui en remonte, c'est le manque total de sens national du *Populaire*, et c'est la perversion du sens moral de ses rédacteurs.

En veut-on un exemple ? M. Daladier a dit dans son discours de Marseille : « Nous n'admettons pas que les délégués ouvriers puissent être des étrangers ou des hommes au casier judiciaire chargé. » *Le Populaire* a commenté ainsi cette phrase : « Ce sont là propos excessifs, imprégnés d'une certaine xénophobie et qui indiquent une dangereuse tendance d'esprit. »

Oui, ces Juifs ne se sentent pleinement dans leur élément que lorsqu'ils rencontrent, dans leurs bas-fonds, les sans-patrie et les repris de justice. A leurs

yeux déformés, les honnêtes gens suivent « une dangereuse tendance d'esprit ». Puisse-t-elle être assez dangereuse pour faire reculer l'audace des fauteurs de guerre !

« Aux heures les plus sombres de septembre dernier, rappelle M. Pierre Lucain dans *Paris-Midi* du 23 novembre 1938, alors que pères et fils mobilisés parlaient dignement à la frontière, alors que les mères, les épouses, les sœurs cachaient leurs larmes et s'apprêtaient, quelques-unes pour la seconde fois dans leur vie, à subir les affres de la guerre, le clan des bellicistes et des agitateurs osait attaquer les négociateurs de cette paix si difficile.

« Depuis lors, cette campagne pour la guerre a repris toute sa véhémence, utilisant les mêmes procédés de pression et d'agitation que lorsqu'il s'agissait de nous jeter, coûte que coûte, dans le charnier espagnol. »

En notant, lui aussi, l'existence de cette campagne belliciste à laquelle j'ai consacré cet ouvrage, M. Pierre Lucain va se faire traiter de « bourgeois » par le Juif Julien Benda, dont j'ai cité les textes fielleux et les propos rageurs, le provocateur qui accuse, dans la *Nouvelle Revue française*, les bourgeois de lâcheté devant la guerre, « de peur qu'elle ne finisse par la révolution ».

Les bourgeois ne sont pas plus lâches que les *intellectuels antifascistes* : pour n'avoir pas renié leur culte de la paix, ces derniers ont dû enregistrer la démission du Juif Benda de leur *Comité de Vigilance*.

Dans ce concert de hurlements inhumains, toutes les notes de la bêtise et de la méchanceté, de la haine et de la folie ont fait feu de tous leurs slogans. Des lamentations grandiloquentes aux déclarations de guerre furibondes, faisant écho à la déclaration de guerre solennelle de la juiverie mondiale dans le *Daily Express*, et au programme incendiaire du *American Hebrew*, le Juif Bernard Lecache, a vomi ses colères contre la non-intervention et clamé sa hantise d'une guerre, où sa « joie pourrait enfin sentir grandir ses espoirs. »

Ce Juif gaffeur, que je serais presque tenté de remercier pour ses aveux répétés, a pris son temps, jusqu'au 17 septembre 1938, pour commencer à chérir la France. Il écrit en propres termes dans le *Droit de Vivre* : « Je me prends à chérir son équilibre. » Cette pensée de métèque, heureux de jouir à nos dépens de la liberté de rester Juif, je la livre à la méditation des Français, dont le patriotisme héréditaire est né sur les genoux de leurs mères.

Ils peuvent être fiers d'eux : prêts à se lever comme un seul homme à l'appel de la France en danger, ils ont rejoint les cadres de leur réserve sans faire un geste ou une manifestation inutile, ni dire une parole pouvant compromettre la paix. Et, si l'Histoire doit déplorer les cris discordants d'une bande d'énergumènes, elle retiendra ce fait, confirmé par tous les documents de cette revue de la presse : que les trublions sont des Juifs, que les Lévy, les Péri, les Pertinax, les Bradu, les Lecache et les Benda sont des Juifs, que les Mandel-Rothschild, les Zacharie-Zay, les Weisskopf-Gombault et les Georg Bernhard, les Einstein, les Créange et les Robert Bollack sont des Juifs, que la presse belliciste est une

presse juive, que les fabricants de fausses nouvelles sont Juifs, que les speakers des postes de la radio sont Juifs, et qu'enfin seuls des Juifs, comme ceux de Saint-Quentin, pouvaient avoir l'idée de lancer un appel aux armes ou de crier, comme le Juif Lerner, aujourd'hui expulsé de Dijon : « *Fife la kerre !* »

De là vient leur déception spontanée au lendemain de l'accord de Munich. « *Dévaluation morale* », écrit le Juif Jean-Richard Bloch ; « *désastre diplomatique* » ajoute le Juif Paul Nizan ; « *calastrophe sans excuse* », vitupère le Juif Grunbaum-Pertinax ; « *Effondrement* », confirme le Juif Péri ; « *c'est une honte !* » clame le petit-fils de Karl Marx ; « *le triomphe du fascisme* », appuie le Juif Lévy ; « *Les accords de Munich*, déclare le Juif naturalisé Bernard Lecache, au Congrès de l'antiracisme, le 27 novembre 1938, *sont un crime commis contre l'Humanité* » ; enfin, pour conclure son dépit, le Juif Naeglen s'écrie : « *Il est peut-être regrettable que nous n'ayons pas poussé les choses plus loin en septembre...* »

La raison, le Juif Georg Bernhard nous l'a confiée : « Cela ne peut continuer ainsi. Au cas où il n'y aurait pas bientôt une nouvelle guerre mondiale, 150.000 à 200.000 Juifs devraient sous peu prendre le chemin de l'exil. »

Voilà proclamées par les Juifs la guerre d'hier et la guerre de demain. Voilà l'échec de la guerre juive de septembre et la préparation de la guerre juive de l'avenir. Voilà le vrai visage de cette guerre.

Si mes citations nombreuses gênent mes détracteurs, c'est qu'elles portent en elles la preuve de leur vérité ; c'est qu'elles justifient cette modeste étude qui n'a pas d'autre prétention que de faire éclater cette vérité ; c'est qu'elles démontrent l'identité des témoignages et de l'accusation.

Il reste à justifier la vengeance d'Israël ; et les Juifs n'y sont pas parvenus. Devant les hécatombes stalinienne, les démocraties sont demeurées silencieuses. Devant les atrocités juives d'Espagne, les politiciens se sont terrés. Devant le crime d'Israël, le monde ne s'émeut pas. Il garde ses protestations pour le jour où les Juifs sont, à leur tour, victimes de représailles.

Je n'ai pas besoin d'exprimer combien ce monde extérieur - extérieur à toute moralité humaine - m'intéresse peu.

Je songe, en ce moment, à mon vieux Poitou, dont le sang généreux a fécondé la noble terre du Canada. Je pense à ces paysans laborieux qui sont aussi de magnifiques soldats. Et je crois, de toute mon âme de terrien, attachée aux traditions séculaires qui firent la civilisation française, qu'il ne se trouverait pas un seul gars de chez nous pour risquer sa vie dans le seul intérêt des coffres-forts de la juiverie universelle !

Les trompettes d'Israël trouveront-elles, dans les profondeurs du pays, le puissant écho de leurs appels guerriers ? Je ne peux y croire. J'ai foi dans le patriotisme français ; j'ai foi dans la conscience humaine ; et je crois au réveil de notre peuple qui n'est pas né pour subir la guerre juive.

L'union nationale se cristallise spontanément pour réprouver l'ignoble campagne de fausses nouvelles et d'excitation criminelle par laquelle les Juifs ont ten-

té, en septembre 1938, de nous mener, les yeux bandés, comme un troupeau résigné, à la pire des guerres et au plus grand désastre de la patrie.

Le cercle diabolique des mensonges d'Israël s'est particulièrement resserré, autour du peuple français, dans les journées dramatiques du 27 et du 28 septembre. Il a fallu le splendide sursaut patriotique et humain des premiers ministres pour le briser. Mais la paix, sauvée à Munich, est toujours menacée par le même clan judaïque. Ce n'est ni une hypothèse, ni une calomnie. Le Juif Lecache<sup>54</sup> ne s'en cache pas. L'acte d'accusation a été dressé par les Juifs eux-mêmes. Leur agression au grand jour porte leur signature. Leur volonté de rompre la paix est affirmée par l'organe officiel de la L. I. C. A. juive : *Le Droit de Vivre*.

Leur déclaration de guerre s'étale dans un document hystérique. Si je n'avais déjà cité, au cours de cette étude précise, des centaines de témoignages irrécusables, si je n'avais grâce à eux fait abondamment la preuve de la guerre juive, je n'aurais maintenant qu'à ramasser avec des pincettes le torchon de la juiverie pour y trouver, noir sur blanc, l'aveu formel des Juifs.

Cette proclamation de la guerre juive a paru, le 19 novembre 1938, dans *Le Droit de Vivre*, sous la signature du Juif Bernard Lecache. La voici :

« Notre affaire, c'est d'organiser le blocus moral et matériel de l'Allemagne... d'obtenir la mise en quarantaine d'une nation... Notre affaire, c'est de défendre tous les Grynspan de la terre<sup>55</sup>... c'est d'être implacablement, irréductiblement ennemis du racisme, ennemis donc de l'Allemagne « telle qu'elle est » et de l'Italie « telle qu'elle est ». Notre affaire, c'est de dire aux voyous de la Wilhelmstrasse : « Vous êtes des gangsters. Ayez le destin des gangsters. » Notre affaire, c'est de déclarer une guerre sans merci à l'ennemi public n° 1. »

Cette dernière preuve de la guerre juive se suffit à elle-même : une seule réponse doit être faite à cette provocation. M. Charles Berlet l'a donnée dans son *Courrier de Lorraine* : « Nous avons été les soldats de la France, nous ne voulons pas devenir les soldats d'Israël. »

<sup>54</sup> Fils de Juifs d'Odessa, Bernard Lecache a été naturalisé en 1905 sous son nom actuel.

<sup>55</sup> Le 7 novembre 1938, un Juif polonais, Grynspan., s'est rendu à l'ambassade d'Allemagne à Paris, a demandé à parler à un haut fonctionnaire, et sitôt introduit auprès du premier secrétaire von Rath, sans le connaître, sans lui parler, l'a tué à coups de revolver. A son interrogatoire, le bandit juif a seulement répondu : « Je suis un vrai juif. J'ai voulu venger ma race. »

## CONCLUSION

Il y avait une fois, sept siècles avant notre ère, un roi de Perse nommé Xerxès et surnommé Assuérus par la Bible. Parmi les filles admises à son harem, une Juive reçut le nom d'Esther, qui veut dire « l'étoile », à cause de sa beauté. Choisie pour favorite, Esther en profita pour faire remplacer par son oncle, le Juif Mardochée, le premier ministre Aman. La Bible assure que le nombre des Perses qu'ils firent égorger en trois jours dans les provinces ne fut pas moindre de soixante-quinze mille.

C'est ce massacre juif que les Israélites fêtent annuellement, le 20 mars, au Pourim-Bals, en levant le poing fermé en signe de menace. Voilà l'origine du poing tendu, dressé par le Front populaire.

*« Le plus grand mal, peut-être, a dit Sa Sainteté Pie XI, c'est la trahison de la charité et j'affirme aujourd'hui que ce qui nous est douloureux DANS LE POING LEVÉ, ce n'est pas qu'il nous épouvante comme une menace, mais que nous y voyons la trahison de l'amour. »<sup>56</sup>*

L'histoire d'Esther a été immortalisée par un chef-d'œuvre de Racine, où Mardochée atteste que sa race :

*Est la race choisie et la race éternelle,  
Qui garde, par Dieu même à nos aïeux dicté,  
Le livre de la vie et de la vérité ;  
La race à qui la terre entière fut promise,  
Et qui doit conquérir l'humanité soumise...  
...Il est dans Israël une force qui brise  
Tout mouvement humain contre nous déchaîné,  
Et qui touche à nos droits d'avance est condamné !*

*Pendant trois jours entiers, sans arrêt, sans repos,  
les Iraniens tombaient sous les coups d'Israël.*

« *Du sang, toujours du sang !* » s'écriait Assuérus ; et sa Juive cruelle répondait :

*« J'en veux ! J'en veux encore !  
Le voici donc enfin venu, ce jour vengeur,  
Le beau jour si longtemps attendu, qui consacre,  
Tout vibrant de clameurs et tout chaud de massacre,  
Le triomphe promis à mon peuple éternel ! »*

<sup>56</sup> Cité par La Juste Parole du 5 janvier 1939, p. 14.

Tant d'audace et d'orgueil n'ont pas servi la cause d'une race si tragiquement marquée par le Destin à travers les millénaires de son histoire. En s'engageant dans le mouvement sioniste contemporain, et en obtenant, par la victoire de nos armes, la constitution d'un foyer palestinien se heurtant à la population arabe indigène, les Juifs ont reconnu ce que leurs prophètes ont mille fois proclamé : à savoir qu'ils sont une race, un peuple, une nation.

La diaspora leur impose des devoirs dans tous les pays où leur vie errante les a, pour un certain temps, fixés. Mais le droit d'asile que nous leur accordons généreusement ne comporte pas un droit de citoyenneté. La Révolution française, en accueillant quelques tribus de Juifs - les Etats trimestriels de la lieutenance générale de Paris n'en comptaient pas deux cents - ne prévoyait pas l'invasion, par dizaines, puis par centaines de mille, de près d'un million d'échappés de ghetto! La patrie peut épouser la gloire de ses soldats, d'où qu'ils viennent. Elle n'a pas le droit de livrer les trésors du labeur français à la vermine du monde.

Et pourtant les faits sont là, qui crient. La pègre étrangère encombre nos tribunaux. Les hôpitaux de Paris sont devenus ceux de Cosmopolis. Nos affaires sont livrées à la spéculation d'Israël. Nos agences d'information sont à ses ordres. Le Juif est marchand de papier, imprimeur et distributeur de journaux, quand il n'est pas le plus souvent directeur de journal. Et l'éducation nationale est confiée à un Juif déshonoré, hypothéquant ainsi l'avenir de la jeunesse française.

Il y a plus grave, et je viens d'en faire cent fois la preuve indiscutable et terrible : l'heure d'Esther et de Mardochée a failli sonner en septembre 1938, grâce aux mêmes ruses, aux mêmes excitations et aux mêmes fausses nouvelles qu'il y a vingt-six siècles.

Mais la puissance exorbitante des Juifs a trouvé, à la frontière de la paix, sa limite extrême, au delà de laquelle un peuple se lève pour les chasser ou se couche pour mourir.

La France, dont la charité est inépuisable, vient de donner asile, en vingt ans, à plus de deux millions d'hommes, avec l'espoir de leur ouvrir, toujours plus grandes, les portes de la Vie.

Une poignée de Juifs sans mandat n'enrôlera pas trente-huit millions de Français dans une guerre votive, refermant sur eux les portes de la Mort.

Nos droits, nous les défendrons. C'est notre devoir, mais tout notre devoir. Comme l'a dit naguère Casimir Périer : « Le sang des Français n'appartient qu'à la France. »

## PARTIE DOCUMENTAIRE

Le 20 décembre 1912, le prince Charles Fürstenburg, ministre d'Autriche-Hongrie à Bucarest, notait dans un rapport à son gouvernement que le président du Conseil roumain Majorescu l'avait informé que Sekelo, ministre de Russie, l'avait averti du danger d'une guerre entre la Russie et l'Autriche-Hongrie.

Dans un rapport envoyé le 24 janvier 1913, Spalaïkovitch, ministre de Serbie à Sofia, demandait à son gouvernement de céder à la Bulgarie les territoires qui, d'après le traité d'alliance, ne reviendraient pas à la Serbie, celle-ci avant besoin de l'appui de la Bulgarie, quand l'annexion de la Bosnie-Herzégovine la contraindrait à déclarer la guerre à l'Autriche-Hongrie.

Le 14 février 1913, Popovitch, ministre de Serbie à Saint-Pétersbourg, rapporta que Sazonnov, ministre des Affaires étrangères russes, lui avait dit qu'on percerait bientôt l'abcès austro-hongrois.

- Le 6 mai 1913, Sazonnov donna comme instructions à Hartwig, ministre de Russie à Belgrade, de recommander à la Serbie une attitude conciliante devant les exigences bulgares, car la terre promise de la Serbie est située en Autriche-Hongrie.

- Le 12 mai 1913, Popovitch, ministre de Serbie à Saint-Pétersbourg rapportait : « Sazonnov m'a de nouveau répété que nous travaillons pour l'avenir, car nous recevrons beaucoup de territoires de l'Autriche-Hongrie. »

Le 27 septembre 1913, Taditch, chargé d'affaires de Serbie à Saint-Pétersbourg, communiquait à son gouvernement, « que la méthode suivante sera suivie dans l'attaque contre la Monarchie austro-hongroise : rejeter toute responsabilité et la faire retomber sur l'Europe inconsciente et sur l'Autriche consciente ».

Le 5 juillet 1913, von Waldthausen, ministre d'Allemagne à Bucarest, rapportait que Bratiano, chef du parti libéral roumain, disait que les Roumains étaient opprimés en Hongrie.

A cette époque, les Hongrois avaient pris des mesures d'exception. Les tracasseries administratives et les excès locaux dont les minorités furent alors victimes servirent de plate-forme à la propagande slave.

La Liga Culturala, présidée par l'éminent professeur Nicolas Jorga, attaqua l'évêché de Hajdudorog, auquel des Roumains étaient soumis.

Le 5 décembre 1913, le Comte Tisza promit de soumettre les limites de l'évêché à une révision.

Le 22 février 1914, Szilassy, ministre d'Autriche-Hongrie à Athènes, informait Vienne que Venizelos avait dit au ministre d'Allemagne que lui et Patchitch avaient proposé à Bratiano une triple alliance balkanique. Le lendemain, le baron Giesl, ministre d'Autriche à Belgrade, confirmait la solidarité des trois gouvernements.



Le 15 mai 1914, le comte Tarnowski, ministre d'Autriche-Hongrie à Sofia, rapportait que Savinski, son collègue russe, avait déclaré que la Russie avait mis la Roumanie à la tête de l'alliance balkanique et que, déjà au commencement de février, l'accord s'était fait à Saint-Pétersbourg.

Voici le texte de la Lettre du comte Tisza à l'empereur et roi, le 8 juillet 1914. Après s'être déclaré prêt à prendre ses responsabilités, pour ne pas encaisser la provocation serbe de l'attentat de Serajevo, le comte Tisza écrit :

« ... Mais, à mon avis, on doit donner à la Serbie la possibilité d'éviter la guerre ; quoique au moyen d'une grave défaite diplomatique, et si la guerre éclatait tout de même, il faudrait démontrer, devant le monde entier, que nous sommes en état de légitime défense.

« Si la Serbie faisait une réponse insuffisante, ou si elle voulait traîner la chose en longueur, nous devrions y répondre par un ultimatum, et après l'expiration de celui-ci, par l'ouverture immédiate des hostilités. Cependant, en ce cas-là, d'une part, nous aurions une guerre à nous imposée - que toute puissance doit faire sans défaillance si elle veut continuer à exister - d'autre part, nous ferions retomber la responsabilité de la guerre sur la Serbie, laquelle se sera attiré le danger de la guerre en se refusant, même après l'assassinat de Serajevo, à remplir honnêtement les devoirs d'un honnête voisin. Un tel procédé de notre part, accroîtrait fort en tout cas, les chances d'une démarche allemande à Bucarest. Peut-être retiendrait-il même la Russie de prendre part à la guerre. Il est à supposer que, selon toute probabilité, l'Angleterre exercerait en ce sens une pression sur les autres puissances de l'Entente et que, chez le Tzar aussi, prévaudrait cette considération qu'il ne peut guère avoir pour dessein de protéger des menées anarchistes et des attentats antidynastiques.

« Cependant, afin d'éviter des complications avec l'Italie, de nous assurer la sympathie de l'Angleterre et de rendre possible à la Russie de rester spectatrice de la guerre, nous devrions déclarer en temps utile, et sous une forme convenable, que nous ne voulons pas anéantir la Serbie, et encore moins l'annexer.

« Je me suis permis de soumettre à fond, humblement, mon opinion à Votre Majesté. J'ai conscience de la lourde responsabilité qu'en ces temps critiques doivent prendre ceux qui ont l'honneur d'avoir la confiance de Votre Majesté. Pleinement conscient que le poids de cette responsabilité reste le même, soit qu'on se décide à agir, soit qu'on y renonce, et après avoir scrupuleusement tout pesé, je prends la liberté de vous conseiller le moyen terme exposé plus haut, lequel n'exclut pas un succès pacifique et améliore, sous certains rapports, les chances de la guerre si elle était inévitable.

« Mon devoir sera de décider dans le Conseil des Ministres convoqué pour demain, le Cabinet hongrois à prendre position ; pour le moment, je ne peux déclarer qu'en mon nom que, malgré mon dévouement pour le service de Votre Majesté, ou pour mieux dire en raison précisément de ce dévouement, je ne pourrais partager la responsabilité d'une solution comportant exclusivement une guerre d'agression. »

Le 20 décembre dernier, à la tribune du Conseil municipal de Paris, M. Charles Trochu s'exprimait en ces termes :

« M. Charles Maurras a dit qu'il y avait des Juifs bien nés et des Juifs mal nés. Les Juifs bien nés sont ceux qui, vivant en France, en ont pris les habitudes, qui réagissent selon les réflexes français, qui se conduisent en bons citoyens. Je ne permettrais pas que l'on portât la main sur Edmond Bloch ou Jacques Kahn, qui ont fait une guerre splendide. Voilà deux exemples nobles.

« Je vais maintenant citer l'exemple ignoble : celui du Juif Lecache, qui s'est permis, un jour, - il s'agissait, je crois, d'un officier contre qui il avait porté une accusation inexacte - d'écrire : *On s'est demandé ce que mon joyeux correspondant entendait par l'Honneur militaire (avec un grand H). On n'a pas trouvé. On s'en excuse.*

« Je dis à ce sordide personnage que s'il ne sait pas ce que c'est que l'Honneur militaire, Edmond Bloch et Jacques Kahn, comme nous, le savent. Et nous ne permettrons pas à un homme qui a été naturalisé en 1905, qui a, par conséquent, sollicité à ce moment l'honneur de devenir Français, d'essayer de ridiculiser une des disciplines essentielles de notre patrie française. Si M. Lecache ne sait pas ce que c'est que l'honneur militaire, les quinze cent mille Français qui dorment, depuis la mer du Nord jusqu'aux Vosges, pour, avoir voulu défendre notre pays en même temps que son Honneur militaire, avec

un grand H, le savaient bien. Entre M. Edmond Bloch et M. Jacques Kahn d'une part, et M. Lecache de l'autre, il y a une distinction à faire. »

## TABLE

Dédicace
Avant-Propos
I. La race juive
II. La question juive
III. Les Juifs aux armées
IV. Les Juifs dans les agences
V. Sa Majesté Havas
VI. Radio-Israël
VII. Les Juifs dans la Presse
VIII. Les Juifs et la guerre
IX. Les bellicistes du ghetto
X. Les Juifs au gouvernement
XI. Les fausses nouvelles
XII. De Lévy à Péri
XIII. Les Juifs pendant la crise
XIV. Au peuple français :
Exorde
Premier point Pour la paix
Second point Pour la guerre
Conclusion
Partie documentaire

**AAARGH****SITE CRÉÉ EN 1996 PAR UNE ÉQUIPE INTERNATIONALE**<http://vho.org/aaargh><http://aaargh.com.mx><http://litek.ws/aaargh>

Un tribunal a emandé à certains fournisseurs d'accès de "filtrer" l'accès à nos sites. Les lecteurs français, et eux seuls, devront donc aller chercher des anonymiseurs:

[http://www.freeproxy.ru/en/free\\_proxy/cgi-proxy.htm](http://www.freeproxy.ru/en/free_proxy/cgi-proxy.htm)

Ou chercher sur Google (anonymiseur, anonymizer, proxies, etc.)

**FRANÇAIS ! FRANÇAISES ! SI VOUS VOULEZ SAVOIR CE QU'ON VOUS CACHE, IL FAUT RECOURIR AUX ANONYMISEURS. FACILES ET GRATUITS. EXEMPLES: TAPEZ**

**[HTTP://ANON.FREE.ANONYMIZER.COM/HTTP://WWW.AAARGH.COM.MX/](http://anon.free.anonymizer.com/http://www.aaargh.com.mx/)****OU: [HTTP://AAARGH.COM.MX.NYUD.NET:8090](http://aaargh.com.mx.nyud.net:8090)****OU: [HTTP://VHO.ORG.NYUD.NET:8090/AAARGH](http://vho.org.nyud.net:8090/aaargh)****OU : [HTTP://ANONYMOUSE.ORG/CGI-BIN/ANON-WWW.CGI/HTTP://VHO.ORG/AAARGH/](http://anonymouse.org/cgi-bin/anon-www.cgi/http://vho.org/aaargh/)**

**EN UN CLIC VOUS ÊTES SUR L'AAARGH, *BINOCHÉ OR NOT BINOCHÉ* ! FAITES-EN UNE LISTE ET COLLEZ-LA SUR VOTRE BUREAU.**

**OU ALORS AYEZ RECOURS À UN FOURNISSEUR D'ACCÈS QUI SOIT HORS DE FRANCE, LE SEUL PAYS QUI CÈDE À L'OBSCURANTISME.**

Nous travaillons en français, en anglais, en allemand, en espagnol, en italien, en roumain, en russe, en tchèque, en danois, en indonésien, en portugais, en hébreu, en suédois, en néerlandais et flamand, en arabe, en hongrois... en attendant les autres. Un peu d'instruction ne fait pas de mal...

**LES PÉRIODIQUES DE L'AAARGH**<http://revurevi.net>*Conseils de révision**Gazette du Golfe et des banlieues**The Revisionist Clarion**Il resto del siclo**El Paso del Ebro**Das kausale Nexusblatt**O revisionismo em lingua português**Arménichantage*

(trimestriels)

**NOUVEAUTÉS DE L'AAARGH**<http://aaargh.com.mx/fran/nouv.html><http://vho.org/aaargh/fran/nouv.html>**LIVRES (300) DES ÉDITIONS DE L'AAARGH**<http://vho.org/aaargh/fran/livres/livres.html><http://aaargh.com.mx/fran/livres/livres.html>

**DOCUMENTS, COMPILATIONS, AAARGH REPRINTS**

<http://aaargh.com.mx/fran/livres/reprints.html>

<http://vho.org/aaargh/fran/livres/reprints.html>

**ABONNEMENTS GRATUITS (E-MAIL)**

[revclar@yahoo.com.au](mailto:revclar@yahoo.com.au)

[elreversionista@yahoo.com.ar](mailto:elreversionista@yahoo.com.ar)

**MAIL:**

[aaarghinternational@hotmail.com](mailto:aaarghinternational@hotmail.com)

**POUR ÊTRE TENUS AU COURANT DES PÉRÉGRINATIONS DE L'AAARGH ET RECEVOIR LA *LETTRE DES AAARGHONAUTES* (EN FRANÇAIS, IRRÉGULIÈRE):**

[elreversionista@yahoo.com.ar](mailto:elreversionista@yahoo.com.ar)

**L'AAARGH, POUR NE PAS MOURIR IDIOTS.**

**FAITES DES COPIES DU SITE. REJOIGNEZ L'AAARGH. DIFFUSEZ L'AAARGH. TRAVAILLEZ POUR L'AAARGH. TRAVAILLONS TOUS À NOTRE LIBERTÉ COMMUNE.**

**CERTAINS VEULENT ABROGER LA LOI GAYSSOT. NOUS, NOUS L'IGNORONS. CONCHIONS GAIMENT LES CENSEURS.**